

VIDR

UNAMIR BULLETIN

1-31 AUG 1995

EASE RETAIN
GINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RHWG APR 2009

UNARCHIVES

SERIES	<u>S-1120</u>
BOX	<u>51</u>
FILE	<u>0</u>
ACC.	<u>1998/0278</u>

MISSION DES NATIONS UNIES POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

BULLETIN DE LA MINUAR, AOUT 1995



NATIONS UNIES

TABLE DES MATIERES

	Page
PREMIERE PARTIE:	Visite au Rwanda du Dr. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU
1.	Notice biographique 01 - 05
2.	Propos du Secrétaire général à son arrivée à l'aéroport de Kanombé (Kigali) 05
3.	Le Secrétaire général à l'Assemblée nationale 05 - 13
4.	Le Dr. Boutros-Ghali parle au Personnel des Nations Unies et décore des soldats 13
5.	Le Secrétaire général visite Nyarubuye 13 - 14
6.	Conférence de presse du Secrétaire général avant son départ 14 - 15
DEUXIEME PARTIE:	LA MINUAR
1.	La MINUAR en bref 15 - 19
2.	Le nouveau mandat : La résolution 997 (1995) 19 - 22
3.	Déminage : résolution 1005 (1995) 22 - 23
4.	Rapport sur le déploiement d'observateurs militaires dans la région des Grands Lacs 23 - 24
5.	Budget du Tribunal International pour le Rwanda 24 - 25
6.	L'Aide humanitaire de la MINUAR à la mi-mai 1995 25 - 27
TROISIEME PARTIE:	DEVELOPPEMENT
1.	Table-ronde pour le Rwanda 27
2.	Revue à mi-parcours 27 - 33

Première Partie: Visite au Rwanda du Dr. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU

1. Notice biographique

**M. BOUTROS BOUTROS-GHALI, SECRETAIRE
GENERAL DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES**

Le 1er janvier 1992, M. Boutros Boutros-Ghali, devenu le sixième Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a entamé un mandat de cinq ans. De mai 1991 à sa nomination par l'Assemblée générale, le 3 décembre de la même année, M. Boutros-Ghali avait été Vice-Premier Ministre égyptien chargé des affaires étrangères, après avoir exercé, à partir d'octobre 1977, les fonctions de Ministre d'Etat aux affaires étrangères.

Le Secrétaire général a pour priorité de renforcer l'Organisation des Nations Unies, de lui permettre de saisir les occasions qui s'offrent à elle depuis la fin de la guerre froide, de concrétiser les buts de la Charte et de réaliser les objectifs de paix, de développement et de démocratie.

Le 31 janvier 1992, lors de la *première réunion du Conseil de sécurité tenue au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement*, le Secrétaire général a été prié d'effectuer une étude et de formuler des recommandations sur le moyen de renforcer la capacité de l'Organisation dans les domaines de la *diplomatie préventive, du maintien et du rétablissement de la paix*. Dans son rapport intitulé *Agenda pour la paix*, publié le 17 juin 1992, il a enrichi l'action menée en faveur de la paix d'un nouvel élément, celui de la consolidation de la paix après les conflits.

L'Agenda pour la paix définit le rôle et les fonctions de l'ONU dans une ère nouvelle, au cours de laquelle de nombreuses opérations de maintien de la paix et missions d'observation ont été menées sous l'autorité du Conseil de sécurité et le commandement du Secrétaire général. Ce

rapport, traduit en une trentaine de langues, a fait l'objet de multiples débats.

Le 3 janvier 1995, le Secrétaire général a publié, comme supplément à *l'Agenda pour la paix*, un rapport de situation décrivant certains domaines dans lesquels des difficultés imprévues se sont présentées dans le cadre d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Ce supplément dresse le bilan de l'expérience acquise et présente des principes directeurs pour l'amélioration des opérations futures.

Depuis la fin de la guerre froide, l'Organisation a lancé plus d'opérations de maintien de la paix que pendant ses 40 premières années d'existence. Outre le personnel civil, quelque 70 000 soldats, observateurs militaires et policiers ont été déployés dans le cadre d'opérations telles que l'Autorité provisoire des Nations Unies au *Cambodge*, la Force de protection des Nations Unies dans les républiques de *l'ex-Yougoslavie*, la Mission d'observation des Nations Unies en *El Salvador*, la Mission de vérification des Nations Unies en *Angola III*, l'Opération des Nations Unies au *Mozambique* et l'Opération des Nations Unies en *Somalie*.

Le Secrétaire général a également nommé un certain nombre d'envoyés et de représentants spéciaux chargés de le conseiller sur les dispositions à prendre afin de créer des conditions propices à la cessation des hostilités, à l'apaisement des tensions ou au raffermissement de la paix dans différentes régions du monde. Les activités de consolidation de la paix, qui visent à jeter les bases d'une paix durable, comportent des mesures propres à accroître la confiance, à réformer et à renforcer les institutions démocratiques, à intégrer les combattants démobilisés dans la société civile et à ressouder des sociétés déchirées par la guerre, de façon à éviter que les conflits ne reprennent.

*

Dès la première année de son mandat, le Secrétaire général s'est attaché à *revitaliser et à élargir la notion de développement*. Une série de conférences qui feront date se sont tenues, notamment la Réunion au sommet pour la promotion économique de la *femme*, à Genève en février 1992, la Conférence des Nations Unies sur *l'environnement et le développement*, à Rio de Janeiro en 1992, et la Conférence mondiale sur les *droits de l'homme*, à Vienne en 1993. En mai 1994, la Conférence mondiale sur la *prévention des catastrophes naturelles* a eu lieu à Yokohama. En septembre 1994, la Conférence internationale sur la *population et le développement* s'est tenue au Calre, et le Sommet mondial pour le *développement social* a eu lieu à Copenhague en mars 1995. En septembre 1995, la quatrième Conférence mondiale sur les *femmes* aura lieu à Beijing. La deuxième Conférence des Nations Unies sur les *établissements humains* aura lieu à Istanbul en 1996, sur le thème "Un sommet pour les villes". Le Secrétaire général voit dans ces diverses réunions une succession d'occasions uniques permettant de sensibiliser l'opinion mondiale et de fixer normes et règles. *Ces conférences et sommets offrent en effet aux Etats Membres et aux organisations non gouvernementales, mais aussi aux particuliers intéressés, la possibilité de s'employer ensemble à donner une dimension mondiale aux efforts déployés en faveur du développement sous tous ses aspects*. Cette année, alors que l'Organisation des Nations Unies célèbre son cinquantième anniversaire, un volet important de ses travaux consiste à faire prendre conscience de l'importance cruciale que revêt le développement.

Le Secrétaire général a exposé sa propre conception du développement dans un rapport intitulé *Agenda pour le développement* soumis à l'Assemblée générale en mai 1994. Il y présente *la paix, l'économie, l'environnement, la société et la démocratie comme les cinq piliers du développement*. Il traite des multiples acteurs qui participent au développement et expose ses vues sur la contribution que l'Organisation devrait apporter au développement dans un monde de plus

en plus complexe, soulignant notamment que *le respect universel et la défense des droits de l'homme font partie intégrante du développement*. Les droits de l'homme, qui comprennent notamment les droits de groupes tels que les populations autochtones, les femmes, les enfants et les handicapés, constituent l'une des préoccupations du Secrétaire général. En novembre 1994, à la demande de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a formulé ses recommandations pour la mise en oeuvre de l'Agenda pour le développement.

Ces deux agendas, de par leur thème - *la paix et le développement* - sont inextricablement liés. En février 1995, le Secrétaire général a publié, dans deux volumes conjoints, des versions revues de ces deux textes complémentaires que sont l'Agenda pour la paix et l'Agenda pour le développement.

*

Le Secrétaire général préconise que les Nations Unies soutiennent activement le processus de démocratisation qui caractérise la période de l'après-guerre froide. L'ONU a répondu à l'appel lancé par quelque 40 pays pour qu'elle les aide à organiser des élections démocratiques et les supervise. Elle a envoyé plus de 2 100 observateurs en Afrique du Sud lors des élections qui s'y sont tenues en avril 1994, faisant de cette opération d'assistance électorale la plus importante de son histoire. Reconnaisant que la démocratie va bien au-delà de la simple tenue d'élections libres et régulières, les Nations Unies ont également mis en place divers programmes de coopération au développement des institutions démocratiques, de l'Etat de droit et de la participation populaire. Dans le même ordre d'idées, *le meilleur soutien à la démocratie doit être trouvé dans la démocratisation de la vie internationale*, objectif que le Secrétaire général poursuit depuis son entrée en fonction.

×

Du fait que les contributions au budget ordinaire et aux opérations de maintien de la paix

ne sont pas versées intégralement et en temps voulu, l'Organisation traverse une crise financière qui pourrait mettre en péril son bon fonctionnement. Le Secrétaire général a fait établir un certain nombre d'études visant à assurer que l'Organisation des Nations Unies aura les moyens de s'acquitter des tâches qui l'attendent pendant les 50 années à venir.

Le Secrétaire général a lancé un programme de restructuration et de réforme tendant à réduire le nombre de postes de rang élevé au Secrétariat et à décentraliser la prise de décisions, ainsi qu'à réduire les dépenses et à remédier aux insuffisances de la gestion. Il ne se préoccupe pas moins de faire en sorte que l'Organisation soit dotée des moyens qui lui sont nécessaires pour mener à bien des opérations de plus en plus vastes.

*

Le Secrétaire général s'est rendu dans plus de 50 pays afin d'y représenter l'ONU et d'offrir ses bons offices pour la cause de la paix. En décembre 1993, il a été le premier non-Coréen à traverser la zone démilitarisée entre Séoul et Pyongyang.

*

Titres universitaires honorifiques, distinctions et affiliations

Le rôle qu'a joué le Secrétaire général pour faire progresser les objectifs de paix, de développement et de démocratie a été reconnu par un grand nombre de distinctions et titres universitaires honorifiques.

Il a reçu un doctorat en droit honoris causa de l'Institut de droit de l'Académie des sciences de Russie, Moscou (septembre 1992); un doctorat honoris causa de l'Institut d'études politiques de Paris (janvier 1993); le Christian A. Herter Memorial Award du World Affairs Council, Boston (mars 1993); un doctorat honoris causa de l'Université catholique de Louvain, Belgique (avril 1993); la distinction intitulée "L'homme de la paix" parrainée par la Fondation "Ensemble pour la paix" dont le siège est en Italie (juillet 1993); un doctorat

honoris causa de l'Université Laval, Québec (août 1993), le Arthur A. Houghton Jr. Star Crystal Award for Excellence de l'Institut afro-américain, New York (novembre 1993); il a été nommé membre d'honneur de l'Académie des sciences naturelles de Russie, Moscou (avril 1994); membre d'honneur étranger de l'Académie des sciences de Russie, Moscou (avril 1994); membre d'honneur de l'Académie des sciences du Bélarus, Minsk (avril 1994); il a reçu un doctorat honoris causa de l'Université Carlos III de Madrid (avril 1994); un titre universitaire honorifique de la School of Foreign Service de l'Université de Georgetown, Washington, D.C. (mai 1994); un doctorat en droit international honoris causa de l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick, Canada (août 1994); et des doctorats honoris causa de l'Université de Bucarest (octobre 1994); de l'Université de Baku (octobre 1994); de l'Université d'Erevan (novembre 1994), de l'Université d'Haïfa (février 1995), de l'Université de Vienne (février 1995) et de l'Université de Melbourne (avril 1995). Il est titulaire d'un fellowship du Berkeley College de l'Université de Yale (mars 1995).

*

Fonctions antérieures

Diplomate, juriste, universitaire et auteur de nombreux ouvrages, M. Boutros-Ghali a une longue expérience des affaires internationales.

Entré au Parlement égyptien en 1987, il appartenait au secrétariat du Parti national démocrate depuis 1980. Avant d'assumer les fonctions de Secrétaire général de l'ONU, il a également été Vice-Président de l'Internationale socialiste.

Membre de la Commission du droit international de 1979 à 1991, il a également fait partie de la Commission internationale des juristes. Il a exercé bon nombre d'activités professionnelles et universitaires en rapport avec son expérience du droit, des affaires internationales et des sciences politiques; il a notamment été membre de l'Institut du droit international de l'Institut international des droits de l'homme, de la Société africaine d'études

politiques et de l'Académie des sciences morales et politiques (Institut de France, Paris).

Depuis une quarantaine d'années, M. Boutros-Ghali a pris part à de nombreuses réunions sur le droit international, les droits de l'homme, le développement économique et social, la décolonisation, la question du Moyen-Orient, le droit humanitaire international, les droits des minorités (ethniques, notamment), le non-alignement, le développement de la région méditerranéenne et la coopération afro-arabe.

En septembre 1978, M. Boutros-Ghali a assisté à la Conférence au sommet de Camp David et a pris part à la négociation des accords de Camp David signés par l'Égypte et Israël en 1979. Il a maintes fois dirigé la délégation égyptienne aux réunions de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et du Mouvement des pays non alignés, ainsi qu'à la Conférence au sommet des chefs d'État français et africains. Il a également dirigé la délégation égyptienne à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de ses sessions de 1979, 1982 et 1990.

M. Boutros-Ghali a obtenu un doctorat en droit international à l'Université de Paris en 1949; sa thèse portait sur l'étude des organisations régionales. Il est également titulaire d'une licence en droit obtenue à l'Université du Caire en 1946, ainsi que de diplômes en sciences politiques, en sciences économiques et en droit public conférés par l'Université de Paris.

Entre 1949 et 1977, M. Boutros-Ghali a été professeur de droit international et de relations internationales à l'Université du Caire. De 1974 à 1977, il a été membre du Comité central et du Bureau politique de l'Union socialiste arabe.

Entre autres activités professionnelles et universitaires, M. Boutros-Ghali a été titulaire d'une bourse de recherche Fulbright à l'Université Columbia (1954-1955), Directeur du Centre de recherche de l'Académie de droit international de la Haye (1963-1964) et professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Paris (1967-1968). Il a donné des conférences sur le droit international et les relations internationales dans nombre d'universités

d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord.

M. Boutros-Ghali est Président de la Société égyptienne de droit international depuis 1965, Président du Centre d'études politiques et stratégiques (Al-Ahram) depuis 1975, membre du Conseil administratif (Curatorium) de l'Académie de droit international de la Haye depuis 1978, membre de la Commission scientifique de l'Académie mondiale pour la paix (Menton, France) depuis 1978 et membre associé de l'Institut Affari Internazionali (Rome) depuis 1979. Il a siégé à la Commission pour l'Application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail de 1971 à 1979. Il est également fondateur de la publication Alahram Igtisadi, dont il a été rédacteur en chef de 1960 à 1975, ainsi que de la revue trimestrielle Al-Seyassa Al-Dawlia, qu'il a dirigée jusqu'en décembre 1991.

M. Boutros-Ghali est l'auteur de plus de 100 publications et de nombreux articles sur les affaires régionales et internationales, le droit et la diplomatie, et les sciences politiques.

Au cours de sa carrière, M. Boutros-Ghali s'est vu décerner des distinctions et des titres honorifiques par 24 pays dont, outre l'Égypte, la Belgique, l'Italie, la Colombie, le Guatemala, la France, l'Équateur, l'Argentine, le Népal, le Luxembourg, le Portugal, le Niger, le Mali, le Mexique, la Grèce, le Chili, le Brunéi Darussalam, l'Allemagne, le Pérou, la Côte d'Ivoire, le Danemark, la République centrafricaine, la Suède et la République de Corée. Il a également été décoré de l'Ordre souverain militaire de Malte.

*

Né au Caire le 14 novembre 1922, le Secrétaire général est marié à Leia Maria Boutros-Ghali.

2. **Propos du Secrétaire général à son arrivée
à l'aéroport de Kanombé (Kigali)**

Journaliste: M. le Secrétaire général, avez-vous un commentaire à faire sur...

Le Secrétaire général:

Je ferai une conférence de presse demain et je serai prêt à répondre à toutes vos questions. Merci !

Je voudrais remercier le Gouvernement de Kigali pour l'accueil qu'il m'a réservé, ainsi qu'à ma délégation et vous dire combien je suis heureux de retrouver cette capitale. Cette fois-ci en ma nouvelle qualité de Secrétaire général des Nations Unies. Je pense que c'est la première fois qu'un Secrétaire général des Nations Unies vient visiter votre beau pays et je suis fier que ce soit un Africain qui soit le premier Secrétaire général des Nations Unies à le visiter.

Et à l'occasion de cette visite, je tiens à exprimer l'importance que les Nations Unies attachent aux relations entre l'Organisation et l'Afrique d'une part et d'autre part aux relations entre les Nations Unies et la République du Rwanda.

3. **Le Secrétaire général à l'Assemblée nationale**

**Mot de bienvenue du Président de l'Assemblée,
M. Juvenal Nkusi**

Excellence M. le Premier Ministre,
Excellence M. le Vice Premier Ministre,
Monsieur le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies,
Messieurs les Ministres,
Honorables Députés,
Messieurs les Ambassadeurs,

Je devrais commencer par vous présenter notre hôte ce soir, c'est Son Excellence Dr. Boutros-Ghali, et c'est pour moi un agréable plaisir que de

lui souhaiter une chaleureuse bienvenue, un agréable séjour parmi nous aussi bien pour lui-même que pour la délégation qui l'accompagne. C'est un honneur pour notre Parlement que d'être le lieu où vous, Monsieur le Secrétaire général, avez bien voulu vous adresser au peuple rwandais. Ses représentants en sont honorés et nous pensons que le message que vous allez nous transmettre sera un message d'encouragement et de soutien pour la paix dans le pays et dans notre région ainsi que pour la réconciliation du peuple rwandais.

Excellence M. le Secrétaire général,

Le peuple rwandais connaît une longue histoire avec les Nations Unies. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la Société des Nations a confié à la Belgique le mandat de gouverner ce pays. Après la Seconde Guerre mondiale et la création de l'ONU, la tutelle a été confiée à la même Belgique. Vous comprenez donc que l'Organisation des Nations Unies a eu malgré tout un droit de regard sur la gestion socio-économique et socio-politique de ce pays. Les Nations Unies ont assisté à la décolonisation tumultueuse de ce pays et les premiers flux des réfugiés ont eu lieu quand notre pays était encore sous tutelle. 34 ans après, l'ONU est revenue contre l'avis de ceux qui préparaient avec précision et avec précaution le génocide auquel vous avez assisté en direct sur vos écrans de télévision. Ce génocide a eu lieu. Les forces des Nations Unies étaient présentes; elles se sont retirées pour revenir quand tout était consommé. Il s'agit donc d'un lourd contentieux avec le peuple rwandais et votre présence parmi nous, votre présence, votre passage, nous aidera à l'éclaircir. A côté de ce passage rapide, nous n'oublions pas les résolutions du Conseil de sécurité portant création du Tribunal International pour juger les crimes de génocide, celles demandant aux pays qui les hébergent de faciliter leur traduction devant la justice. Nous croyons que ce sont des dispositions positives qui marquent la bonne volonté de la communauté internationale.

Excellence Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,

Vous vous souvenez que les Nations Unies ont décrété l'embargo sur les armes contre notre pays. Cet embargo était dirigé contre le régime qui a perpétré le génocide et les massacres des populations. Les fondements de cette résolution ne sont plus d'actualité, surtout que les responsables de ce crime s'arment au vu et au su de tout le monde et ne cachent pas leur objectif de déstabiliser le pays et d'achever le travail commencé. Nous vous demandons d'user de vos moyens pour lever cette mesure devenue anachronique. Je terminerai en exprimant un souhait: Vous êtes intervenus au Rwanda avec des militaires en armes pour maintenir la paix. Cette paix et cette sécurité reviennent peu à peu grâce aux efforts de notre armée et de notre peuple qui se sont donnés pour mission de lutter pour la paix. Nous vous demandons de transformer cette force des Nations Unies en une armée d'enseignants, de professeurs, de médecins, d'ingénieurs; dont la mission serait de lutter contre l'ignorance, la misère et la pauvreté, tous ces maux qui ont été à l'origine du génocide que nous avons connu. Cette contribution serait sans aucun doute positive pour la paix dans le pays et dans notre région. Tout en réitérant mes souhaits de bienvenue, je tiens à vous assurer que l'auditoire ce soir sera attentif à votre discours. Il vous écoutera et sans doute il attend beaucoup de vous. Ainsi vous pouvez vous adresser à cet auditoire, à cette Assemblée Nationale, à ce Gouvernement qui se réunissent ce soir. Vous avez la parole, Excellence.

Discours du Secrétaire général

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Vice Premier Ministre,
Messieurs les Ministres,
Messieurs les Ambassadeurs accrédités auprès de la République Rwandaise,
Messieurs les membres de l'Assemblée Nationale,

Dans quelques jours vous allez célébrer le premier anniversaire du Gouvernement qui est entré en fonction à la fin du génocide et des atrocités

insupportables qui ont tant endeuillé le Rwanda et l'ensemble du continent africain. En effet, tous les pays africains sont solidaires, que ce soit à travers leur Organisation de l'Unité africaine ou les expériences qu'ils ont eues jusqu'au moment de la création des Nations Unies. Il n'y avait que trois Etats qui étaient semi indépendants, l'Ethiopie, l'Egypte et le Libéria. Le continent africain a donc en commun une expérience qui a aidé à forger une certaine solidarité. Si bien que, quand il y a un drame qui se passe dans un pays, il a des répercussions sur tout le continent. Et le génocide qui a eu lieu au Rwanda a entaché l'image de tout le continent africain. C'est une guerre fratricide qui a rendu plus difficile la tâche de l'Organisation internationale et de la communauté internationale dans leurs efforts de coopération avec le continent africain, dans l'assistance qu'elle apporte aux Etats africains pour trouver des solutions pacifiques à leurs conflits internes ou internationaux, pour les aider à se reconstruire et à pouvoir participer aux progrès de la communauté internationale.

Je voudrais donc vous féliciter pour ce premier anniversaire mais en même temps vous dire que vous êtes au début d'un très long chemin. Certes, nous pouvons trouver des éléments de satisfaction dans un retour à la vie normale. Votre présence ici est une autre preuve que vous vous intéressez à un système démocratique, que vous voulez discuter, que vous voulez engager un dialogue. C'est pourquoi, Monsieur le Président, en tant qu'ancien parlementaire, bien plus qu'en tant que Secrétaire général des Nations Unies, je vous proposerai, si vous acceptez, d'engager un dialogue à la suite de cet exposé.

Et je répondrai sans hésiter aux questions que me poseront les parlementaires et je leur dirai: **"N'hésitez pas à me poser des questions non diplomatiques, et je vous promets que vous recevrez des réponses non diplomatiques".**

Mais revenons aux éléments de satisfaction. Nous voyons que nous sommes sur le chemin d'une reconstruction et que le Rwanda essaie d'oublier le drame. Malheureusement il reste beaucoup à faire. Il est tout d'abord urgent de travailler à la réalisation des objectifs qui ont été

fixés durant les Accords d'Arusha. J'insiste en particulier, et ce sera l'objet de notre discussion, sur l'importance, sur la nécessité que toute la nation rwandaise puisse participer pleinement et démocratiquement à la gestion des affaires du pays. Les politiques d'exclusion auraient des conséquences que vous avez vécues et que nous avons vécues avec vous. Bien plus, des politiques d'exclusion rendraient l'assistance, la coopération et la collaboration de la communauté internationale à l'égard de votre pays, ainsi qu'à l'égard des autres pays africains, extrêmement difficiles.

La seconde idée extrêmement importante à laquelle nous sommes tous attachés, c'est la protection des Droits de l'Homme. Je sais bien que les Droits de l'Homme ont été violés de la façon la plus atroce et qu'il y a eu un génocide. Je tiens à vous rappeler que j'ai été le premier à prononcer le mot "**génocide**" dans les assemblées internationales pour mobiliser, pour sensibiliser l'opinion publique internationale, pour obtenir d'elle une aide accrue; que ce soit une aide politique, militaire, financière ou technique pour votre pays. Je n'ai pas réussi. J'ai rencontré des difficultés beaucoup plus grandes que dans d'autres situations qui n'étaient pas aussi graves, mais qui, elles aussi, demandaient une aide. Il est donc important de trouver une solution, et en particulier une solution aux problèmes des réfugiés. A cet égard, l'Organisation des Nations Unies est liée par certaines normes internationales. L'une d'entre elles nous interdit d'obliger les réfugiés à retourner dans leur pays. Nous n'avons donc pas de moyens d'imposer un retour. Voici un premier obstacle.

Un second obstacle, c'est la crainte que vous retrouvez dans les camps de réfugiés, qu'ils se trouvent à Bukavu, à Goma ou sur la frontière de la Tanzanie. Vu cette crainte, il est de votre devoir - parce que se sont vos frères, et je ne veux pas faire de morale -, il est de votre devoir, je dirais même de votre intérêt, d'engager un dialogue avec ces réfugiés. Il y a des coupables, ces coupables doivent être punis. Nous avons créé un Tribunal International pour vous aider, vous aurez vos propres tribunaux nationaux. Mais avec la grande masse de réfugiés, il est important d'engager un dialogue. C'est seulement à travers un dialogue

qu'ils seront amenés à retourner dans leur pays, dans leurs villages et à participer à la vie politique, à la reconstruction de votre pays. Tant qu'ils resteront dans des camps des réfugiés, la reconstruction sera incomplète et, ce qui est plus grave, l'aide internationale sera elle aussi incomplète. Et nous aurons des difficultés à obtenir cette aide.

Je crois que j'ai eu une conversation extrêmement franche avec le Premier Ministre, au cours de laquelle je lui ai expliqué les difficultés que je rencontre aujourd'hui, en tant que Secrétaire général des Nations Unies, pour obtenir une aide, que ce soit des pays donateurs ou des organisations non gouvernementales. Vous allez me demander pourquoi. Vu la multiplicité des conflits, l'aide, l'intérêt et l'attention de la communauté internationale se dirigent vers les pays où les situations progressent. Je suis le premier à avoir reconnu qu'il y a un progrès incontestable dans la reconstruction. Mais dans le domaine du retour des réfugiés qui est lié aux problèmes des Droits de l'Homme, il n'y a pas eu de progrès. Je ne sais pas quelle est la solution, et ce n'est certainement pas aux Nations Unies de la trouver, parce que c'est un problème interne au Rwanda. C'est aux rwandais qu'il incombe de trouver une solution à leurs propres problèmes. Et cette solution, plus vite vous la trouverez, plus efficaces seront l'assistance internationale, la coopération et l'appui que vous obtiendrez de la communauté internationale. Plus vous tardez, plus nous nous trouverons confrontés à de futurs conflits et difficultés.

Et ce qui m'inquiète le plus - et je vous parle en frère, je vous parle en africain -, ce qui m'inquiète le plus, c'est que nous sommes confrontés à une nouvelle fatigue des Etats donateurs. Les Etats donateurs ont d'autres priorités. Leur opinion publique est mécontente. Elle dit: "**Nous avons nos propres réfugiés au sein de nos propres pays, nous avons nos propres malades, nous avons nos propres pauvres, pourquoi nous occupons-nous des autres?**". Evidemment, le rôle des Nations Unies est de promouvoir la solidarité internationale. Celui de l'Organisation de l'Unité Africaine est de promouvoir la solidarité Africaine, et celui des 77 est d'attirer l'attention des

G7 et de leur dire: **"Occupez-vous des pays du Tiers monde, occupez-vous des pays en voie de développement"**. Mais nous avons et nous aurons de plus en plus de difficultés à obtenir cet appui, cette collaboration de la communauté internationale.

Le Tribunal International pour le Rwanda est une opération qui n'est pas facile. Il n'est pas aisé d'obtenir les fonds nécessaires pour créer ce Tribunal. On a mis du temps pour pouvoir élire des juges. Le mécanisme du système, celui du multilatéralisme est un processus extrêmement long. Indépendamment de l'existence de ce Tribunal, il ne faut pas attendre la création du Tribunal International pour dire **"Nous allons promouvoir la réconciliation"**. Il faut commencer immédiatement à promouvoir la réconciliation. A cet égard, je suis en contact avec l'Organisation de l'Unité Africaine; nous collaborons avec les organisations régionales, avec les organisations non gouvernementales, ainsi qu'avec les nouveaux acteurs des relations internationales pour pouvoir démocratiser ces dernières, pour pouvoir obtenir l'appui que nous n'arrivons pas à obtenir des Etats donateurs.

Nous faisons donc appel aux organisations régionales, aux organisations non gouvernementales, à toutes les nouvelles institutions, aux unions, aux syndicats, aux hommes d'affaires, en leur disant: **"Aidez-nous pour que nous puissions aider un pays qui veut se reconstruire, un pays qui a subi un drame inouï dans la seconde moitié du vingtième siècle"**.

Alors que l'on croyait qu'une fois la Seconde Guerre Mondiale terminée, il n'y aurait plus de génocide, nous en avons de nouveau vécu un. Il nous faut donc trouver des solutions. Il faut que le retour à la paix soit une condition indispensable pour la reconstruction du Rwanda. Vous n'aurez pas de véritable reconstruction si vous ne trouvez pas une solution à l'intégration et au retour des réfugiés. Si jamais ce retour commence, si jamais vous arrivez à prendre des dispositions qui rétabliront la confiance, qui laissent entendre que vous voulez la justice et non la vengeance - je précise que vous voulez la justice, que vous êtes en

faveur de la justice et non en faveur de la vengeance - , alors à ce moment vous pourrez construire une paix nouvelle. Il faudra des années et des années pour oublier ce génocide, pour oublier cette guerre fratricide au cours de laquelle des milliers et des milliers de femmes, d'enfants et d'hommes ont été tués de façon horrible.

Et nous avons besoin de la réconciliation. Celle-ci ne doit pas se limiter à des mots; elle doit se traduire dans les faits. Nous sommes observés par 185 Etats, par des milliers d'organisations non gouvernementales, où chacun a son opinion et ses exigences. Je suis confronté à ces problèmes tous les jours; à des demandes et à des critiques des organisations internationales. L'opinion publique est devenue un nouveau facteur de la révolution médiatique qui amène les événements dans n'importe quelle partie du monde. Nous sommes donc obligés de nous occuper de ce problème.

Quant aux forces des Nations Unies, je tiens à vous dire que, s'il s'agissait du Conseil de sécurité ou de la communauté internationale, on souhaiterait le départ des forces des Nations Unies dès aujourd'hui. Et vous en avez un exemple avec ce qui s'est passé en Somalie. Et moi je me bats en ce moment pour pouvoir maintenir les forces des Nations Unies en ex-Yougoslavie. Je suis tous les jours sous la pression des Etats membres qui disent: "Ça suffit, il faut se retirer; s'ils veulent se battre, qu'ils continuent à se battre; s'ils veulent continuer à préparer de futurs conflits, qu'ils le fassent; nous n'avons plus l'intention d'intervenir; nous n'avons plus l'intention d'envoyer nos hommes s'occuper des problèmes d'autres Etats; ce sont des Etats indépendants, qu'ils assument leur indépendance; ce sont des Etats souverains, qu'ils assument leur souveraineté, qu'ils se débrouillent".

Je suis obligé de me battre pour leur expliquer que nous appartenons à la même famille, la famille des Nations: **"nous sommes égaux, nous appartenons à la même famille; si un malheur arrive à un membre de la famille, il faut que les autres membres de la grande famille s'intéressent à ce malheur et puissent l'aider; nous appartenons à cette même famille humaine, nous avançons dans la civilisation de l'universel, et si vous ne faites pas**

les efforts nécessaires, vous marginaliserez tout un continent; vous marginaliserez des pays, des millions et des millions d'habitants; vous devez nous aider". Et nous nous trouvons devant ces difficultés. Heureusement, nous avons obtenu la résolution 997, par laquelle on est arrivé à maintenir les troupes des Nations Unies jusqu'au 8 décembre prochain. Mais je vous garantis que si vous demandiez le départ des troupes demain, je serai très populaire auprès du Conseil de sécurité ainsi qu'auprès des Etats qui contribuent aux frais de ces troupes.

Quelques chiffres vous donneront une idée des difficultés que nous traversons. Il y a quelques années, les casques bleus ne dépassaient pas 3000 ou 4000 hommes. Et le budget des opérations de maintien de la paix n'excédait pas les 400 ou 500 millions de dollars chaque année. Aujourd'hui 70 000 casques bleus sont déployés dans différentes parties du monde, sans parler des observateurs. Et le budget atteint 3,6 milliards de dollars. Les Etats ne payent pas leurs contributions. Les Nations Unies se trouvent ainsi confrontées à une crise financière extrêmement grave, et la première réaction des Etats membres est de dire : "Diminuez les forces de maintien de la paix, ne vous occupez pas des Etats qui ne veulent pas nous aider à les aider".

Je le répète donc, il est important que nous nous adressions à la communauté internationale, que nous lui expliquions que nous voulons trouver une solution. Et pas une solution provisoire. Vous en avez connu, et vous savez bien que ces solutions provisoires ne servent qu'à préparer de nouvelles confrontations. Nous voulons une véritable solution qui soit basée sur un dialogue, sur une fraternité qui devrait exister, sur un esprit de conciliation, de modération. Je dirais même qu'il faut essayer de pardonner, même si cela est difficile. Il faut essayer d'oublier. J'en conviens, il ne faut pas oublier les criminels, mais il faut surtout éviter de punir tout un peuple, parce que, si vous punissez tout un peuple, vous vous punissez vous-même. Vous appartenez à ce peuple, c'est votre pays, et vous obtiendrez moins d'intérêt de la communauté internationale.

Je tenais à vous dire que les Nations Unies, et surtout leur Secrétaire général, qui a consacré une grande partie de sa vie à s'occuper des problèmes africains - j'ai commencé il y a à peu près 40 ans, en effectuant mon premier voyage en 1944 au Soudan, avant son indépendance, et j'ai connu ensuite tous les pays africains et les ai visités des dizaines de fois -, je sens que c'est mon devoir d'aider le continent africain. Et je suis reconnaissant à la communauté internationale de m'avoir élu Secrétaire général afin que je puisse aider davantage le continent africain. Je vous avoue en toute honnêteté: j'ai souvent échoué, et le continent africain ne m'aide pas afin que je puisse l'aider.

Merci.

Réponses du Secrétaire général aux questions de deux députés et de deux Ministres

Question en arabe. ---

Le S-G :

Je vais traduire la question : "On avait parlé de génocide l'an dernier, et, dans la fameuse résolution 997, on a parlé de crime. Existe-il une différence entre les deux?"

Réponse du Secrétaire général:

Je pense que le génocide est un crime, c'est un crime international. Je ne pense pas que le Conseil de sécurité voulait dire autre chose en mentionnant crime plutôt que génocide. Pourquoi? Parce qu'une fois que le mot génocide a été utilisé dans une résolution du Conseil de sécurité, il reste valable pour toutes les autres résolutions.

Question

Notre peuple a été massacré en présence des troupes de l'ONU très bien armées. Au lieu d'aider cette population en détresse, la force de l'ONU s'est retirée. C'est au moment où les forces patriotiques combattaient vaillamment contre cette force du mal - je veux dire les forces de l'ex-Gouvernement- et où on allait les mettre hors du

pays que les Nations Unies ont créé une zone pour sauver les massacreurs. Ma question est la suivante, Excellence : **Notre peuple aujourd'hui n'a plus confiance dans les forces de l'ONU. Comment allez-vous nous aider à leur redonner cette confiance dont nous avons besoin?**"

Réponse

Je crois que seul le peuple rwandais peut se donner à lui-même confiance. Les Nations Unies peuvent vous aider. Toutefois, il faut vous aider vous-même et le ciel vous aidera. C'est à vous de trouver des solutions. C'est à vous de promouvoir certaines formules de réconciliation. Nous sommes prêts à vous aider, mais nous ne pouvons pas vous remplacer. Et nous ne vous remplacerons jamais. C'est une des politiques des Nations Unies: elles aident les peuples, elles aident les protagonistes en conflit. Encore faut-il qu'ils trouvent eux-mêmes des solutions. Nous sommes prêts à les aider. Donc, pour ce qui est de la confiance, c'est au peuple rwandais lui-même de panser ses plaies, de trouver des moyens pour engager un dialogue et adopter certaines mesures en vue de créer la confiance. Et à partir de là, vous pourrez construire la paix, je dirais même institutionnaliser la paix. C'est ce que nous appelons dans notre jargon des Nations Unies "peace-building", c'est à dire la construction de la paix. Il ne s'agit donc pas seulement d'adopter un document ou même de faire revenir les réfugiés. Il s'agit de passer à une autre étape plus importante de la construction de la paix.

Deux pays ont connu trois guerres terribles : la France et l'Allemagne. Ces pays, en 1870, 1914 et 1939, ont souffert des millions de morts, mais sont arrivés à construire une unité. Ils avaient deux grands hommes: Adenauer et De Gaulle. S'ils sont arrivés à trouver une solution, si en Espagne, après une guerre fratricide, les espagnols sont également arrivés à trouver une solution, si d'autres ont trouvé une solution, vous devez en trouver une qui sera la vôtre. A vous de trouver la formule, à vous d'engager le dialogue, à vous de créer la confiance réciproque. Nous sommes là pour vous aider, mais nous ne pouvons pas vous remplacer. Tel est mon message : aidez-nous pour que nous puissions vous aider, parce que j'éprouve des

difficultés à vous aider. Et si vous ne m'aidez pas, je n'arriverai pas à vous aider. C'est à vous de trouver la solution.

Question

(a) Vous insistez sur la question du dialogue. Et je suis certain que les Nations Unies comme la communauté internationale, reconnaissent en général que le Rwanda a ouvert ses portes aux Rwandais qui se trouvent en dehors de ses frontières. Sans conditions. Mais vous insistez à dire qu'il devrait y avoir un dialogue. Ma question est : devons-nous dialoguer avec ceux qui ont commis le génocide ? Est-ce là votre conseil ?

(b) Des rapports nous parviennent sans cesse selon lesquels les personnes qui ont perpétré le génocide dans ce pays ont été armées et continuent d'être armées à l'extérieur de ce pays. Ce gouvernement a hérité d'un embargo sur les armes, et cet embargo est maintenu par les Nations Unies, ces mêmes Nations Unies qui ont des rapports consistants sur le fait que les gens qui ont commis le génocide sont armés. Est-ce logique, Excellence ?

(c) La question de la réconciliation: Au Rwanda nous pensons et croyons que la réconciliation est un processus qui exige un certain nombre de conditions préalables. La condition No.1 est la justice; la condition No.2 est que quiconque a commis un crime reconnaisse sa part de responsabilité. Comment les Nations Unies envisagent-elles une réconciliation sans ces conditions préalables ?

Réponse

En ce qui concerne la première question, bien évidemment je ne défends pas un dialogue avec ceux qui ont commis le génocide ou avec ceux qui furent les instigateurs du génocide. Ils doivent être condamnés. C'est pourquoi nous avons le Tribunal International. Mais il y a une différence entre ceux qui étaient responsables des opérations et l'individu moyen qui a pu commettre un grand nombre d'erreurs. C'est la première réponse. Pour la seconde, je suis entièrement d'accord. C'est pourquoi nous avons adopté une résolution du Conseil de

sécurité afin d'envoyer des observateurs sur la frontière pour arrêter les infiltrations d'armes allant à certains éléments appartenant au gouvernement précédent. Nous sommes conscients de cela, mais une fois encore nous ne pouvons pas le faire sans l'accord des Etats membres. Le Conseil de sécurité a dépêché un Envoyé spécial qui a été reçu par votre gouvernement. Il s'est rendu sans délai dans les pays voisins, et tous ont refusé la présence d'observateurs. Ces pays disent que c'est une ingérence dans leurs affaires intérieures et que c'est un problème relevant du Gouvernement de Kigali. "Une solution doit être trouvée pour le retour des réfugiés et ce ne sera pas à nos frais. C'est assez que nous payions le prix d'avoir un million de réfugiés avec toutes les complications" ; et j'ai reçu des lettres me demandant d'intervenir pour les débarrasser de ces réfugiés. Donc, nous avons essayé, mais, une fois de plus, le problème est que selon le règlement, et j'ai déjà mentionné cela, nous n'avons pas l'autorisation, et notre système ne nous permet pas de recourir à la force pour obliger les réfugiés à rentrer. Cela doit reposer sur leur propre volonté politique.

Enfin, au sujet de l'embargo, je n'ai pas d'objection à lever l'embargo. Ce n'est pas ma décision, c'est la décision du Conseil de sécurité. Mais je crains que le jour où vous lèverez l'embargo, vous n'ayez des problèmes avec la communauté internationale qui dira : "ils achètent des armes, alors puisqu'ils utilisent notre aide pour acheter des armes, arrêtons notre aide". Alors si vous êtes certain que la levée de l'embargo n'aura pas d'impact sur la communauté internationale, je suis le premier à dire : allez-y ! Levez l'embargo. Nous avons eu le même problème avec la Bosnie, mais une fois encore, vous devez comprendre que ce n'est pas ma décision. C'est la décision des pays donateurs et à moins que les pays donateurs soient prêts à adopter une nouvelle résolution, nous ne serons pas capables de changer leur avis.

Question

Monsieur le Secrétaire général, je pense que votre diagnostic est exact quand vous dites que le problème du Rwanda est essentiellement le problème des réfugiés. Mais, il peut être moins

exact d'affirmer, comme vous le faites, qu'il s'agit d'un problème fondamentalement rwandais. C'est comme si vous disiez que le Rwanda a refusé de rapatrier ses réfugiés. Or, le Rwanda a proclamé son intention de recevoir les rwandais qui se trouvent à l'extérieur. Le problème que nous avons toujours évoqué est le fait que ces réfugiés sont embrigadés par ceux-là même qui ont commis le génocide. Et nous avons demandé aux Nations Unies de faire en sorte qu'il y ait séparation entre ceux qui ont commis le génocide et cette autre partie de la population. Je pense donc que la communauté internationale devrait nous aider pour que cette séparation se fasse. Que fait l'ONU pour permettre cette séparation ? Deuxième point : les prisons. Vous semblez dire que le Rwanda connaîtra la paix s'il y a une justice et non la vengeance. Il y a une sorte de jugement d'intention à travers ce que vous avez dit, du moins dans la façon dont vous l'avez présenté. Dans la situation présente, il y a effectivement beaucoup de prisonniers, mais s'il y avait vengeance, il n'y aurait pas de prisonniers. Nous attendons la justice. Et nous voulons que cette justice se fasse. Je pense donc que nous sommes conscients qu'effectivement l'avenir du Rwanda reposera sur une justice saine. Et nous voulons y arriver. Mais je pense qu'à travers votre discours, pointent des accusations selon lesquelles on prônerait plutôt la vengeance. Je vous assure que ce n'est pas le cas, et si tels étaient les rapports que vous receviez, je pense que ceux-ci devraient être revus ou, du moins, il faudrait demander que ces rapports donnent des preuves de ce qu'ils avancent.

Réponse

Je n'accuse personne, et il n'y a aucun procès d'intention de ma part. J'essaie de vous aider, vous êtes ici isolés, vous ne savez pas quelle est l'attitude de l'opinion publique internationale. Mon objectif est de vous aider en vous disant : "Voilà la perception de la communauté internationale". Ça ne signifie pas du tout que je partage ce point de vue. Au contraire, j'essaie de vous aider et de vous dire : "Voilà ! J'ai essayé d'obtenir ce que vous voulez, je me suis adressé à 46 Etats pour obtenir des forces afin de pouvoir dégager les camps de réfugiés et y éliminer les

éléments négatifs, qui, comme vous le savez, s'arment et se préparent à de nouvelles confrontations. Je n'ai pas réussi. Ça ne dépend pas de moi". Il est intéressant de comprendre pourquoi je n'ai pas réussi : c'est parce que la communauté internationale n'a pas accepté cette approche, et là réside le problème. Vous avez intérêt à essayer de convaincre la communauté internationale ; le fait que 46 Etats aient refusé d'intervenir ou d'envoyer des troupes montre qu'ils ne partagent pas mon analyse.

Mon analyse, c'est la vôtre. Je la partage à 100 % mais je ne suis qu'un élément. La communauté internationale a une autre vision des choses. Votre rôle de parlementaire est donc d'essayer de corriger cette vision ou cette perception. Ce que je vous dis ici ne ressort pas du tout de nos rapports. Je vous donne ce que je reçois comme réactions des organisations non gouvernementales. Je vous dis ce que je reçois comme réponse des Etats membres de la communauté internationale. Prenez un cas particulier: 46 ont dit non. Mais cela veut dire quelque chose! Je tiens à vous préciser que je partage à 100% votre analyse. Je suis d'accord avec vous. Mais je n'ai rien dans la main, je suis un "honest broker"; je suis un catalyseur qui tente d'obtenir l'appui de la communauté internationale ; je ne dispose pas d'argent. C'est moi qui sollicite l'aide des Etats, qui leur dis qu'il faut créer un fonds spécial pour aider le Rwanda, que nous avons besoin de l'argent nécessaire pour une telle opération. La communauté internationale a répondu autrement.

La seule chose que je vais vous dire - et tel est mon message- c'est que vous devriez tenir compte de la communauté internationale. Parce qu'aujourd'hui elle joue un rôle de plus en plus important, et c'est à elle que nous nous adressons pour obtenir coopération, appui, aide, notamment technique etc... Faites attention. Vous ne savez pas ce que pense la communauté internationale, ce que pensent les gouvernements. Je vous le dis maintenant pour que vous en teniez compte et que vous essayiez de trouver une solution à ce problème. Vous avez en effet besoin de la communauté internationale. Tous les Etats ont

besoin de la communauté internationale. Nous allons au-devant d'une nouvelle globalisation des événements internationaux où, de plus en plus, la communauté internationale doit jouer un rôle important, que ce soit les organisations non gouvernementales, les syndicats, les parlementaires, la presse, CNN, la télévision, les commentateurs des journaux, les articles etc.. Et l'image de la communauté internationale est là. Non seulement c'est une image, mais les résultats sont là. Je me bats pour vous, mais j'ai de plus en plus de difficultés à obtenir une aide pour vous. Je me bats pour obtenir des soldats, mais j'ai de plus en plus de difficultés à en obtenir ; je n'ai pas réussi. Pensez-vous que je ne me sois pas battu au moment où vous avez subi le génocide pour essayer d'obtenir, de maintenir les soldats sur place? Si je n'ai pas réussi, c'est parce que je n'ai pas les moyens de dire aux Etats "Vous devez rester". Ce sont eux qui décident. Il est important de tenir compte de la communauté internationale. On n'est plus seul aujourd'hui. Et la communauté internationale a l'interprétation que je vous ai donnée.

Je vous remercie en tant qu'ancien parlementaire. Je vous souhaite bonne chance et vous dis que vous avez au moins un ami désireux de vous aider. Et c'est parce que je me considère comme un frère du peuple rwandais que je vous ai parlé avec cette franchise. J'aurais pu vous dire des mots très aimables et vous auriez quitté cette réunion en disant: "Comme il est gentil ce Secrétaire général. Il nous a dit bravo, vous avancez, vous avez trouvé une solution à vos problèmes, je vais vous aider, tout est magnifique". J'ai considéré que vous étiez suffisamment sages et importants pour vous parler avec franchise. Peut-être cela vous a-t-il choqué mais c'est parce que je me considère comme un frère et un ami. Je me suis battu pour vous pendant deux ans, et je continuerai à le faire. Mais aidez-moi. Voilà mon message. J'ai besoin de votre aide si vous voulez que j'arrive à gagner le combat que je mène pour vous. On m'a demandé d'aller en ex-Yougoslavie en ce moment. J'ai refusé, je suis venu ici pour vous exprimer mon appui et vous dire combien je veux vous aider. Mais je vous demande de m'aider, et c'est ce que j'ai dit à votre Premier Ministre, à vous

parlementaires, et c'est ce que je dirai au peuple rwandais si j'ai l'occasion de le rencontrer. C'est à vous de trouver une solution. Et ce que vous avez pu prendre pour un procès d'intention n'en est pas un. Je vous ai simplement rapporté l'image qu'on a du Rwanda au sein de la communauté internationale.

4. Le Dr. Boutros-Ghali parle au Personnel des Nations Unies et décore des soldats

Je vous demanderais une minute de silence à la mémoire des citoyens Rwandais et des soldats de la MINUAR qui ont perdu la vie durant la guerre et le génocide.

D'abord, je veux remercier le personnel et les troupes de la MINUAR pour leur dévouement et leur engagement, en particulier ceux qui sont restés au Rwanda pendant la guerre. Malgré tout ce qui a été dit, vous avez aidé le peuple rwandais. Nous sommes ici pour promouvoir la paix, le développement et la démocratie. Ce sont là les objectifs des Nations-Unies. Nous ne devons jamais oublier le génocide, les atrocités qui ont été commises ; et la justice doit être transparente, la justice doit être forte. C'est la raison pour laquelle les Nations Unies ont créé un Tribunal International. Nous avons fini avec toutes les formalités. Le Tribunal sera à Arusha et condamnera ceux qui ont participé au génocide. Ceci dit, il est important de faire une distinction entre la justice et la vengeance. Nous sommes pour la justice, pour une justice équitable et ainsi, nous devons promouvoir la réconciliation nationale de cette nation.

Le travail que vous faites est admirable, la communauté internationale vous remercie pour ce que vous avez fait et pour ce que vous allez faire. La communauté internationale a besoin des Nations Unies. Elle a besoin des casques bleus. Nous avons aujourd'hui 70 000 casques bleus dans toutes les parties du monde et, en dépit des difficultés en ex-Yougoslavie, en Angola, en Amérique centrale, à Haïti, nous continuerons notre oeuvre pour maintenir la paix, promouvoir le développement et, ce qui représente la synthèse entre la paix et le développement : la démocratie. Encore une fois, merci pour ce que vous faites pour la communauté internationale. Votre présence ici exprime la

solidarité internationale entre les nations et les peuples.

Merci.

5. Le Secrétaire général visite Nyarubuye

Au cours de sa visite, le Secrétaire général des Nations Unies, Dr. Boutros Boutros-Ghali, a visité la paroisse catholique de Nyarubuye dans la préfecture de Kibungo.

Située à près de 150 Km à l'est de Kigali, l'église de Nyarubuye est un véritable monument aux morts du génocide qui a choqué le monde pendant trois mois l'an dernier.

Avec des milliers de squelettes entassés à l'intérieur de cette église et aux alentours, ces locaux représentent en effet un musée funèbre du génocide des tutsi. Symbole de haute moralité, voire de sainteté, l'église était considérée comme un sanctuaire inviolable, un lieu de refuge tout à fait sûr pour les hommes, femmes et enfants traqués comme des bêtes sur la seule accusation d'appartenir à une ethnie donnée.

Dans cette entreprise macabre, les massacreurs étaient assistés par les troupes de l'ex-gouvernement provenant de la ville voisine de Kibungo, chef-lieu de la préfecture portant le même nom. Ces militaires fournirent aux miliciens les grenades et d'autres armes pour enfoncer les portes et fenêtres de l'église mourir. Ce scénario fut répété dans les autres églises du pays. L'exception était l'Eglise Saint Paul à Kigali, où un jeune prêtre parvint à protéger pendant deux mois et demi plus de 2000 réfugiés, jusqu'à leur sauvetage par le FPR le 17 juin 1994.

Revenant à Kigali le Secrétaire général a survolé la Prison de Nsinda située à près de 70 Km à l'est de la capitale. Cette prison héberge 930 détenus accusés d'avoir participé au génocide.

Les prisons rwandaises sont notoires pour leur surpeuplement actuel. Plus de 48000 personnes sont détenues dans 17 centres pénitentiaires dont la capacité prévue est pour environ 12000 personnes.

La congestion actuelle est le résultat bien entendu du génocide qui a frappé le pays l'an dernier, entraînant par la suite des arrestations massives de personnes soupçonnées d'y avoir participé. Ce problème a par ailleurs été aggravé par l'effondrement du système judiciaire du pays dans la foulée de ces massacres.

C'est en vue de remédier à cette situation dramatique que la MINUAR s'est engagée, avec le PNUD, le Commissariat des droits de l'Homme et le CICR, à appuyer plusieurs projets d'extension de prisons à travers le pays. Outre l'extension de ces prisons, des aménagements pour l'approvisionnement en eau et des installations sanitaires jusqu'ici inexistantes vont être réalisés. A la fin des travaux, la prison de Nsinda pourra accueillir 5000 personnes.

6. Conférence de presse du Secrétaire général avant son départ

Je voudrais remercier le Président de la République, le Vice Président, le Premier Ministre, les membres du Gouvernement, les parlementaires, le peuple rwandais pour l'accueil chaleureux que j'ai reçu. Je voudrais dire que j'ai eu des entretiens extrêmement constructifs avec le Président de la République, avec le Vice Président et le Premier ministre. Je suis venu apporter un message d'amitié au peuple rwandais, à l'occasion du premier anniversaire du nouveau Gouvernement, et souhaiter succès dans la reconstruction du pays et dans la réconciliation nationale. Le Rwanda a besoin de paix, de développement économique, de démocratie ; et les Nations Unies sont ici pour l'aider à réaliser ces grands objectifs. J'ai remarqué la différence entre la situation il y a un an et celle aujourd'hui. Il y a des progrès réels ; mais il faut continuer, il faut maintenir le mouvement en faveur de cette avancée vers la paix, le développement économique et la démocratie.

Question

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies, aujourd'hui les Nations Unies ont une mauvaise image. Dernièrement on évoquait une

possible réforme de l'Organisation. Est-ce que vous êtes prêt à faire cette réforme ?

Réponse

Je suis en faveur de la réforme, la réforme est un processus continu que nous faisons chaque jour.

Question

Quel est votre sentiment au moment où vous vous trouvez au Rwanda alors que le Conseil de sécurité a autorisé le départ de la MINUAR en plein génocide ?

Réponse

Le Conseil de sécurité n'a pas autorisé le départ de la MINUAR en plein génocide. Il avait le choix entre deux options : l'une, augmenter les forces, et l'autre diminuer ces forces. Vous devez savoir que le Conseil de sécurité des Nations Unies ne possède pas de forces. Ces forces dépendent des Etats membres. Or si un Etat membre décide de retirer ses forces, nous ne pouvons rien faire pour l'en empêcher.

Quand nous étions en Somalie, les forces américaines, françaises et allemandes se sont retirées. Donc cela ne dépend pas de nous. Les Etats mettent à la disposition des Nations Unies des forces de maintien de la paix, mais ils ont le droit de les retirer quand ils veulent. Vous voyez le problème.

Question

Excellence, hier vous avez demandé que nous vous aidions afin que vous puissiez nous aider ; l'avez-vous dit au Gouvernement du Rwanda ? Imaginez que vous soyez un des dirigeants du Gouvernement rwandais, dans un pays où il y a un problème de réfugiés, dont un million sont rentrés déjà, et il y a aussi un problème de prisonniers ; en outre les infrastructures des prisons ne sont pas encore au niveau. Qu'est ce que vous feriez exactement en ayant à l'esprit tous les problèmes que connaît ce pays ?

Réponse

Nous sommes ici pour aider à résoudre ces problèmes et c'est l'objet de ma visite. Voir comment nous procédons, comment nous offrons cette assistance technique. J'ai visité les nouveaux bâtiments qui ont été construits; nous sommes ici pour aider.

Question

Excellence, le Conseil de sécurité des Nations Unies a imposé un embargo contre la Libye parce qu'elle ne voulait pas livrer deux suspects qui sont liés à l'attentat de Locherbie. Mais par ailleurs les tueurs de plus d'un million de citoyens rwandais sont toujours en liberté dans divers pays, en Europe et en Afrique, et il semble que le Conseil de sécurité n'ait même pas mentionné le fait d'essayer d'appréhender les suspects et d'imposer un embargo contre ces pays. Ne pensez-vous pas qu'il y ait là deux poids deux mesures ?

Réponse

J'ai reçu mandat du Conseil de sécurité pour négocier avec le Gouvernement Libyen pour trouver la solution à ce problème.

Merci.

DEUXIEME PARTIE: LA MINUAR

1. La MINUAR en bref

La MINUAR a été créée le 5 octobre 1993 par la résolution 872 du Conseil de sécurité (1993), suite à la requête à l'ONU formulée par une mission conjointe du Gouvernement Rwandais de l'époque et du Front Patriotique Rwandais (FPR). Les deux partis aux Accords de Paix d'Arusha ont exprimé le souhait que l'ONU envoie une force de maintien de la paix au Rwanda pour faciliter l'application de ces accords. En attendant la fusion des forces gouvernementales avec les soldats du Front Patriotique Rwandais dans une seule armée nationale, comme convenu dans le pacte de paix, il était en effet nécessaire de trouver une force

crédible et neutre pour assurer l'installation du Gouvernement de transition et de l'Assemblée nationale en toute sécurité. A ce titre, le premier mandat stipulait:

a) La surveillance de la zone démilitarisée entre les forces gouvernementales et l'APR;

b) L'assistance dans le maintien de la sécurité à Kigali;

c) L'assistance dans la délimitation des zones de rassemblement pour la fusion des forces gouvernementales et de l'APR;

d) Les préparatifs de désengagement, de démobilisation partielle des troupes et la fusion finale des deux armées en une seule armée nationale.

Le premier commandant de la force de la MINUAR, le Général de brigade Romeo A. Dallaire (Canada) est arrivé à Kigali le 22 octobre 1993. A la mi-décembre, les contingents belge et bangladaïsi avaient été déployés en un bataillon complet de la MINUAR pour assurer la sécurité dans la capitale. Une zone libre d'armes a été établie dans la ville de Kigali le 24 décembre 1993. Le 28 décembre, la MINUAR a transporté les représentants du FPR et leur escorte constituée de 600 soldats de l'APR du Quartier-général de Mulindi (à 75 Km au nord de Kigali) à leur nouveau Quartier-général dans l'immeuble de l'Assemblée nationale à Kigali. Ce fut une étape très cruciale dans le processus d'application des accords de paix.

Malheureusement, une impasse politique a suivi, à cause des désaccords sur les listes des membres du Gouvernement de transition et de l'Assemblée nationale de transition. Durant cette crise, aux mois de janvier, février et mars, les forces de la MINUAR ont aidé à stabiliser le pays. Malgré les tensions accrues et la persistance de l'impasse, le cessez-le-feu a continué à tenir.

L'effet modérateur de la MINUAR et le dialogue entre les différentes forces politiques ont été mis à mal quand le Président Habyarimana a

trouvé la mort le 6 avril 1994 lorsque l'avion qui le ramenait à Kigali a explosé. Tout le système s'est alors effondré. Des massacres à grande échelle ont éclaté à Kigali, provoqués par des éléments incontrôlés de la garde présidentielle. Les massacres se sont vite étendus sur tout le territoire rwandais; les machettes des milices (Interahamwe) entraînées par le parti du Président (MRND) faisaient triste besogne.

Les victimes étaient d'abord des Tutsis, sans tenir compte de leurs opinions politiques, ou de leur état physique, comme dans le cas de vieillards, de jeunes enfants et de bébés. D'où la catégorisation des massacres comme génocide ou crime contre l'humanité. En même temps, les Hutus de l'opposition considérés comme modérés ou ethniquement tolérants devinrent aussi victimes des massacres. Parmi ceux-là était le Premier Ministre du Gouvernement provisoire, Madame Agathe Uwilingiyimana, qui a été assassinée avec ses 10 gardes de la MINUAR, du bataillon belge.

Suite au meurtre des soldats belges et des menaces encourues par les ressortissants belges en général, le Gouvernement belge a décidé de retirer son bataillon de la MINUAR. Un certain nombre de gouvernements ont exprimé le même désir. La MINUAR a estimé dès lors impossible de continuer son mandat originel. Quelques jours après le début des massacres, le FPR avait repris la guerre contre les troupes gouvernementales. Le 20 avril 1994, le Secrétaire général a rapporté au Conseil de sécurité que le personnel de la MINUAR "ne peut être exposé indéfiniment aux risques quand il n'a plus la possibilité d'accomplir les tâches pour lesquelles il était envoyé."

Le Secrétaire général a alors présenté trois options au Conseil de sécurité:

Le renforcement immédiat et en grand nombre de la MINUAR, et un nouveau mandat pour contraindre les forces en conflit à accepter un cessez-le-feu;

Un petit groupe sous le commandement du Commandant

de la force pour s'entremettre et rechercher un accord de cessez-le-feu;

Le retrait complet de la MINUAR.

Le 21 avril 1994, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 912 (1994) a décidé de réduire la MINUAR à 270 soldats, sous la proposition du Secrétaire général dans sa deuxième option. Le mandat de la MINUAR a été ajusté pour qu'il serve de médiateur entre les forces gouvernementales et l'APR en vue de trouver un accord de cessez-le-feu. La MINUAR devait aussi fournir son assistance dans la distribution de l'aide humanitaire et la surveillance de l'évolution politique au Rwanda ainsi que la sécurité des populations civiles qui trouvaient refuge dans la zone sous son contrôle.

Le 29 avril 1994, le Secrétaire général a rapporté au Conseil de sécurité que la situation s'était détériorée davantage à Kigali et dans les autres régions du Rwanda. Un autre rapport présenté au Conseil de sécurité par le Secrétaire général le 13 mai, faisait état "d'une crise humanitaire grave" qui avait empiré avec environ 2 millions de personnes déplacées. Avec la mise en place de l'UNREO pour coordonner les activités d'assistance au Rwanda, il était devenu nécessaire que la MINUAR soit renforcée pour assurer la sécurité des organisations humanitaires.

Ceci a nécessité la création de la MINUAR II, avec un mandat élargi pour assurer la sécurité des personnes déplacées et d'autres civils à risques ainsi que la protection des agences humanitaires. Le Conseil de sécurité a pris la décision par sa résolution 918 (1994) du 17 mai, qui, de surcroît, a imposé contre le Rwanda un embargo sur les armes. La recommandation d'élargir la MINUAR II à 5 500 soldats a été approuvée dans la même résolution, mais seulement pour une première phase de redéploiement au Rwanda de 179 observateurs militaires basés à Nairobi et d'élévation au complet du bataillon d'infanterie basé à Kigali. Dans la résolution 925 du 8 juin 1994 qui a suivi, le Conseil de sécurité a adopté les recommandations du Secrétaire général pour le déploiement d'une MINUAR élargie, et a invité la communauté

internationale à contribuer avec générosité au Fonds d'affectation spéciale pour le Rwanda. Il a aussi demandé que toutes les parties au conflit cessent les hostilités.

Dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité, datée du 19 juin, le Secrétaire général a réitéré la nécessité d'une réaction urgente et coordonnée de la communauté internationale contre le génocide qui avait frappé le Rwanda. En faisant remarquer la lenteur dans la mobilisation des troupes pour la MINUAR II, il a demandé au Conseil de sécurité de considérer l'offre du Gouvernement français pour le lancement d'une opération multinationale sous le commandement de la France, avec un mandat d'intervention placé sous le chapitre VII de la Charte, afin d'assurer la sécurité des personnes déplacées et des civils à risque au Rwanda. L'expédition appelée sous le code "**Opération Turquoise**", devait durer jusqu'au moment où la MINUAR allait atteindre sa force nécessaire pour assurer la relève de la force multinationale. Dans sa résolution 929 du 22 juin 1994, le Conseil de sécurité a décidé que cette opération soit limitée à deux mois après l'adoption de la résolution, à moins que le Secrétaire général détermine, bien avant, que la MINUAR élargie était capable de mettre en oeuvre son mandat.

L'initiative de la France a été lancée le 23 juin. Dès le départ, une coopération étroite à tous les niveaux a été établie entre la MINUAR et l'Opération Turquoise, avec des contacts fréquents entre les deux commandants des forces. Alors que le mandat de la France devait expirer le 21 août, le Premier Ministre français a informé le Conseil de sécurité, le 11 juillet, que la force française allait commencer son retrait du Rwanda le 31 juillet. Entre-temps, l'APR avait capturé la capitale, Kigali, et la deuxième ville du pays, Butare, dans le sud, ainsi que les villes administratives de Kibungu, Byumba, Gitarama et Ruhengeri. La ville de Gisenyi est tombée le 17 juillet.

L'avancée rapide de l'APR a entraîné la fuite d'un grand nombre de civils, dont le déplacement était principalement dû aux émissions inflammatoires des stations de radiodiffusion contrôlées par des éléments de l'ancien

Gouvernement. L'Opération Turquoise a offert une protection aux préfectures restantes de Cyangugu, Kibuye et Gikongoro, où des milliers de personnes déplacées ont afflué dans des camps de fortune. Tout en exprimant sa forte opposition à l'initiative française, le FPR n'a pas voulu de confrontation avec les forces françaises, qui, de leur côté, ont évité toute provocation.

Les combats ont pris fin le 18 juillet et un nouveau Gouvernement de réconciliation nationale à base élargie a été formé le lendemain. Le 22 juillet, le Secrétaire général a lancé un appel pour l'octroi de 434,8 millions de dollars américains pour faire face à la crise rwandaise. La priorité immédiate était de venir en aide aux réfugiés qui avaient quitté le pays et de fournir l'assistance humanitaire à ceux qui restaient dans le pays. Le Secrétaire général a noté que des émissions des stations de radio clandestines incitaient à la haine et que la peur avait aggravé une situation déjà dramatique. Il a aussi observé que des soldats en fuite avaient exhorté et forcé des populations entières à quitter leurs maisons et à les suivre en exil. Dans certains cas, des massacres avaient été perpétrés pour créer des situations de panique, de chaos et de peur. Plus de 2 millions de personnes avaient fui vers les pays voisins, surtout au Zaïre et en Tanzanie. De plus, environ 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays étaient dans la zone de sécurité située dans le sud-ouest du Rwanda.

Pour empêcher l'afflux de ce groupe de personnes vers le Zaïre, il était nécessaire d'assurer à la MINUAR sa capacité à assumer la responsabilité dans cette région et d'y augmenter les activités humanitaires. Le nouveau Gouvernement avait exprimé son engagement à encourager le retour des réfugiés, à assurer leur protection et à permettre l'accès libre à toutes les personnes qui sont dans le besoin à travers tout le pays. Dans les discussions avec la MINUAR, le nouveau Gouvernement rwandais avait laissé savoir qu'il n'allait pas insister sur le contrôle immédiat de la zone humanitaire, pourvu que la MINUAR assure sa stabilité. Une autre région à inquiétude était celle du nord-ouest où la MINUAR avait déployé une compagnie le long de la frontière avec Goma, au

Zaire, pour encourager le retour des réfugiés. La présence de la MINUAR dans cette région a redonné confiance aux réfugiés souhaitant rentrer dans leur pays.

La MINUAR a commencé à déployer ses troupes dans la zone de sécurité le 10 août et, à la date d'expiration de l'Opération Turquoise le 21 août, elle a assumé sa pleine responsabilité dans cette zone. Les troupes de la MINUAR se sont déployées dans toute la région, assurant la sécurité et la stabilité et fournissant un soutien aux opérations d'assistance humanitaire. Le Gouvernement a de son côté lancé également une campagne pour rassurer la population. Grâce à ces efforts conjugués, un nouvel exode important de réfugiés vers le Zaïre a été évité. Les troupes de la MINUAR ont été déployées dans toutes les régions du pays pour promouvoir un climat de paix et favoriser le retour en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs communautés. Un autre objectif majeur était de soutenir les opérations humanitaires. Par ailleurs, la police civile de la MINUAR dont le rôle était de maintenir la liaison avec les autorités civiles locales en matière de sécurité publique, a entrepris un programme de formation de la gendarmerie nationale. Ceci a été fait à la demande du Gouvernement. La Police civile a continué aussi d'assister les observateurs militaires de la MINUAR, les troupes, en matière policière.

Dans son rapport au Conseil de sécurité le 25 novembre 1994, le Secrétaire général a dit que la MINUAR avait atteint sa pleine force autorisée de 5500 troupes, en tous grades. Les troupes et les observateurs militaires étaient déployés dans 6 secteurs: secteur 1 (nord-est), secteur 2 (sud-est), secteur 3 (sud), secteur 4 (sud-ouest), secteur 5 (nord-ouest) et secteur 6 (la ville de Kigali). La MINUAR a continué d'assister dans le transport vers leurs domiciles des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Elle a assuré la protection des populations à risque dans différentes régions du pays et dans les camps de personnes déplacées. En même temps, la Mission collaborait avec les agences humanitaires et le Gouvernement rwandais pour mettre en oeuvre une stratégie permettant de fermer progressivement les camps de déplacés

internes, en assurant le retour de ces déplacés vers leurs communes d'origine. Et pour promouvoir un climat de confiance, les troupes de la MINUAR ont intensifié les patrouilles de surveillance afin de rassurer les civils qui craignaient des représailles.

Le 30 novembre 1994, le Conseil de sécurité, avec la pleine approbation du Gouvernement rwandais, a prolongé le mandat de la MINUAR jusqu'au 9 juin 1995. La résolution 965 (1994) du Conseil de sécurité, a assigné à la MINUAR les tâches suivantes:

- a) Contribuer à la sécurité et à la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils à risques au Rwanda;
- b) Assurer la sécurité et le soutien à la distribution d'aide humanitaire et aux opérations d'assistance humanitaire;
- c) Exercer ses bons offices pour aider à réaliser la réconciliation nationale dans le cadre de référence des Accords de paix d'Arusha;
- d) Contribuer à la sécurité du personnel du Tribunal International pour le Rwanda et des fonctionnaires du Centre des Droits de l'Homme au Rwanda;
- e) Assister dans la constitution et la formation d'une police nationale intégrée.

Les deux derniers points ont été ajoutés aux mandats de la MINUAR II. Dans son rapport présenté au Conseil de sécurité pour la prolongation du mandat de la MINUAR, le 18 novembre 1994, le Secrétaire général avait noté que le nouveau Gouvernement rwandais devait être assisté dans la création à l'intérieur du pays, des conditions favorables au rapatriement et à la réintégration à grande échelle des réfugiés et des personnes déplacées. Le Gouvernement avait exprimé son engagement à créer de telles conditions et avait demandé l'assistance de la communauté internationale pour atteindre cet objectif.

Avec le nouveau mandat de 6 mois qui a débuté en décembre 1994, la MINUAR a entamé un

exercice de triage pour renforcer la sécurité dans les camps de déplacés de Kibeho et Ndagò, où des éléments incontrôlés empêchaient les déplacés de rejoindre librement leurs domiciles. L'opération a été menée du 13 au 15 décembre, en présence des fonctionnaires du Centre des Droits de l'Homme et des représentants du CICR. Au total, 44 personnes ont été arrêtées et remises aux autorités rwandaises. La MINUAR a découvert et confisqué des caches de grenades, de machettes et de lances. Le succès de l'opération a permis de créer un climat favorable au lancement de l'"opération retour" le 29 décembre.

Cette initiative inter-agences visant à faciliter la réinstallation des déplacés en toute sécurité comprenait le maintien de la sécurité sur le chemin du retour, ainsi que la fourniture de médicaments, de nourritures, d'eau, de matériel et autres. Environ 25000 personnes ont regagné leurs domiciles au cours du mois de janvier. Mais, à cause de la propagande des extrémistes dans les camps des déplacés, le mouvement de retour a connu une interruption. Plus tard, le Gouvernement a décidé de fermer les camps, dont celui de Kibeho. Les incidents à Kibeho ont occasionné la création d'une commission d'enquête internationale, dont le rapport a reçu une couverture médiatique internationale. Mais bien avant la publication de ce rapport, la MINUAR avait été un facteur de stabilisation et une partie neutre qui a aidé à renouer les liens de confiance, jusqu'à ce que tous les déplacés aient quitté Kibeho pour rentrer dans leurs communes d'origine.

Le 9 juin 1995, le mandat de la MINUAR a été prolongé de 6 mois par la résolution 997, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité. Le nouveau mandat a pris en considération le fait qu'il n'y avait plus de personnes déplacées au Rwanda, et laissé la protection des citoyens rwandais sous la responsabilité du Gouvernement souverain du Rwanda. Il a aussi autorisé la réduction du niveau de la force à 2300 soldats dans une période de trois mois et à 1800 soldats dans une période de quatre mois. Les effectifs des observateurs militaires et de police civile ont été maintenus à leur niveau. La réduction du nombre des troupes reflétait l'amélioration de la situation sécuritaire au

Rwanda. Le nouveau mandat vient à expiration le 8 décembre 1995. Sa prolongation dépendra du Gouvernement rwandais.

2. Le nouveau mandat: La résolution 997 (1995) adoptée à l'unanimité

Le Conseil de sécurité,

Rappelant toutes ses résolutions précédentes sur la situation au Rwanda, en particulier sa résolution 872 (1993) du 5 octobre 1993, par laquelle il a créé la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), et ses résolutions 912 (1994) du 21 avril 1994, 918 (1994) du 17 mai 1994, 925 (1994) du 8 juin 1994 et 965 (1994) du 30 novembre 1994, qui énoncent le mandat de la MINUAR,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la MINUAR en date du 4 juin 1995 (S/1995/457),

Rappelant aussi sa résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, portant création du Tribunal international pour le Rwanda, et sa résolution 978 (1995) du 27 février 1995, concernant la nécessité d'arrêter les personnes soupçonnées de certains crimes au Rwanda,

Soulignant qu'il importe de parvenir à une réconciliation authentique de tous les membres de la société rwandaise dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha,

Prenant note avec une vive préoccupation d'informations selon lesquelles des éléments de l'ancien régime mènent des préparatifs militaires et feraient des incursions de plus en plus fréquentes au Rwanda et soulignant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour que les Rwandais se trouvant actuellement dans des pays voisins, y compris ceux qui sont dans des camps, n'entreprennent pas d'activités militaires destinées à déstabiliser le Rwanda et ne reçoivent pas d'armements, étant donné qu'il est fort probable que ces armements seraient destinés à être utilisés au Rwanda,

Soulignant que des efforts accrus sont indispensables pour aider le Gouvernement rwandais à instaurer un climat de stabilité et de confiance propre à faciliter le retour des réfugiés rwandais se trouvant dans des pays voisins,

Soulignant aussi qu'il est nécessaire d'accélérer le versement de l'aide internationale pour le relèvement et la reconstruction du Rwanda,

Demandant de nouveau à tous les Etats d'appliquer les recommandations adoptées par la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, tenue à Bujumbura en février 1995,

Mesurant l'utilité du concours que les spécialistes des droits de l'homme déployés au Rwanda par le Haut Commissaire aux droits de l'homme ont apporté en vue de l'amélioration de la situation générale,

Considérant qu'il incombe au Gouvernement rwandais d'assurer la protection et la sécurité de l'ensemble du personnel de la MINUAR et des autres membres du personnel international servant au Rwanda,

Réaffirmant qu'il est nécessaire de régler à long terme les problèmes de réfugiés et problèmes connexes dans les Etats des Grands Lacs et notant avec satisfaction, par conséquent, que le Secrétaire général a l'intention de nommer un Envoyé spécial chargé de procéder à des consultations concernant la préparation et la convocation, dans les plus brefs délais, de la Conférence régionale sur la sécurité, la stabilité et le développement,

1. Décide de proroger le mandat de la MINUAR jusqu'au 8 décembre 1995 et autorise une réduction des effectifs, qui seront ramenés à 2 330 soldats trois mois après l'adoption de la présente résolution et à 1 800 soldats un mois plus tard;

2. Décide de maintenir à son niveau actuel l'effectif des observateurs militaires et du personnel de la police civile;

3. Décide, compte tenu de la situation actuelle au Rwanda, de modifier le mandat de la MINUAR en lui assignant les fonctions suivantes:

a) User de ses bons offices pour faciliter la réconciliation nationale dans le cadre de l'Accord de paix d'Arusha;

b) Aider le Gouvernement rwandais à faciliter le retour librement consenti des réfugiés, en toute sécurité, ainsi que leur réinsertion dans leur milieu d'origine, et, à cette fin, appuyer les efforts faits par le Gouvernement rwandais pour instaurer un climat de stabilité et de confiance, grâce à des activités de surveillance menées dans l'ensemble du pays par des observateurs militaires et des observateurs de police;

c) Faciliter l'aide humanitaire, ainsi que la fourniture d'une assistance et de services spécialisés en matière de génie civil, de logistique, de santé publique et de déminage;

d) Aider à l'instruction d'une force de police nationale;

e) Contribuer à assurer la sécurité, au Rwanda, du personnel et des locaux des organismes des Nations Unies, du Tribunal international pour le Rwanda, notamment en assurant en permanence la protection du Bureau du Procureur, ainsi que des spécialistes des droits de l'homme, et contribuer également, si besoin est, à assurer la sécurité des organismes humanitaires;

4. Souligne que les restrictions imposées par la résolution 918 (1994) en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies s'appliquent à la vente ou la livraison des armements et des matériels qui y sont spécifiés à des personnes se trouvant dans des Etats voisins, si ces armements ou ces matériels sont destinés à être utilisés au Rwanda;

5. Demande aux Etats voisins du Rwanda, de façon à éliminer des facteurs contribuant à la déstabilisation de ce pays, de prendre des mesures pour veiller à ce que ces armements et ces matériels ne soient pas fournis

aux camps de réfugiés rwandais se trouvant sur leur territoire;

6. Prie le Secrétaire général de tenir des consultations avec les gouvernements de pays voisins concernant la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies, et de consulter en priorité le Gouvernement zaïrois concernant le déploiement d'observateurs, y compris dans les aéroports situés dans l'est du Zaïre, afin de contrôler la vente ou la livraison d'armements et de matériels susmentionnés; prie aussi le Secrétaire général de lui faire rapport sur cette question un mois au plus tard après l'adoption de la présente résolution;

7. Prend note de la coopération existant entre le Gouvernement rwandais et la MINUAR aux fins de l'accomplissement de son mandat, et prie instamment le Gouvernement rwandais et la MINUAR de continuer à mettre en oeuvre les accords conclus entre eux, en particulier l'Accord sur le statut de la Mission, en date du 5 novembre 1993, ou tout accord qu'ils pourraient conclure ultérieurement pour remplacer cet Accord en vue de faciliter la mise en oeuvre du nouveau mandat;

8. Rend hommage aux Etats, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales qui ont fourni une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées qui étaient dans le besoin, les encourage à persévérer et demande au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution des secours;

9. Demande aux Etats et aux organismes donateurs d'honorer l'engagement qu'ils ont pris d'apporter une aide au relèvement du Rwanda, d'accroître l'aide qu'ils apportent déjà à cette fin et, en particulier, de favoriser la mise en place à bref délai et le fonctionnement efficace du Tribunal international ainsi que le rétablissement de l'appareil judiciaire rwandais;

10. Encourage le Secrétaire général et son Représentant spécial à continuer de coordonner les activités des Nations Unies au Rwanda, dont

celles des organisations et organismes qui s'occupent de questions humanitaires et de développement, ainsi que celles des spécialistes des droits de l'homme;

11. Prie le Secrétaire général de lui présenter d'ici au 9 août 1995, puis le 9 octobre 1995 au plus tard, un rapport sur la manière dont la MINUAR s'acquitte de son mandat, sur la situation humanitaire au Rwanda et sur les progrès réalisés en ce qui concerne le rapatriement des réfugiés;

12. Décide de rester activement saisi de la question.

Dans une déclaration au Conseil, le Représentant du Zaïre, a demandé une enquête indépendante pour réfuter les allégations selon lesquelles son pays était impliqué dans la vente et la livraison des armements destinés à être utilisés au Rwanda. Il a déclaré qu'il revenait au Gouvernement du Rwanda de créer un climat favorable au retour des réfugiés.

Le Représentant du Rwanda, prenant la parole après le vote, en a appelé à la fin de l'embargo sur les armes contre son Gouvernement et a demandé l'établissement d'une commission internationale chargée d'examiner le problème des camps de réfugiés. Il a ajouté que les modifications dans le mandat de la MINUAR reflétaient l'évolution de la situation dans son pays.

Réduction de la Force

Depuis l'adoption du nouveau mandat, les forces et les observateurs militaires ont été réorganisés, restructurés et adaptés aux nouvelles

tâches. Toutes les unités ont été consolidées à hauteur de compagnies. Le concept opérationnel défini par le commandant de la Force pour atteindre le niveau de 1800 hommes en début octobre est détaillé ci-après:

a) Bataillon Indien (INDBATT) de 660 personnes à Kigali (Secteur 1) affecté à la protection des installations des Nations Unies;

b) Compagnie ghanéenne (GHANCOY) de 135 personnes à Kigali, affectée à la protection des bureaux du Tribunal International et des Droits de l'Homme;

c) Compagnie de signalisation de la Force indienne de 75 hommes, à Kigali et dans les 4 chef-lieux de secteurs, affectée à la communication;

d) Compagnie d'ingénierie de la Force indienne de 125 hommes, à Kigali, affectée à l'appui en matière d'ingénierie et au conseil sur toute l'étendue du Rwanda;

e) Le groupe d'appui de la mission canadienne de 85 personnes, affecté à l'apport militaire du système logistique intégré de la MINUAR;

f) Une section de police militaire de 45 internationaux;

g) Un quartier-général de la Force avec 35 officiers;

h) Une deuxième compagnie du Ghana, de 135 personnes au Secteur 2, stationnée à Kibungo;

i) Une compagnie du Mali de 135 hommes à Gikongoro, au Secteur 3;

j) Une compagnie du Malawi de 135 hommes, stationnée à l'usine de thé de Shagasha, au Secteur 4; et

k) Une compagnie du Nigéria de 135 personnes à Nyundo, au Secteur 5.

La réduction de la Force se déroule progressivement et en bon ordre. L'effectif militaire actuel de la MINUAR est de 2950.

3. Déminage: Résolution 1005 (1995) adoptée par le Conseil de sécurité le 17 juillet 1995

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 918 (1994) du 17 mai 1994 et 997 (1995) du 9 juin 1995,

Notant avec préoccupation que la présence de mines terrestres non explosées fait courir un danger considérable à la population du Rwanda et constitue un obstacle à la reconstruction rapide du pays,

Notant également que le Gouvernement rwandais est désireux de s'attaquer au problème des mines terrestres non explosées et que d'autres Etats sont disposés à aider à la détection et à la destruction de ces mines,

Mettant l'accent sur l'importance qu'il attache aux efforts visant à lever la menace que les mines terrestres non explosées font peser dans un certain nombre d'Etats, ainsi que sur la nature humanitaire des programmes de déminage,

Considérant qu'il faudra, pour assurer la sécurité et le succès des opérations de déminage menées à des fins humanitaires au Rwanda, que les quantités voulues d'explosifs soient importées dans le pays,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

Décide que, nonobstant les restrictions imposées au paragraphe 13 de la résolution 918 (1994), les quantités voulues d'explosifs exclusivement destinés aux programmes de déminage entrepris à des fins humanitaires pourront être fournies au Rwanda pourvu que des demandes à cet effet aient été présentées au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) et que celui-ci y ait accédé.

Le Comité du Conseil de Sécurité approuve la demande des Etats-Unis visant à fournir, au Rwanda, explosifs et matériel pour le déminage

Le Comité du Conseil de sécurité, créé conformément à la résolution 918 (1994) relative à la situation au Rwanda, tenant sa troisième réunion, le 19 juillet, a adopté les principes directeurs de ses travaux et décidé d'en transmettre la teneur à tous les Etats pour information.

Le Comité a également examiné et approuvé la demande des Etats-Unis visant à fournir, au Rwanda, la quantité voulue d'explosifs et de matériel connexe destinés aux programmes bilatéraux de déminage entrepris à des fins humanitaires, conformément au dernier paragraphe de la résolution 1005 (1995) adoptée par le Conseil de sécurité le 17 juillet dernier.

4. Rapport sur le déploiement d'observateurs militaires dans la région des Grands Lacs

Le Conseil de sécurité avait à examiner un rapport du Secrétaire général daté le 9 juillet (S/1995/552) sur l'application de l'embargo sur les armes contre le Rwanda et les factions rwandaises dans les pays voisins, décidée par la résolution 918 (1994) du Conseil de sécurité.

Le rapport décrit les résultats des consultations tenues entre l'Envoyé spécial du Secrétaire général et les pays voisins du Rwanda sur la possibilité de déployer des observateurs militaires des Nations Unies dans leur territoire respectif, y compris aux aérodrômes situés dans l'Est du Zaïre, afin de contrôler la vente ou la livraison des armements et des matériels. Le rapport note que le Rwanda et le Burundi ont salué la proposition alors qu'une forte opposition existe dans certains pays au déploiement d'observateurs des Nations Unies.

Le rapport était soumis conformément à la résolution 997 (1995) du 9 juin qui soulignait que les restrictions du Conseil imposées au terme du chapitre VII de la Charte par la résolution 918 (1994) sur la vente ou la livraison des armements et des matériels concernaient des personnes se trouvant

dans des Etats voisins si l'objet de cette transaction était l'utilisation au Rwanda aux fins de déstabilisation de ce pays.

La résolution invitait ces Etats à prendre des mesures pour s'assurer que les armements et les matériels n'étaient pas transférés dans les camps rwandais se trouvant sur leur territoire. Elle demandait aussi au Secrétaire général de consulter les gouvernements voisins et de faire rapport au Conseil sur la question un mois au plus tard après l'adoption de la résolution.

L'Envoyé spécial du Secrétaire général s'est rendu au Rwanda et dans les pays voisins du 20 au 28 juin. Il a constaté que tous les pays renouvelaient leur appui aux efforts déployés pour éviter la reprise des hostilités au Rwanda et soulignaient le lien entre la stabilité au Rwanda et la situation dans la sous-région de manière générale. Ils ont manifesté une réelle inquiétude non seulement sur la gravité des risques que court la sous-région, mais aussi la nécessité, pour eux, de prendre des mesures individuelles et collectives en vue de redresser la situation et l'empêcher de dégénérer en conflit. Alors que de l'avis général on estimait que la responsabilité principale incombait au Gouvernement du Rwanda, l'intérêt d'une action au niveau régional était généralement reconnu.

L'Envoyé spécial a mis l'accent sur la préoccupation du Conseil de sécurité compte tenu des informations qui, de plus en plus, faisaient état d'activités militaires qui menacent de déstabiliser le Rwanda. Tous les pays voisins ont réitéré leur appui aux efforts pour prévenir la reprise des hostilités et pour assurer le retour et la réinstallation des réfugiés, ainsi que pour promouvoir une réconciliation durable. Ils sont convenus qu'une approche plus large, avec la participation du Rwanda et de ses voisins et l'appui de la communauté internationale offrirait de meilleures opportunités à une solution durable de la crise.

Les responsables rencontrés au Rwanda se sont félicités de l'initiative prise par le Conseil de sécurité en proposant de déployer des observateurs militaires dans les pays voisins tout en soulignant

qu'il était indispensable de traduire en justice les instigateurs du génocide de 1994.

Le Gouvernement du Burundi a salué l'initiative du Conseil de sécurité.

En contraste, le Gouvernement de la République unie de Tanzanie a refusé d'envisager un déploiement d'observateurs militaires sur son territoire, suggérant plutôt que l'ONU renforce sa présence militaire au Rwanda pour s'assurer que les réfugiés puissent rentrer chez eux en toute sécurité. Il a noté que le principal obstacle à leur retour se trouvait au Rwanda et non dans les pays voisins.

Selon le rapport, l'Ouganda n'était pas hostile à la proposition du Conseil, mais n'a manifesté aucun enthousiasme. Il a douté de l'efficacité du déploiement proposé et des résultats qu'il permettrait d'obtenir. Ce pays a estimé que le Conseil devrait plutôt se pencher sur les causes de la crise et identifier les pays qui apportent leur concours aux livraisons d'armes aux ex-forces gouvernementales rwandaises et à l'entraînement militaire de ces troupes.

Le Gouvernement du Zaïre, tout en se déclarant favorable à toute action efficace qui pourrait empêcher la déstabilisation du Rwanda, a, une fois encore, vigoureusement rejeté les récentes accusations selon lesquelles il aidait les ex-forces gouvernementales rwandaises en leur fournissant des armes et en assurant leur entraînement pour leur permettre d'attaquer le Rwanda. Il a fait observer qu'il avait demandé la création, sous les auspices de l'ONU, d'une commission internationale d'enquête chargée d'examiner les accusations portées et de clarifier définitivement la situation. Le Gouvernement zaïrois a rappelé avoir accueilli des millions de réfugiés du Rwanda et du Burundi, et ce, malgré le mécontentement de sa propre population.

5. Budget du Tribunal international pour le Rwanda

Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes

présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'Etats voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Résolution adoptée

Aux termes de la résolution sur ce point (A/49/945), l'Assemblée générale décide d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial du Tribunal international pour le Rwanda, un crédit d'un montant total brut de 13 467 300 dollars des Etats-Unis (montant net: 12 914 900 dollars) pour la période allant jusqu'au 31 octobre 1995.

Elle décide en outre, à titre d'arrangement spécial et exceptionnel que, sans préjudice des dispositions de sa résolution 49/20 B du 12 juillet 1995, les Etats Membres renonceront à leurs parts respectives des soldes inutilisés des budgets précédents de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda, d'un montant total brut de 6 733 650 dollars et accepteront donc que leurs contributions à un budget ultérieur de la Mission d'assistance soient relevées en conséquence d'un montant total brut de 6 733 650 dollars, qui sera viré du Compte spécial établi pour la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda au Compte spécial pour le Tribunal international pour le Rwanda.

Elle prie le Secrétaire général de lui soumettre à sa cinquantième session un rapport sur les prévisions de dépenses du Tribunal international pour le Rwanda pour l'exercice biennal 1996-1997. Elle autorise le Secrétaire général à prendre les dispositions voulues, notamment à signer un bail et à passer des marchés pour la construction des locaux du Tribunal international pour le Rwanda et à recruter son personnel pour des périodes ne dépassant pas 12 mois, pour que le Tribunal dispose d'installations adéquates et du personnel nécessaire, et le prierait de lui faire rapport à ce sujet.

Elle décide de réexaminer le mode de financement du Tribunal international pour le Rwanda à sa cinquante-deuxième session ordinaire.

6. L'Aide humanitaire de la MINUAR (à la mi-mai 1995)

Transports

Les véhicules de la MINUAR ont contribué aux activités suivantes:

(a) Retour de 57 000 personnes déplacées et des milliers de réfugiés;

(b) Transport de milliers d'orphelins aux centres d'orphelinat;

(c) Transport de milliers de tonnes d'aliments et de semences pour assurer l'appui aux programmes de réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées;

(d) Distribution des examens nationaux aux écoles, dans tout le pays;

(e) Distribution de la nouvelle monnaie rwandaise aux centres de change désignés à travers le pays;

(f) Transfert de 2400 détenus aux prisons moins surpeuplées;

(g) Evacuation des personnes gravement blessées aux centres hospitaliers;

(h) Fourniture de cercueils pour l'enterrement des restes des personnes assassinées, pendant les cérémonies commémorant de génocide;

(i) Don de dix véhicules au gouvernement rwandais.

Médecine préventive

(a) Organisation de cliniques prophylactiques à Kigali, à Muyumbu et à Rikima;

(b) Consultation en matière de purification d'eau potable, de destruction des déchets et de contrôle des éléments porteurs de maladie dans les orphelinats à travers le pays;

(c) Contrôle de larves et de mouches, analyse parasitologique d'eau potable et de destruction des déchets;

(d) Supervision des enterrements en masse et désinfection des lieux d'enterrement dans les camps des personnes déplacées de Kibeho et de Gisenyi;

(e) Immunisation de 6000 enfants contre la méningite;

(f) Immunisation de 800 enfants contre la rougeole.

Traitement médical

(a) Traitement de 260 000 rwandais au cours de consultations externes (environ 1000 malades par jour);

(b) Traitement dentaire à 2500 rwandais;

(c) Traitement de 2000 rwandais hospitalisés pour des besoins de diagnostic et d'opération et au service des urgences;

(d) Evacuation d'urgence de 580 rwandais gravement blessés dans des accidents d'auto ou d'explosion de mines;

(e) Evacuation d'urgence de 330 personnes du camp de Kibeho.

Formation médicale

(a) Stage pour le personnel infirmier en matière de pansement, de stérilisation, de procédés chirurgicaux et des systèmes de soins hospitaliers et d'opération, des appareils de radiographie;

(b) Elaboration d'un programme d'étude pour 500 aide-infirmières rwandaises.

Déminage

Activités de déminage en cours à Kigali, à Rwamagana et à Ndera. Des centaines d'opérations de déminage conduites dans des écoles, des orphelinats, des églises, des bâtiments du gouvernement et des résidences ministérielles, pour débarrasser ces lieux d'explosifs de tout genre.

Ponts et chaussées

Des ponts construits à Busoro, à Gatuna et à Nyamata; réhabilitation de deux ponts à Nyamata et à Mata.

Entretien et dépannage

(a) Fourniture d'équipement et d'expertise pour débarrasser les routes des véhicules détruits à travers le pays;

(b) Entretien des véhicules du Gouvernement rwandais et de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR).

Communications

(a) Remise en état des lignes téléphoniques locales de Rwandatel, des duplexers de radio et des relais de radio VHF;

(b) Remise en état de l'équipement - satellite à Nyanza;

(c) Fourniture de câbles de télécommunications aux communes et de groupes électrogènes au Gouvernement rwandais.

Entraînement militaire

(a) CIVPOL a formé 400 gendarmes; l'Ecole de Gendarmerie a été remise en état grâce à un don de 30.000 dollars US;

(b) Formation de sous-officiers de l'APR en matière de manoeuvres militaires et de musique militaire.

Agriculture

Les troupes de la MINUAR ont aidé les cultivateurs dans des activités de désherbage, de défrichage et de récolte.

Relations publiques

(a) Couverture vidéo et photo des grandes cérémonies du gouvernement, y compris celles de la journée internationale de la femme et de la commémoration du génocide;

(b) Prêt de mégaphones aux autorités du pays pour utilisation au cours des cérémonies publiques, tels les cérémonies funèbres;

(c) Organisation de compétitions sportives avec les associations locales et notamment l'APR;

(d) Musique d'orchestre de la MINUAR à certaines cérémonies officielles.

Affaires sociales

(a) Assistance aux centres d'orphelinat en matière d'aliments, de transports, d'approvisionnement en eau, en électricité, vêtements, jouets, équipements sportifs, soins médicaux et de contrôle de la peste;

(b) Projet d'identification des prisonniers en vue de l'inscription de tous les prisonniers.

Divers

(a) Remise en état des systèmes d'adduction d'eau et d'alimentation électrique à Kigali, à Cyangugu, à Byumba et à Kibungu;

(b) Travaux de génie civil par des bulldozers dans différentes régions du pays;

(c) Construction de petites routes et renivèlement de certaines autres en vue de leur amélioration;

(d) Etude sur les pénitenciers de Nyanza, de Kibuye, de Gitarama, de Gitagata et de Nsinda en vue d'établir les plans pour l'amélioration des conditions dans ces prisons.

TROISIEME PARTIE: DEVELOPPEMENT

1. Table-Ronde pour le Rwanda

En janvier 1995, le Gouvernement Rwandais a présenté son programme pour la "réconciliation nationale, la réhabilitation et le redressement socio-économique" à la communauté internationale des bailleurs de fonds lors de la Table-Ronde de Genève organisée par le PNUD, à Genève. Le Programme avait pour objectif d'identifier les besoins prioritaires pour la réhabilitation du pays et le redressement des secteurs sociaux et productifs.

Les pays donateurs ont répondu favorablement au programme présenté et ont promis 586 millions de dollars américains pour sa mise en application, sur les 764 millions de dollars américains demandés par le Gouvernement pour satisfaire ses besoins.

Les participants à la conférence ont approuvé la proposition du Gouvernement et du PNUD pour la tenue d'une réunion-bilan du Programme de la Table-Ronde, 6 mois après la Conférence de Genève.

Le montant des contributions promises par la communauté internationale des bailleurs de fonds en faveur du Programme de réhabilitation et de réconciliation nationale au Rwanda, est passé de 586,8 millions de dollars américains en janvier, à 626,7 millions de dollars américains en juin. Ce chiffre inclue les promesses d'assistance qui seront honorées au delà de l'année 1995. De plus, le Gouvernement a signé des accords avec un certain nombre de bailleurs de fonds, dont l'Allemagne, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de

Développement, pour redémarrer un nombre de projets à grande échelle dans le cadre du programme d'investissement public de 1994 à 1996.

L'afflux des ressources vers le Rwanda s'est déroulé comme on pouvait s'y attendre, dans des circonstances difficiles, pendant la première moitié de l'année. Cependant, compte tenu du fait que, en Juin 1995, seulement 27,5% des fonds promis à la Table-Ronde de Genève avaient été décaissés et que 16,5% ont été livrés au Rwanda la mise à disposition concrète des fonds sur le terrain a connu quelque peu un retard par rapport aux prévisions du Gouvernement. Cela est dû en partie à la faible capacité d'absorption du pays suite à la guerre civile, aussi bien qu'aux retards dans les procédures des bailleurs de fonds et des agences internationales dans la planification et le décaissement des fonds. En outre, les incidents de Kibeho ont provoqué un arrêt momentané des décaissements. Certains bailleurs de fonds ont suspendu une partie de leur assistance parce qu'ils se posaient des questions sur la perspective d'une solution de paix.

Au cours de ces dernières semaines, l'afflux des ressources a repris et a même augmenté, et cela à cause du résultat positif de la Commission indépendante d'enquête sur les événements de Kibeho, et la finalisation des procédures de décaissements de certains fonds par les bailleurs de fonds.

2. Revue à mi-parcours

Six mois après la Conférence de Genève, comme prévue, la Revue à mi-parcours sur l'application du programme de la Table ronde, s'est tenue à Kigali, les 6 et 7 juillet 1995. A l'examen, l'état de l'exécution du "Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et la relance économique".

Ce programme comportait les points importants suivants: appui financier, réintégration sociale des personnes réfugiées et déplacées; réhabilitation et développement; mécanismes de suivi et de coordination. Le volet réhabilitation

concernait la réhabilitation du système judiciaire, le renforcement des capacités de gestion de l'Etat, la réhabilitation des secteurs sociaux, des infrastructures et des secteurs productifs.

La synthèse des débats et les résultats de l'examen à mi-parcours du programme sont résumés dans le texte du Communiqué Final ci-après:

"1. Conformément à une décision prise à Genève en Janvier 1995, une Revue à Mi-Parcours de la Table Ronde pour le Rwanda (la "Revue") s'est tenue à Kigali les 6 et 7 juillet 1995. La délégation de la République Rwandaise était conduite par S.E. M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre du "Gouvernement d'Union Nationale". Elle comprenait en outre la présidence de l'Assemblée Nationale, tous les autres membres du Gouvernement, des hauts responsables de chaque ministère ainsi que des représentants de la société civile. La Revue était organisée avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), dont la délégation était conduite par Mme. Ellen Johnson Sirleaf, Administratrice Adjointe et Directrice du Bureau Régional pour l'Afrique. Mme Sirleaf agissait également, avec S.E. M. Twagiramungu, à titre de Co-Présidente de la Revue à Mi-Parcours.

2. En plus du Saint Siège, les délégations participantes provenaient des pays suivants: Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume Uni, Russie, Suède et Suisse. Participaient également à la Revue les représentants des organisations internationales suivantes: Organisation de l'Unité Africaine, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Commission-Union Européenne, Fonds Monétaire International, Organisation Internationale des Migrations, Comité International de la Croix Rouge, Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda, Département des Affaires Humanitaires, Département des Nations Unies pour le Support au Développement et la Gestion, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, Fonds des Nations Unies pour l'Environnement, Centre des Nations Unies pour les Etablissements Humains, Centre des Nations Unies

pour le Commerce et le Développement, Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Organisation Mondiale de la Santé, Fonds des Nations Unies pour l'Education et la Culture, Programme Alimentaire Mondial, Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies, Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de la Population et Mission "Opération du Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme au Rwanda". Participaient à titre d'observateurs 15 organisations non-gouvernementales nationales et internationales.

3. Le Président de l'Assemblée Nationale, M. Juvénal Nkusi, a souhaité la bienvenue aux invités participant à la Table Ronde. Il a exprimé le vœu de voir naître du drame qu'a vécu le Rwanda en 1994, une société nouvelle tournée vers le progrès. Il a rappelé que la réconciliation suppose une justice équitable et transparente. Le Président de l'Assemblée Nationale a souligné le devoir du Parlement de s'impliquer dans le processus de reconstruction par la rénovation dynamique et rapide des institutions nationales.

4. Dans le message du Secrétaire Général, lu par son Représentant Spécial, S.E. M. l'Ambassadeur Shaharyar M. Khan, il a été noté que des progrès sensibles ont été réalisés par la République Rwandaise sur la voie du développement, seulement un an après la fin de la guerre civile et le génocide, reflétant ainsi la détermination du Gouvernement et du peuple Rwandais. Le nouveau cycle de Table Ronde, initié à Genève en 1995, s'est révélé être un mécanisme efficace de mobilisation des ressources pour le pays et de coordination, facilitant le développement du consensus entre le Rwanda et la Communauté internationale. La Revue à Mi-Parcours constitue une occasion pour que toutes les parties concernées réaffirment les engagements pris à la Conférence de Genève. En étroite collaboration avec le Gouvernement, la communauté internationale a développé de nombreux programmes de coopération dont la réalisation permettra de consolider la paix et le développement en République Rwandaise, mais aussi dans toute la sous-région. Le Représentant Spécial a enfin exprimé son appréciation personnelle des efforts déployés par le Gouvernement et le PNUD pour tenir

la Revue selon le calendrier prévu. Les conclusions de la Revue seront portées à l'attention du Secrétaire Général des Nations Unies lors de sa prochaine visite en République Rwandaise.

5. Mme Johnson Sirleaf s'est réjouie de pouvoir constater les nombreux progrès obtenus en quelques mois tant du point de vue social que du point de vue économique, mais a souligné que beaucoup reste encore à faire pour achever le processus de passage de l'urgence au développement. Rappelant que la première étape de la réconciliation doit nécessairement passer par le jugement des génocidaires, elle a remercié les donateurs qui ont apporté une contribution au Tribunal International et au renforcement du système judiciaire rwandais. Elle a rappelé que la question des réfugiés représente un défi, dans un contexte où d'aucuns s'évertuent encore à entretenir des menaces de violence. Soulignant que le renforcement du système judiciaire et la mise en oeuvre du plan d'action pour la réinsertion des réfugiés et personnes déplacées étant étroitement liés, la Directrice encourage le Gouvernement à leur donner la priorité. Le PNUD appui les requêtes du Gouvernement visant à compenser la faiblesse des annonces de Genève en faveur de la réinstallation des réfugiés et déplacés. Dans ses autres composantes, le Programme de réhabilitation a bénéficié d'un meilleur support des bailleurs, mais celui-ci devra se concrétiser plus rapidement au cours du second semestre. A cet égard, un large appel à l'utilisation des compétences nationales sera encouragé et la capacité de gestion des structures locales devra être renforcée au même titre que celle de l'administration centrale. La Directrice pour l'Afrique conclut en formulant le vœu que les ressources effectivement mobilisées dans le pays au cours du deuxième semestre 1995 doublent en atteignant 200 millions de dollars, que des ressources complémentaires soient dégagées en faveur de la réinsertion des réfugiés et que la valeur ajoutée de l'aide versée au pays augmente.

6. Dans son discours, le Premier Ministre, après avoir remercié les pays et organismes présents, et en particulier le PNUD pour son soutien direct au suivi de la Table Ronde, a proposé de dresser un constat objectif des succès, des mesures

en cours, et des obstacles rencontrés par le Gouvernement dans la réalisation de son programme présenté à Genève: 1) le retour des réfugiés demeure l'objectif prioritaire du Gouvernement; 2) la mise en place des structures devant assurer la sécurité intérieure est en cours; 3) la réforme de la législation pour être adaptée à un véritable Etat de droit reste la préoccupation urgente du Gouvernement; 4) dans l'esprit de l'Accord d'Arusha, le processus de démocratisation est entamé à travers la mise en place de certaines institutions politiques; 5) des efforts importants ont été faits dans le domaine du respect des libertés fondamentales; 6) le Gouvernement entend continuer à garantir le droit à la propriété de toute personne retournant au Rwanda; 7) l'armée nationale continue d'intégrer à tous les échelons d'anciens soldats n'ayant pas commis d'actes criminels liés au génocide; 8) la dynamique de la réconciliation nationale, bien qu'encourageante, constitue un travail de longue haleine; 9) le Gouvernement a salué l'adoption de la résolution créant le Tribunal International et a renouvelé son appel à la communauté internationale afin de faciliter le jugement des criminels et de renforcer l'organisation de son système judiciaire. Après avoir rappelé les objectifs prioritaires du Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économique ainsi que les mécanismes de suivi de la Table Ronde, le Premier Ministre a dressé un bilan des décaissements par rapport aux engagements pris par les donateurs à Genève. Il a constaté des réalisations importantes dans de nombreux domaines mais que certains appuis demeurent nécessaires, notamment, afin de permettre la relance des entreprises, l'organisation du crédit et le développement du secteur social.

7. Dans son allocution d'ouverture lue par le Premier Ministre, le Président de la République a exprimé sa reconnaissance à la communauté internationale pour l'appui donné au Rwanda dans la mise en oeuvre du Programme présenté à Genève et a fait état des réalisations du Gouvernement depuis la tenue de la Conférence de Genève. Il a insisté en particulier sur les efforts consentis en vue d'améliorer l'environnement économique et la gestion des ressources du pays, et afin de

reconstituer l'appareil de l'Etat et faciliter la reprise des services offert à la population. Le Président a également tenu à souligner que les engagements importants pris par les donateurs lors de la Conférence de Genève tardent actuellement à se matérialiser en réalisations concrètes dans le pays et que ce facteur compromet sa réhabilitation rapide. Il a donc exprimé le souhait de voir la concrétisation des engagements s'accroître au cours du second semestre de l'année 1995. Par ailleurs, le Président de la République a souligné le fait que les Organisations non-gouvernementales devraient faire des efforts afin de concilier leurs interventions avec les stratégies sectorielles nationales et les priorités du pays.

8. Il appartenait ensuite au Ministre du Plan, S.E.M. Jean Berchmans Birara, de présenter l'état d'exécution du Programme de Réhabilitation et Relance Socio-Economiques. Il a rappelé à quel point l'économie avait été bouleversée par la guerre à l'avènement du Gouvernement d'Union Nationale en juillet 1994: pertes en vies humaines, destructions matérielles effondrement des services publics et de la production. Il a dressé un inventaire des actions menées dans les divers secteurs de la vie nationale, soit sur les seules ressources propres du Rwanda, soit avec l'aide de ses partenaires. Il a montré que la situation est en bonne voie de normalisation dans les domaines des infrastructures routières, de la distribution d'énergie et d'eau potable, des télécommunications et, sans doute, du développement agricole. Il a déploré par contre la situation préoccupante des finances publiques, tant du point de vue des ressources que de l'endettement ainsi que les faibles progrès enregistrés dans la réhabilitation des infrastructures des services sociaux, le renforcement des ressources humaines et la relance des activités industrielles. Il a regretté que le programme de réinsertion sociale des réfugiés et des personnes déplacées n'ait jusqu'à présent reçu qu'un faible soutien de la part des partenaires du Rwanda. Le Ministre du Plan a ensuite résumé les priorités du Gouvernement, qui allaient être développées au long de six ateliers portant sur les ressources financières, le rôle et la coordination de l'aide humanitaire, la réhabilitation du système judiciaire, le renforcement des capacités de gestion

de l'Etat, la réintégration sociale des réfugiés et personnes déplacées ainsi que la réhabilitation des infrastructures et des secteurs productifs et sociaux. Il a conclu en espérant que cette Revue à Mi-parcours contribuerait à sortir le Rwanda de son isolement par une appréciation meilleure de la situation par ses partenaires.

9. L'atelier sur l'appui financier a permis au Ministre des Finances, S.E.M. Marc Rugenera, de donner un bref aperçu de la situation économique du pays en s'attardant plus particulièrement sur ses besoins en terme d'appui budgétaire et à la balance des paiements. L'atelier a à cette fin demandé à tous les bailleurs qui ont annoncé leur intention d'apporter un appui financier au pays d'indiquer au Gouvernement leur calendrier de décaissement de cet appui. Il ressort des informations recueillies que le Gouvernement ne devrait pas connaître de problèmes de trésorerie au cours de l'année 1995, pour autant que les arriérés à la Banque Africaine de Développement soient remboursés. Par ailleurs, l'atelier s'est montré satisfait de la décision du Gouvernement de ne pas recourir à la création monétaire afin de couvrir ses besoins budgétaires et a recommandé au Gouvernement d'adopter une politique budgétaire transparente et de continuer de contenir les dépenses budgétaires de chacun des ministères. Il a été reconnu que les procédures que doivent suivre les bailleurs avant de pouvoir déboursier des financements nouveaux sont souvent longues et complexes, ce qui ralentit le rythme des déboursements. Vu les conditions particulières du pays, il a également été recommandé de tenter de réduire au minimum les conditions liées à la mise en oeuvre des appuis financiers au Gouvernement. L'atelier s'est finalement montré satisfait de voir qu'un programme d'assistance technique renforcera les capacités du Gouvernement en matière de gestion économique et financière.

10. Dans sa déclaration, le Coordonnateur de l'assistance humanitaire du Système des Nations au Rwanda, a relaté les activités entreprises par la communauté internationale au Rwanda depuis juin 1994, et s'est interrogé sur la nature et l'efficacité de l'assistance humanitaire. L'atelier a recommandé la mise sur pied des mécanismes réguliers de coordination entre les structures

gouvernementales et les représentants de la communauté internationale afin de rendre plus efficiente l'assistance apportée au pays. L'atelier a en outre recommandé le renforcement des capacités de l'Etat dans le suivi de l'aide et la diffusion de l'information relative à la mobilisation et à l'utilisation des fonds collectés. La participation des ONG locales dans l'exécution des programmes a été souhaitée. La continuité entre les actions de réhabilitation et de développement devrait être valorisée et adaptée aux conditions de terrain. Finalement, la nécessité d'améliorer le cadre de collaboration entre les ONG et le gouvernement a été soulignée, et à cet égard, la poursuite immédiate d'un débat sur la question a été proposée.

11. L'atelier sur la réhabilitation du système judiciaire, présidé par le Ministre de la justice, S.E.M. Alphonse Marie Nkubito, a permis au Gouvernement de faire état des réalisations accomplies à ce jour dans le secteur, ainsi que de présenter le plan d'action du Gouvernement pour le second trimestre de l'année 1995. Les participants à l'atelier ont exprimé le souhait de voir la législation permettant la venue des magistrats étrangers adoptée rapidement par le Gouvernement, afin de pouvoir débiter au plus tôt les procès des présumés coupables du génocide. Il a également été recommandé d'assurer une meilleure application des procédures d'arrestation, afin d'éviter les arrestations arbitraires et limiter l'engorgement des prisons. Dans ce cadre, le renforcement du rôle ainsi que des moyens des Commissions de Triage a également été recommandé. Face aux problèmes criant des instances judiciaires, un appel a été lancé aux donateurs afin d'appuyer le budget de fonctionnement du Ministère et afin d'accroître les moyens accordés à ses instances, notamment au niveau des Préfectures. Finalement, afin d'optimiser les efforts déployés dans ce secteur, et vu les besoins énormes auxquels doit répondre le Gouvernement, il a été recommandé d'accélérer la mise en place, au sein du Ministère de la Justice, des structures de coordination inter-ministérielle et de coordination de l'assistance étrangère.

12. L'atelier sur la capacité de gestion de l'Etat a identifié les priorités de ce secteur, à

savoir, la définition de la politique d'assistance technique et d'utilisation des ressources nationales et régionales, l'appui à l'administration locale, le renforcement des ressources humaines des départements sociaux, l'amélioration de la coordination et l'intégration de la société civile. Ces priorités doivent se traduire en terme de formation et de ressources matérielles. Quelques donateurs ont annoncé leur intention de combler le financement du projet de renforcement des capacité de gestion de l'Etat (CAGE), notamment à travers des fonds gérés par le PNUD.

13. Dans son exposé, le Ministre de la Réhabilitation et de l'Intégration Sociale, S.E.M. Jacques Bihozagara, a rappelé les actions entreprises par le Gouvernement au cours des six derniers mois, afin de favoriser le retour des réfugiés. Il a ensuite présenté le plan d'action pour le rapatriement, la réinstallation et la réinsertion sociale des réfugiés et des personnes déplacées. L'atelier a, d'une part, reconnu qu'une information objective sur la situation du pays et des communes, constitue un facteur important pour le retour des réfugiés et a, d'autre part, sollicité une collaboration entre l'Etat et l'ensemble des intervenants dans les camps pour relayer ce processus. Etant donnée la pression exercée sur les ressources naturelles, l'atelier a recommandé l'élaboration des politiques de préservation de l'environnement et des programmes de développement intégrant la promotion des centres urbains. Pour éviter l'instabilité et les conflits fonciers liés à l'occupation provisoire des propriétés, l'atelier a proposé l'installation permanente des réfugiés et l'adoption d'un cadre juridique approprié. Compte tenu de l'ampleur de la tâche, l'atelier a souligné le rôle décisif de la participation de la population et la nécessité d'appuyer les services publics à tous les niveaux pour piloter ce programme. L'atelier a adopté le plan d'action et a reconnu son impact positif sur le processus de réconciliation nationale et de redynamisation de la production. Enfin, étant donné le coût exorbitant de l'assistance humanitaire accordée aux camps des réfugiés au cours de ces dix-huit derniers mois, la réorientation de l'aide vers l'intérieur du pays est préconisée.

14. La première partie de l'atelier portant sur les secteurs sociaux et productifs, a été présidée par le Ministre de la Famille et de la Condition Féminine, Mlle. Aloysie Inyumba. Les observations des participants ont confirmé les priorités déjà identifiées dans d'autres ateliers: accélération des décaissements, meilleure coordination, meilleure adaptation des actions des ONG à la politique des départements concernés, co-gestion des fonds et mise en oeuvre de procédures plus rapides, développement des ressources humaines tant au niveau supérieur qu'au niveau primaire et secondaire et de l'environnement culturel, facteur de réconciliation privilégié. Faute de temps, la situation des infrastructures et des secteurs productifs (seconde partie de l'atelier) n'a pu être évoquée que brièvement par les Ministre de l'Agriculture, S.E.M. Augustin Iyamuremye, de l'Industrie et du Commerce, S.E.M. Prosper Higiro, de l'Environnement et du Tourisme, S.E.M. Jean Népomuscène Nayinzira, des Travaux Public et des Transports et Communications, S.E. Mme. Immaculée Kayumba. L'atelier a toutefois souligné les énormes difficultés de redressement des entreprises dues à l'absence de crédit et à l'insuffisance de main d'oeuvre qualifiée. La nécessité de devoir recourir à des crédits relativement coûteux pour la réhabilitation des infrastructures a été déplorée. L'insuffisance de moyens de transports, tant publics que privés, cependant indispensables à la relance de l'activité économique, a été relevée. L'atelier a discuté de la faiblesse des fonds mis à la disposition des autorités rwandaises et des difficultés dans la coordination au sein de l'administration rwandaise, parmi les donateurs et entre le Gouvernement et la communauté internationale.

15. En ce qui concerne les mécanismes de coordination de l'exécution du programme de développement et de réhabilitation du Rwanda, la Revue a considéré qu'il fallait maintenir les mécanismes adoptés lors de la Conférence de Genève et mise en oeuvre depuis par le Gouvernement et ses partenaires. Cependant, il a été reconnu que certains de ces mécanismes doivent être renforcés. Le Comité d'Orientation, présidé par le Premier Ministre et composé des Ministres et bailleurs chefs-de-file, continuera à fixer la politique

générale. Quatre groupes sectoriels concernant les domaines de la Gestion de l'Etat, des Infrastructures, des secteurs productifs et des secteurs sociaux seront respectivement animés par les ministères de la Fonction Publique, des Travaux Publics, du Plan et de la Famille et de la Promotion Féminine. Les Ministres rendront compte périodiquement de l'avancement des travaux au Premier Ministre et ces travaux seront suivis régulièrement, sur le plan technique, par des équipes constituées par des représentants de tous les départements membres d'un groupe sectoriel, travaillant en étroite collaboration avec les bailleurs chefs-de-file. Le Secrétariat Technique Permanent de Suivi de la Table Ronde (STP) continuera à jouer un rôle d'appui-conseil et de facilitateur auprès des équipes techniques. Il recueillera l'information sur l'avancement des programmes auprès de tous les opérateurs et la leur répercutera. Il sera demandé aux organismes d'exécution et aux bailleurs, de fournir ces informations sur une base mensuelle selon un cadre normalisé. Le STP identifiera les goulots d'étranglement et proposera les moyens d'y remédier.

16. La tenue de la Revue a donné l'occasion de présenter le deuxième rapport d'avancement du Fonds Fiduciaire des Nations Unies pour le Rwanda. Ce rapport fait état des ressources gérées par le PNUD dans le cadre de ce fonds, établi par le Secrétaire général des Nations Unies, afin de faciliter la mobilisation des ressources de la communauté internationale en appui au Rwanda. La Revue a apprécié les facilités offertes par le Fonds Fiduciaire en terme d'instrument permettant de répondre rapidement aux priorités de l'administration rwandaise et du Rwanda en général, telles qu'identifiées par le Gouvernement.

17. La communauté des donateurs a réaffirmé son appui au Programme de réconciliation nationale et de réhabilitation et relance socio-économique dont certaines activités spécifiques ont été examinées au cours de la Revue. Certains donateurs ont également annoncé la reprise de leurs programmes de coopération qui ont été suspendus à la suite aux incidents de Kibeho. La majorité des donateurs ont exprimé leur appréciation des progrès significatifs réalisés à ce jour et leur souhait que les objectifs

de société soient clarifiés davantage, permettant ainsi de définir un cadre "stratégique" de coopération entre le pays et la communauté internationale.

18. En plus des annonces faites à Genève, les donateurs ont communiqué des fonds disponibles s'élevant à environ EU\$ 172 millions pour la période 1995-97. Une grande partie de ces ressources additionnelles pourra être affectée au soutien du Sous-Programme 2 (Réinsertion sociale des réfugiés et des personnes déplacées), comblant ainsi les besoins de financement de la première phase du nouveau Plan d'Action présenté par les autorités rwandaises à la Revue.

19. Concernant l'Appui Financier (Sous-Programme 1) dont le financement était déjà acquis à Genève, les donateurs ont établi un calendrier estimatif des décaissements mensuels. Le calendrier fait ressortir que la République Rwandaise pourrait recevoir EU\$ 117,3 millions au cours du second semestre de 1995; ce qui couvrirait l'intégralité des besoins du budget national 1995 tout en stabilisant les comptes extérieurs du pays. Les estimations de décaissements dépendent de l'apurement du solde des arriérés envers la BAD (environ EU\$ 6,5 millions) et de la bonification du taux d'intérêt de la CCFF dont quelques donateurs se sont déclarés prêts à apporter leur soutien.

20. En conclusion, les partenaires au développement du Rwanda ont félicité le Gouvernement et le PNUD pour l'initiative et l'excellente organisation de cette Revue qui s'est déroulée dans une atmosphère de franchise et de dialogue constructif. Le gouvernement de la République Rwandaise a tenu à féliciter tous les participants pour leur disponibilité et la parfaite cordialité qui a présidé tout le long des débats. Le Gouvernement a remercié de nouveau la communauté internationale pour ses appuis financiers supplémentaires et engagements à accélérer les décaissements en vue de la réconciliation et de la relance socio-économique en République Rwandaise. Sur la recommandation du Premier Ministre, les participants se sont entendus pour confirmer la tenue de la prochaine Conférence de Table Ronde à Genève en janvier 1996.



UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

UNAMIR BULLETIN, AUGUST 1995



UNITED NATIONS

TABLE OF CONTENTS

	Page
PART I: Visit of Dr. Boutros Boutros-Ghali, Secretary-General of the United Nations to Rwanda	
1. Biographical note of Dr. Boutros-Ghali	01 - 04
2. The Secretary-General comments on his arrival	04
3. The Secretary-General's Visit to the National Assembly	05 - 12
4. Dr. Boutros-Ghali addresses UN personnel and awards medals	12
5. The Secretary-General visits Nyarubuye	12 - 13
6. The Secretary-General gives his impressions of the visit at his departure.	13 - 14
PART II: UNAMIR	
1. UNAMIR in brief	14 - 18
2. New mandate: Resolution 997 (1995)	18 - 20
3. Demining: Resolution 1005 (1995)	20 - 21
4. Report on the proposed deployment of MILOBs in the Great Lakes' Region	21 - 22
5. A budget for the International Tribunal for Rwanda	22
6. UNAMIR Humanitarian Assistance.	22 - 24
PART III: Development	
1. Round-Table Conference for Rwanda	24 - 25
2. Mid-term Review	25 - 30

PART I: VISIT OF DR. BOUTROS BOUTROS-GHALI, SECRETARY-GENERAL OF THE UNITED NATIONS TO RWANDA

1. Biographical Note

**BOUTROS BOUTROS-GHALI,
UNITED NATIONS SECRETARY-GENERAL**

Boutros Boutros-Ghali became the sixth Secretary-General of the United Nations on 1 January 1992, when he began a five-year term. At the time of his appointment by the General Assembly on 3 December 1991, Mr. Boutros-Ghali had been Deputy Prime Minister for Foreign Affairs of Egypt since May 1991 and had served as Minister of State for Foreign Affairs from October 1977 until 1991.

The Secretary-General's priority has been to strengthen the United Nations Organization, to enable it to seize the opportunities offered by the post-cold-war era, and to realize the goals of the Charter and the objectives of peace, development and democracy.

On 31 January 1992, the Secretary-General, at the *first Security Council meeting ever held at the level of heads of State and government*, was invited to prepare an analysis and recommendations on ways to strengthen the capacity of the United Nations for *preventive diplomacy, peacemaking and peace-keeping*. The Secretary-General added to these dimensions of peace a further concept, that of post-conflict peace-building. His report, entitled *An Agenda for Peace*, was published on 17 June 1992.

An Agenda for Peace defines the role and functions of the United Nations in a new era which has seen the establishment of numerous peace-keeping operations and observer missions under the authority of the Security Council and the command of the Secretary-General. The report, which has been translated into at least 29 languages, has been the focus of wide-ranging discussions.

On 3 January 1995, the Secretary-General issued a supplement to *An Agenda for Peace* as a

position paper. This paper highlights certain areas where unforeseen difficulties have arisen with regard to United Nations peace-keeping operations. The supplement reviews the lessons learned and offers guidelines for improving future operations.

Since the cold war ended, the United Nations has mounted more peace-keeping operations than in its previous 40 years, involving the deployment of some 70,000 troops, military observers and civilian police, in addition to civilian personnel. These operations include notably the United Nations *Angola* Verification Mission III, the United Nations Observer Mission in *Salvador*, the United Nations Operation in *Mozambique*, the United Nations Operation in *Somalia*, the United Nations Protection Force in the republics of the *former Yugoslavia*, and the United Nations Transitional Authority in *Cambodia*.

The Secretary-General has also appointed a number of Special Envoys and Representatives to advise him on the creation of conditions for ending hostilities, defusing tensions or consolidating peace in various areas of the world. Peace-building activities, to provide the foundations for lasting peace, include measures to enhance confidence, to reform and strengthen democratic institutions, to integrate former combatants into civilian society, and to restore the fabric of war-torn societies so as to prevent a recurrence of conflict.

Since his first year in office, the Secretary-General has worked towards a *reinvigorated and expanded vision of development*. A series of landmark conferences has been held, including the Summit on the Economic Advancement of *Rural Women*, held at Geneva in February 1992, the United Nations Conference on *Environment and Development*, held at Rio de Janeiro in 1992, and the World Conference on *Human Rights*, held at Vienna in 1993. In May 1994, the World Conference on *Natural Disaster* Reduction was held in Yokohama. In September 1994, the International conference on *Population* and Development was

held in Cairo, and the World Summit for *Social Development* was held in Copenhagen in March 1995. In September 1995, the Fourth World Conference on *Women* will be held in Beijing. The Second Conference on *Human Settlements*, "The City Summit", will take place in Istanbul in 1996. The Secretary-General sees this series of conferences as a continuum, offering unique opportunities to raise levels of awareness and to set norms and standards. *In these conferences and summits, Member States and non-governmental organizations, as well as concerned individuals, work together to create a global commitment to all aspects of development.* In this year, as the United Nations celebrates its fiftieth anniversary, global awareness of the crucial importance of development is an important aspect of the work of the Organization.

The Secretary-General's own vision of development was set out in May 1994 in a report to the General Assembly entitled *An Agenda for Development*. In his report, the Secretary-General addressed peace, the economy, the environment, society and democracy as the five foundations of development. The Secretary-General also examined the multiplicity of actors engaged in development work and outlined his vision of the role of the United Nations in development in an increasingly complex world. *Universal respect for and protection of human rights is an integral part of development*, he declared. Human rights, including group rights such as those of indigenous peoples, women, children and the disabled, are a focus of the Secretary-General's attention. In November 1994, in response to the request of the General Assembly, the Secretary-General issued his recommendations for the implementation of *An Agenda for Development*.

The two agendas, peace and development, are inextricably linked. In February 1995, the Secretary-General published in companion volumes, as parallel texts, the revised *An Agenda for Peace* and *An Agenda for Development*.

*

The Secretary-General has advocated a strong supporting role for the United Nations in the democratic transformation which has characterized the post-cold-war period. The United Nations has responded to the calls of some 40 nations for assistance in the organization and supervision of democratic elections. The presence of more than 2,100 observers in the South African elections in April 1994 made it the largest United Nations electoral assistance operation ever mounted. Recognizing that democracy is far more than the holding of free and fair elections, the United Nations has also developed various programmes to cooperate in the development of democratic institutions, rule of law and popular participation. In addition, *the best support for democracy must lie in the democratization of international life*, which the Secretary-General has pursued throughout his term.

*

The financial crisis, suffered by the Organization because assessed contributions for the regular budget and for peace-keeping are not paid on time and in full, threatens the effective operations of the Organization. The Secretary-General has commissioned a number of studies aimed at ensuring that the United Nations is an organization capable of meeting the challenges of the next 50 years.

The Secretary-General has undertaken a programme of restructuring and reform designed to reduce the number of high-level posts in the Secretariat, to decentralize decision-making and to reduce costs and managerial inefficiencies. However, the capacity of the United Nations to deal with vastly expanded operations has been a particular source of concern to the Secretary-General.

*

Secretary-General Boutros-Ghali has travelled to more than 50 countries to represent the United Nations and to offer his good offices to further the cause of peace. In December 1993, he

was the first non-Korean to cross the DMZ from Seoul to Pyongyang.

*

Honorary Degrees, Awards, Memberships

The Secretary-General's role in advancing the goals of peace, development and democracy has been recognized by many awards and honorary degrees.

He was awarded a doctorate of law honoris causa from the Institute of State and Law of the Russian Academy of Sciences, Moscow (September 1992); a doctorate honoris causa from l'Institut d'Etudes politiques de Paris (January 1993); the Christian A. Herter Memorial Award from the World Affairs Council, Boston (March 1993); a doctorate honoris causa from The Catholic University of Louvain, Belgium (April 1993); the "Man of Peace" award, sponsored by the Italian-based Together for Peace Foundation (July 1993); an honorary doctorate degree from the University of Laval, Québec (August 1993); and the Arthur A. Houghton Jr. Star Crystal Award for Excellence from the African-American Institute, New York (November 1993).

In addition, he was given an honorary membership of the Russian Academy of Natural Sciences, Moscow (April 1994); an honorary foreign membership of the Russian Academy of Sciences, Moscow (April 1994); an honorary foreign membership of the Academy of Sciences of Belarus, Minsk, (April 1994); an honorary doctorate from the University of Carlos III of Madrid (April 1994); an honorary degree from the School of Foreign Service at Georgetown University, Washington, D.C. (May 1994); a doctorate in international law honoris causa from the University of Moncton, New Brunswick, Canada (August 1994); and honorary doctorates from the University of Bucharest (October 1994), University of Baku (October 1994), University of Yerevan (November 1994), University of Haifa (February 1995), University of Vienna (February 1995), and University of Melbourne (April 1995). He was made a Fellow of Berkeley College, Yale University (March 1995).

*

His Early Career

Mr. Boutros-Ghali has had a long association with international affairs as a diplomat, jurist, scholar and widely published author.

He became a member of the Egyptian Parliament in 1987 and was part of the secretariat of the National Democratic Party from 1980. Until assuming the office of Secretary-General of the United Nations, he was also Vice-President of the Socialist International.

He was a member of the International Law Commission from 1979 until 1991, and is a former member of the International Commission of Jurists. He has many professional and academic associations related to his background in law, international affairs and political science, among them, his membership in the Institute of International Law, the International Institute of Human Rights, the African Society of Political Studies and the Académie des Sciences morale et politique (Académie Française, Paris).

Over four decades, Mr. Boutros-Ghali participated in numerous meetings dealing with international law, human rights, economic and social development, decolonization, the Middle East question, international humanitarian law, the rights of ethnic and other minorities, non-alignment, development in the Mediterranean region and Afro-Arab cooperation.

In September 1978, Mr. Boutros-Ghali attended the Camp David Summit Conference and had a role in negotiating the Camp David accords between Egypt and Israel, which were signed in 1979. He led many delegations of his country to meetings of the Organization of African Unity (OAU) and the Movement of Non-Aligned Countries, as well as to the Summit Conference of the French and African Heads of State. He also headed Egypt's delegation to the General Assembly sessions in 1979, 1982 and 1990.

Mr. Boutros-Ghali received a Ph.D. in international law from Paris University in 1949. His thesis was on the study of regional organizations. Mr. Boutros-Ghali also holds a Bachelor of Laws

degree, received from Cairo University in 1946, as well as separate diplomas in political science, economics and public law from Paris University.

Between 1949 and 1977, Mr. Boutros-Ghali was Professor of International Law and International Relations at Cairo University. From 1974 to 1977, he was a member of the Central Committee and Political Bureau of the Arab Socialist Union.

Among his other professional and academic activities, Mr. Boutros-Ghali was a Fulbright Scholar at Columbia University (1954-1955); Director of the Centre of Research of The Hague Academy of International Law (1963-1964); and Visiting Professor at the Faculty of Law, Paris University (1967-1968). He has lectured on international law and international relations at universities in Africa, Asia, Europe, Latin America and North America.

Mr. Boutros-Ghali was President of the Egyptian Society of International Law from 1965; President of the Centre of Political and Strategic Studies (Al-Ahram) from 1975; member of the Curatorium Administrative Council of The Hague Academy of International Law from 1978; member of the Scientific Committee of the Académie Mondiale pour la Paix (Menton, France) from 1978; and associate member of the Institute Affari Internazionali (Rome) from 1979. He served as a member of the Committee on the Application of Conventions and Recommendations of the International Labour Organization from 1971 until 1979. Mr. Boutros-Ghali also founded the publication *Alahram Iqtisadi*, which he edited from 1960 to 1975, and the quarterly *Al-Seyassa Al-Dawlia*, which he edited until December 1991.

The more than 100 publications and numerous articles that Mr. Boutros-Ghali has written deal with regional and international affairs, law and diplomacy, and political science.

During the course of his career, Mr. Boutros-Ghali has received awards and honours from 24 countries, which, besides Egypt, include Belgium, Italy, Columbia, Guatemala, France, Ecuador, Argentina, Nepal, Luxembourg, Portugal, Niger, Mali, Mexico, Greece, Chile, Brunei

Darussalam, Germany, Peru, Cote d'Ivoire, Denmark, Central African Republic, Sweden and the Republic of Korea. He has also been decorated with the Sovereign Military Order of Malta.

*

Mr. Boutros-Ghali was born in Cairo on 14 November 1922. He is married to Leila Maria Boutros-Ghali.

2. The Secretary-General's comments on his arrival at Kigali Airport

Journalist: Mr. Secretary-General, do you have any comments on the

Secretary-General:

I will have a press conference tomorrow and I am ready to answer to all your questions. Thank you!

I would like to thank the Government of Kigali for the welcome it gave me as well as to my delegation, and to tell you how happy I am to be back in this capital city, this time in my new capacity as Secretary-General of the United Nations. It is the first time in the history of your country that a Secretary-General of the United Nations pays you a visit and I am very proud that I am the first African Secretary-General to pay this visit. And on this visit, I want to express the importance the United Nations gives to the relations between the United Nations and Africa and between the United Nations and the Republic of Rwanda.

3. The Secretary-General's Visit to the
National Assembly

Introductory remarks by the President of the
National Assembly

Your Excellency the Prime Minister,
Your Excellency the Deputy Prime Minister,
The Special Representative of the
Secretary-General of the United Nations,
Honourable Ministers,
Honorable Members of the National
Assembly,
Excellencies,

I should start by introducing to you our guest tonight. He is His Excellency Dr. Boutros-Ghali and I have the great pleasure to wish him a warm welcome and a pleasant stay among us, for himself and for the delegation accompanying him. It is an honor for our Parliament to be the place where the Secretary-General wishes to speak to the people of Rwanda; their representatives are very honoured and we think that the message he will give us will be a message of encouragement and support for the peace in our country and in our region as well as for the reconciliation of the Rwandese people.

Your Excellency the Secretary-General,

The Rwandese people have a long history with the United Nations. After World War I, the League of Nations gave Belgium the mandate to rule this country. After World War II and the creation of the United Nations, its trusteeship was given to Belgium again. You understand then, that the United Nations have had, despite everything, a right to examine the socio-economic and socio-political management of this country. The United Nations witnessed the tumultuous decolonization of this country and the first flows of refugees happened when our country was still under trusteeship. 34 years later, the UN came back, against the will of those who were meticulously and cautiously preparing the genocide, which you heard and saw live on T.V. screens. This genocide took place. The forces of the United Nations were there; they withdrew only to come back later when everything was over. This is a source of a serious misunderstanding with the Rwandese people, and

your presence among us, will help us to clear it. Beside this short visit we don't forget the Security Council resolutions on creating the International Tribunal to judge the crimes of genocide and asking the countries hosting the criminals to facilitate their being brought to justice. We think those are positive provisions which show the good will of the international community.

Your Excellency the Secretary-General of the United Nations,

You will recall that the United Nations have imposed an arms embargo on our country. This embargo was directed against the regime which perpetrated the genocide and the massacres of the populations. The basis for this embargo is no longer valid, especially when the perpetrators of these crimes are being armed openly and publicly and don't hide their will to destabilize this country and finish their work. We ask you to use the means at your disposal to remove this measure which has become anachronistic. I will finish by expressing a wish. The United Nations intervened in Rwanda with armed soldiers to maintain peace and security. This peace and security are slowly returning thanks to the efforts of our army and our people who set for themselves the mission of fighting for peace. We request you to convert this United Nations force into an army of educators, teachers, doctors, engineers whose mission will be to fight against ignorance, misery, poverty, all those evils which were at the origin of the genocide we experienced. This contribution will be without any doubt positive for peace in this country and in our region. While reiterating my welcome, I want to assure you that the audience tonight will pay attention to your speech and is expecting a lot from you. You can now address this audience: the members of the National Assembly and the Government officials who are gathered here tonight. Your Excellency, you have the floor.

Dr. Boutros-Ghali addresses the Assembly

Mr. President of the Parliament,
Mr. Prime Minister,
Mr. Deputy Prime Minister,
Honourable Ministers,
Your Excellencies,

Honourable Members of the National
Assembly,

In a few days, you will celebrate the first anniversary of the Government which came into office following the genocide and unbearable atrocities which have cast such a pall over Rwanda and over the African continent as a whole. The African countries stand together, whether because of the Organization of African Unity or because of what they had experienced until the time the United Nations was established. There were only three semi-independent States: Ethiopia, Egypt and Liberia. The African continent therefore shares a common experience which has helped to forge a certain solidarity. So much so that when a tragedy occurs in one country, it has repercussions throughout the continent. The genocide which has taken place in Rwanda has marred the image of the entire continent. This fratricidal war has made it more difficult for the International Organisation and for the international community to cooperate with the African continent, to help the African States find peaceful solutions to their internal or international conflicts, to help them rebuild themselves and be able to participate in the progress of the international community.

I would therefore like to congratulate you for this first anniversary, but at the same time to tell you that you are at the start of a very long journey. It is true that we can find some elements of satisfaction, in the fact that life has begun to return to normal. Your presence here is further proof that you are interested in a democratic system, that you want to discuss. This is why, Mister President, as a former member of Parliament, rather than as Secretary-General of the United Nations, I will suggest, if you agree, that, following this statement, we engage into a dialogue. And I will answer without hesitation the questions that members of Parliament ask and I say to them: "Do not hesitate to ask me undiplomatic questions, and I promise you that you will receive undiplomatic answers."

But let us return to the elements of satisfaction. We see that we are on the road to reconstruction and that Rwanda is trying to put the tragedy behind it. Unfortunately, much still remains

to be done. First of all, there is an urgent need to work to achieve the objectives which were set during the Arusha Agreement. I wish to stress in particular -- and this will be the subject of our discussion -- the importance, the necessity of the entire Rwandese nation's being able to participate fully and democratically in the management of the country's affairs. Politics of exclusion would have consequences that you have experienced and that we have experienced with you. What is more, politics of exclusion would make it exceedingly difficult for the international community to assist, cooperate and collaborate with your country and with other African countries.

The second very important idea, to which we are all committed, concerns the protection of human rights. I am well aware that human rights have been violated in the most atrocious manner and that genocide has occurred. I wish to remind you that I was the first to use the word "genocide" in the international assemblies to mobilize and sensitize international public opinion, in order to secure increased international assistance for your country in political, military, financial or technical areas. I did not succeed. I encountered far greater difficulties than in other situations which were not so serious but which also called for assistance. It is therefore important to find a solution and, in particular, a solution to the problems of refugees. In this connection, the United Nations Organisation is bound by certain international norms, one of which forbids us from compelling refugees to return to their country. We therefore have no way of forcing them to return. That is the first obstacle.

The second obstacle is the fear which you find in the refugee camps, whether in Bukavu, in Goma or on the Tanzanian border. In view of this fear, it is your duty -- because these are your brothers, and I am not trying to preach -- it is your duty, I would say even it is in your interest, to engage into a dialogue with these refugees. Some people are guilty, and they must be punished. We have established an International Tribunal to assist you, and you will have your own national courts. But it is important to engage into a dialogue with the majority of refugees. Only through dialogue can they be prompted to return to their country, to their

villages and to participate in political life, in rebuilding your country. As long as they remain in refugee camps, the reconstruction will be incomplete and, what is more serious, international assistance will also be incomplete. And we will have difficulty in securing this assistance.

I think that I had an extremely frank conversation with the Prime Minister, in the course of which I explained to him the difficulties that I am having today, as Secretary-General of the United Nations, to obtain assistance, whether from donor countries or from non-governmental organizations. You will ask why that is so. Given the multiplicity of conflicts, the international community's assistance, interest and attention are being directed to countries where the situation is improving. I am the first to have acknowledged that progress is indisputably being made in the reconstruction. But in the area of the return of refugees, which is related to human rights problems, there has not been any progress. I do not know what the solution is, and it is certainly not up to the United Nations to find a solution, because it is an internal problem of Rwandese. It is up to the Rwandan to find a solution to their own problems. The sooner you find a solution, the more effective the international assistance, cooperation and support you will obtain from the international community. The longer you take, the greater the conflicts and the difficulties you will be faced with in the future.

And what worries me the most --and I am talking to you as a brother, I am talking to you as an African -- is that we are facing a new donor fatigue. Donor States have other priorities. Their constituents are dissatisfied. Their constituents are saying: "We have our own refugees in our own countries, we have our own sick; we have our own poor; why should we bother about others?". Obviously the role of the Organization of African Unity is to promote African solidarity; that of the Group of 77 is to draw the attention of the Group of Seven and say to them: "Do something about the countries of the third world, do something about the developing countries". But we are finding it increasingly difficult to get that support, that collaboration from the international community.

The International Tribunal for Rwanda is not an easy operation. It is not easy to get the funds necessary to create that Tribunal. It has taken time to elect judges. The mechanism of the system, that of multilateralism, is an extremely lengthy process. Regardless of these problems one must not wait for the International Tribunal to be established to say: "We are going to promote reconciliation. We must begin immediately to promote reconciliation". In that connection, I am in contact with the Organization of African Unity; we are collaborating with the regional organizations, the non-governmental organizations and with the new actors in international relations in order to democratize them, to obtain the support which we are not able to obtain from donor States.

We are therefore appealing to regional organizations, to non-governmental organizations, to all the new institutions, the unions, trade unions, businessmen to help us so that we can help a country which wants to rebuild itself, a country which has suffered an unprecedented tragedy during the second half of the twentieth century.

Everyone thought that since the Second World War was over there would be no more genocide, but there has been another genocide. We must therefore find solutions. Return to peace must be a prerequisite for the reconstruction of Rwanda. Unless you find a way to integrate the refugees and have them return, you will not have any real reconstruction. If they do begin to return, if you do succeed in taking steps to restore confidence, to show that you want justice, not vengeance -- I know you do want justice, you are in favour of justice not in favour of vengeance -- then, you will be able to build a new peace. It will take many years to forget this genocide, to forget this fratricidal war during which many thousands of women, children and men were killed in the most horrible manner.

And we need reconciliation; reconciliation must not be confined to words; it must be reflected in deeds. We are being watched by 185 States, by thousands of non-governmental organizations and hearing criticisms from international organizations. Public opinion has become a new factor in the media revolution which keeps us abreast of what

is happening all over the world. We are therefore compelled to deal with this factor.

As to the United Nations forces, I wish to tell you that if it were up to the Security Council or to the international community, there would be calls for the United Nations forces to leave right away. You can see what has happened in Somalia. I am fighting right now to be able to keep the United Nations forces in the former Yugoslavia. Every day, I am pressured by Member States which say: "Enough is enough, we must withdraw ; if they want to fight, let them go on fighting; if they want to go on preparing future conflicts, let them do so; we will no longer intervene; we will no longer send our men to deal with the problems of other States. These are independent States, let them take charge of their independence; these are sovereign States, let them take charge of their sovereignty; let them sort things out themselves".

I am having to fight, to explain to them that we are part of the same family, the family of nations : "We are equal, we belong to the same family; if a member of the family is in trouble, the other members of the large family must be concerned and help; we are part of the same human family, we are moving ahead in a worldwide civilization, and if you do not make the necessary effort, you will marginalize an entire continent; you will marginalize countries, many millions of inhabitants; you must help us". These are the difficulties we are faced with. Fortunately, we have obtained Security Council resolution 997 (1995), whereby we have succeeded in maintaining United Nations troops until 8 December of this year. But I guarantee that if you were to call for the departure of the troops tomorrow, it would make me very popular with the Security Council and with States that contribute to the expenses of these troops.

I will quote a few figures to give you an idea of the difficulties we are having. A few years ago, there were altogether no more than 3,000 or 4,000 Blue Helmets. And the peace-keeping operations budget was no more than \$400 or \$500 million each year. Today, there are 70,000 Blue Helmets deployed in various parts of the world, not counting the observers. And the budget comes to \$3.6 billion. States are not paying their

contributions. The United Nations Organization is therefore facing an extremely serious financial crisis and Member States' initial reaction is to say : "Reduce the peace-keeping forces, do not bother with States which do not want to help us help them".

I say again that it is important to speak to the international community, to explain that we want to find a solution and not a temporary solution. You have seen some short-term solutions and you are well aware that they merely lead to further confrontations. We want a real solution, one which is based on dialogue, on the spirit of fraternity which should prevail, on a spirit of reconciliation and moderation. I would even say that we must try to forgive, even though that is difficult. We must try to forget. I agree we must not forget the criminals, but it is essential above all that we do not punish an entire people, because if you do so, you punish yourselves. You are part of that people; it is your country, and the international community will be less interested in you.

I wanted to tell you that the United Nations, and particularly the Secretary-General of the United Nations who has spent much of his life dealing with African problems -- I started almost 40 years ago with my first journey in 1944 to Sudan before independence, and I later came to know all the African countries and have visited them dozens of times -- I feel that it is my duty to help the African continent. And I am grateful to the international community for having elected me Secretary-General so that I can be of more help to the African continent. I confess to you, in all honesty : I have often failed, and the African continent is not helping me to help it.

Thank you

Secretary-General Replies to Questions from two Members of Parliament and Two Ministers

Question in arabic —

The S-G: I will translate the question : "There had been talk of genocide last year and the famous

resolution 997 referred to crime. Is there any difference between the two ?"

Reply of the S-G : I think that genocide is a crime; it is an international crime. I do not think that the Security Council had any other idea in mind in referring to crime rather than genocide. Why ? Because once the word genocide was mentioned in a Security Council resolution, it applied for all other resolutions.

Question

Our people were massacred in the presence of very well armed United Nations forces. Instead of helping the population in distress, the United Nations forces withdrew. At the time when the patriotic forces were courageously fighting against the force of evil -- I am referring to the former Government forces -- and when they were going to drive them from the country, the United Nations established a zone to save the murderers. My question is the following, Your Excellency : **Our people today no longer trust the United Nations forces. How are you going to help us in order to restore their trust, which we need ?**

Reply :

I believe that only the Rwandese people can restore that trust for themselves. The United Nations can help you. Nevertheless, you have to help yourselves and God will help you. You have to find solutions. It is for you to develop ways to achieve reconciliation. We are prepared to help you, but we cannot replace you. This is one of the United Nations policies; it helps peoples, it helps the protagonists in a conflict. But the protagonists themselves must find solutions. We are ready to help them. So far as trust is concerned, the Rwandese people themselves must heal their wounds and find ways to initiate a dialogue in order to take measures to create trust, and, on that basis, you'll be able to build peace, I would even say to institutionalize peace. This is what we call, in our United Nations jargon, "peace-building". So it is not only a question of signing a paper or even bringing the refugees back. It is a question of reaching another stage and preparing for a further, more important, stage of peace-building.

Two countries experienced three terrible wars : France and Germany. In 1870, 1914 and 1939, those countries suffered millions of deaths, but they were able to build a unity. They had two great men : Adenauer and de Gaulle. If they were able to find a solution, if others have found a solution, you must find one and it will be your solution. It is for you to find the way ; it is for you to begin the dialogue and create mutual trust. We are to help you but we cannot replace you. This is my message : help us so that we can help you because I am encountering difficulties in helping you. If you do not help me, I shall not succeed in helping you. You must find the solution.

Question

(a) You dwell on the question of dialogue. And I am sure, both the UN and the international community in general know that Rwanda has opened its gates to the Rwandese outside these borders without conditions. But you insist that there should be dialogue. My question is: must we have dialogue with those who committed genocide? Is that your advice?

(b) Reports have again and again come that people who committed genocide in this country have been armed and are continuing to be armed outside Rwanda. This Government has inherited an arms embargo which is being maintained by the UN, the same UN that has had consistent reports of people who committed genocide being armed. Is that logical, Your Excellency?

(c) The question of reconciliation: In Rwanda we think and believe that reconciliation is a process that needs a number of prerequisites. Prerequisite No.1 is justice; prerequisite No.2 is that there must be a level of consent of whoever committed crime, and even those against whom crime was committed must have a kind of relationship with those who committed it. How does the UN foresee a reconciliation without those necessary prerequisites? I would like the Secretary-General of the UN to give his advice on this.

Answer

Concerning the first question, certainly I did not advocate dialogue with those who committed genocide or those who were the instigators of genocide. They have to be condemned. This is why we have the International Tribunal. But there is a difference between those who were behind the operations and the average men who may have done a lot of mistakes. So this is the first difference.

On second question, I completely agree with you. That is why we adopted a resolution of the Security Council to send observers on the border to stop the infiltration of arms coming to certain elements of the former Government. We are aware of this, but again we cannot act unless there is an agreement of the Member States. The Security Council sent a special envoy who was received by your Government. He went without delay to the neighbouring countries and all of them refused the presence of observers. They said that would be interference in their internal affairs and the problem remains the responsibility of the Government of Kigali to solve.

Those countries say the Rwanda Government must find a solution to bring back the refugees and it must not be done at their expense. It is enough that they are paying the price of having a million refugees with all the complications. In fact, I have received letters asking the UN to intervene to get rid of those refugees. We have tried to solve the problem, but according to the rules our system does not allow the use of force to compel the refugees to return. Repatriation must be based on their own political will.

Finally about the embargo, I have no objection of lifting the embargo. It is not my decision, it is the decision of the Security Council. But I am afraid that the day you lift the embargo you will have complications which the international community, saying: "They are using our assistance to buy arms; let us stop our assistance". So if you are sure lifting the embargo will have no impact on international aid, I will be the first to say: "Come on! Lift the embargo". We had the same problem in Bosnia, but again you have to understand that this

is not my decision. It is the decision of the donor countries and unless they are ready to adopt a new position, we will not be able to change their mind.

Question

Your Excellency, I think your diagnosis is correct when you say that the problem of Rwanda is essentially the problem of refugees from within the country. But it is perhaps less correct to maintain, as you do, that it is a basically Rwandese problem. This is the same as saying that Rwanda refuses to repatriate its refugees. Unless you have reports to the contrary effect, Rwanda has declared its intention to receive all Rwandese who are outside the country. The problem that we have always met is the fact that those refugees are being organized by those who committed genocide. And we have asked the United Nations to take steps to separate the population from those who carried out the genocide. I think therefore that the international community should help us to bring about this separation. What is the United Nations doing in order to achieve that separation ?

There is another matter of the prisons. You seem to say that there will be peace in Rwanda only if there is justice and not vengeance. There is a sort of unfounded accusation in what you said, at least in the way you presented it. In the current situation, there are indeed many prisoners ; but if there was vengeance, there would not be any prisoners. We are waiting for justice and we want this justice to be done. I think that we are aware of the fact that indeed the future of Rwanda will be based on sound justice. And we want to have it. But I think that your statement levels accusations that we would sooner advocate vengeance. I assure you that this is not the case and if the reports that you have received indicate this, I think that they should be reexamined or, at least, those reports should prove what they assert.

Reply:

I am not accusing anyone and I am not making any unfounded accusations. I am trying to help you; you are isolated here; you do not know what the attitude of international public opinion is. My objective is to help you and to tell you how the

international community perceives the situation. This does not in any way mean that I share that point of view. On the contrary, I am trying to help you by telling you that I have tried to achieve what you want I called upon 46 States to obtain forces in order to clear the refugee camps and eliminate the negative elements there, who, as you know, are arming themselves and preparing for further confrontations. I haven't succeeded. It is interesting to know why I did not succeed: it is because the international community did not accept this approach, and this is the problem. It is in your interest to try to convince the international community. The fact that 46 States refused to intervene or send troops shows that they do not support my analysis of the situation.

My analysis is the same as yours. I support it 100 per cent, but I am only one individual. The international community has another view of the situation. Your role as Members of Parliament, therefore, is to try to correct that view or perception. The information that I am giving to you is correct. It is not at all from our reports. I am telling you what I receive as the reactions of non-governmental organizations. I am telling you what I receive as the response of Member States of the international community. Take this specific case : 46 countries said no. That indicates something. I wish to tell you specifically that I fully support your analysis of the situation and your three questions. I agree with you, but I have little to offer. I am an honest broker, I serve as a catalyst trying to gain the support of the international community. I am the one who requests States, who tells them that a special fund should be set up to help Rwanda, that we need the money necessary for such an operation. The international community has responded differently.

The main thing I want to tell you -- and this is my message -- is that you should take into account the international community. Because today, it is playing an increasingly important role and we must call upon it in order to get cooperation, support, assistance, particularly technical assistance, and so forth. Be careful ! You do not know what the international community is thinking, what Governments are thinking . I am telling you this now so that you will bear it in mind

and try to find a solution to this problem. You do need the international community. All States need the international community. We are witnessing a further globalization of international events in which an important role is to be played more and more by the international community, be it through non-governmental organizations, trade unions, members of Parliament, the press, CNN, the television, newspaper commentators, articles, and so on. They form the image held by the international community. It is not only a question of an image, but also of results. I am fighting for you. I have been fighting to obtain soldiers, but it is more and more difficult for me to obtain them; I have not succeeded. Do you think that when you experienced genocide, I was not fighting in order to try to obtain soldiers, to keep the soldiers in place? I did not succeed because I am unable to tell States: "You must stay". They are the ones to decide. It is important to consider the international community. Today, no one is alone any longer, And the position of the international community is as I have indicated to you.

I thank you as a former Member of Parliament. I wish you good luck and want to tell you that you have at least a friend who wishes to help you. I spoke to you so frankly because I consider myself a brother to the Rwandese people. I could have said very nice words to you and you would have left this meeting saying: "What a nice man he is, the Secretary-General. He told us : Well done, you are making progress; you found a solution to your problems; I am going to help you; everything is marvelous". I felt that you were wise and important enough for me to speak to you frankly. Maybe this shocked you, but it is because I consider myself a brother and a friend. I have fought for you for two years and shall continue to do so. But help me. This is my message. I need your help if you want me to win the fight that I am waging for you. I was asked to go to the former Yugoslavia at this time. I refused. I came here to express my support to you and to tell you how much I want to help you. But I ask you to help me and this is what I told your Prime Minister and you, Members of the Parliament. This is what I shall also say to the Rwandese people if I have the opportunity to meet them. It is your task to find a solution. What you may have thought was an

unfounded accusation is not. I merely told you what the international community's image of Rwanda is.

Thank you!

4. Dr. Boutros-Ghali addresses UN personnel and awards medals

I will ask you one minute of silence in memory of the Rwandese citizens and UNAMIR soldiers who lost their lives during the war and during the genocide.

First of all I want to thank the staff and the troops of UNAMIR for the dedication and commitments, specially those who remained in Rwanda during the war. In spite of what has been said you have helped the people of Rwanda. We are here to promote peace, development and democracy. These are the objectives of the United Nations. We must never forget the genocide, the atrocities which have been committed, and justice must be transparent; justice must be strong. This is the reason why the United Nations have created an International Tribunal. We have finished all the formalities, the Tribunal will be in Arusha and it will condemn those who have participated in the genocide. Nevertheless, it is important to make a distinction between justice and vengeance. We are for justice, for equitable justice and we must promote the national reconciliation of this nation.

The work you are achieving is admirable. The international community thanks you for what you have done and for what you will do. The international community needs the United Nations. It needs Blue Helmets. We have today 70 000 Blue Helmets in different parts of the world and despite the difficulties in former Yugoslavia, in Angola, in Central America, in Haiti, we will keep on maintaining peace, promoting development, and, what represents the synthesis of peace and development, which is democracy. Once again, thank you for what you are doing for the international community. Your presence here expresses the international solidarity between the nations and the peoples.

Thank you.

5. The Secretary-General Visits Nyarubuye

During his official visit to Rwanda, the Secretary-General of the United Nations, Dr. Boutros Boutros-Ghali, visited Nyarubuye Catholic Parish in Kibungo Prefecture.

Nyarubuye Catholic Parish lies about 150 Km east of Kigali, in the Kibungo prefecture. The church is a clear reminder of the senseless massacres that shocked the World for three months last year.

With thousands of skeletons packed inside the church and strewn all over its compound, the place has become a real-life macabre museum of the anti-Tutsi genocide. A symbol of high morals and saintliness, the church was assumed to be an inviolable sanctuary for the hunted men, women and children, whose presumed crime was the natal data of their ethnicity. Such was the savagery of ethno-political indoctrination among the then ruling party youth-wingers, known as **INTERAHAMWE** (those who attack together), that they showed no scruples about violating the sanctity of life within holy sanctuaries.

They were assisted in this by the then Government troops from the nearby Kibungo prefecture headquarters. Army supplied grenades and other weapons were used to break church doors and windows. The carnage followed without any mercy for the aged, women, children and babies. The same scenario was witnessed nearly at all churches throughout the country. The rare exceptions include Saint Paul Church in Kigali, where a young priest managed to protect over 2000 people, until they were rescued by the RPF on 17 June 1995. A gleam of hope and humanism in the dehumanised setting of last year's genocide!

*

On his way back to Kigali, the Secretary-General made an air viewing of the Nsinda prison, about 70 Km east of the Capital. The prison has about 930 detainees accused of acts of genocide.

Rwanda's prisons are extremely overcrowded with about 48 000 inmates country-wide, in

17 facilities meant for about 12 000 people. The congestion is a result of last year's genocidal upheavals, which, to compound the problem, caused also the collapse of the judicial system.

In the meantime, UNAMIR, is collaborating with other international institutions to expand the prisons and ease the congestion, while improving some amenities there, such as water supply and sanitation. The project at Nsinda is being implemented by UNAMIR, UNDP, UNHCHR and the International Committee of the Red Cross (ICRC). When the expansion is over, the Nsinda prison will have enough capacity to accommodate 5 000 inmates. This will enable the authorities to transfer detainees from over-crowded prisons to newly expanded facilities, including the one at Nsinda.

6. The Secretary-General gives his impressions of the visit at his departure

I would like to thank the President of the Republic, the Vice-President, the Prime Minister, the members of the Cabinet, members of Parliament and the Rwandese people for their warm welcome. I would like to say that I had extremely constructive meetings with the President, the Vice-President and the Prime Minister. I came to bring a message of friendship to the Rwandese people, on the occasion of the first anniversary of the new Government, and to wish success to the country in its reconstruction and national reconciliation. Rwanda needs peace, economic development, democracy ; and the United Nations are here to help it achieve these great objectives. I have noticed the difference between the situation one year ago and today. There is real progress, but you must keep on, you must maintain the momentum in favour of this journey towards peace, economic development and democracy.

Question

Mr Secretary-General of the United Nations, today the Organization has a poor image. Lately the possibility of a reform of the UN was mentioned. Are you ready to make this reform ?

Reply

I am in favour of the reform; it is an on-going process that we carry on every day.

Question

What is your feeling during your visit in Rwanda, regarding the fact that the Security Council authorized last year the departure of UNAMIR right during the genocide ?

Reply

The Security Council did not authorize the departure of UNAMIR right during the genocide. It had the choice between two options : the first was to increase the forces and the other to reduce them. You should know that the Security Council of the United Nations doesn't possess any forces. These forces depend on the Member States. So if a Member State decides to withdraw its forces, we cannot do anything to prevent it.

When we were in Somalia, the American, French and German forces withdrew. So it doesn't depend on us. The States put at the United Nations disposal the peace-keeping forces, but they have the right to withdraw them whenever they want. You see the problem.

Question

Your Excellency, yesterday you said that we should help you so that you can help us, did you tell this to the Government of Rwanda ? If you were one of the Government Leaders in Rwanda, a country where there is a problem of refugees, one million of whom have come back already, where also there is a problem of prisoners lacking enough space and facilities. What exactly would you do, bearing in mind all the problems that this country is going through?

Reply

We are here to help to solve those problems and this is the purpose of my visit to see how we are operating, how we are offering that technical assistance. I visited the new buildings which are being constructed. We are here to help.

Question

Your Excellency, the United Nations Security Council put an embargo on Libya because it would not hand the two suspects who are concerned with the Lockerbie bombing. On the other hand the people who killed over one million Rwandese are running free in various countries, in Europe and in Africa. And it seems that the Security Council has not done enough to apprehend the suspects and put an embargo on those countries. Don't you think that this is applying double standards ?

Reply

I have received the mandate from the Security Council to negotiate with the Libyan Government to find the solution to this problem.

Thank you.

PART II: UNAMIR

1. UNAMIR in brief

UNAMIR was set up on 5 October 1993 by Security Council resolution 872 (1993). This followed the request from a joint mission to the UN of the then Rwanda Government and the Rwandese Patriotic Front (RPF). The two parties to the Arusha Peace Agreement wished the UN to provide a peace-keeping force to facilitate the implementation of their Accord. Pending the merger of the Government troops and the Rwandese Patriotic Army (RPA) into a national army, as agreed in the peace pact, it was indeed necessary to find a reliable neutral force to support the secure installation of a transitional Government and transitional National Assembly. Accordingly, the first mandate involved the following:

(a) Monitoring the demilitarised zone between the Government forces and RPA;

(b) Assisting in providing security in Kigali;

(c) Assisting in demarcating the assembly zones for the merger of Government forces and RPA;

(d) Carrying out preparations for disengagement, partial troop demobilisation and final merger of two armies into a national army.

The first UNAMIR Force Commander, Brigadier-General Romeo A. Dallaire (Canada) arrived in Kigali on 22 October 1993. By mid-December, the contingents from Belgium and Bangladesh were deployed as a full UNAMIR battalion for security in the capital. The Kigali weapons-secure area was established on 24 December 1993.

On 28 December, UNAMIR brought RPF leaders and their 600 RPA escort from their headquarters at Mulindi (75 Km north of Kigali) to their new headquarters at the National Assembly Building in Kigali. This was a very crucial step in the facilitation of the Peace Agreement implementation.

Unfortunately, there followed a political impasse due to disagreements over the lists of members of the Transitional Government and the Transitional National Assembly. Throughout that crisis in January, February and March, UNAMIR forces helped stabilise the situation. Despite the increased tensions and the long-drawn stalemate, the ceasefire continued to hold.

UNAMIR's moderating effect and the dialogue among the various political forces came to an abrupt end when President Habyarimana died in a plane crash on 6 April 1994. The whole scenario turned totally chaotic. Wide-spread killings began in Kigali, started by unruly members of the Presidential Guard. They quickly swept across the country, under the machettes of militias (Interahamwe) trained by the President's Party (MRND).

The targets were primarily Tutsis, regardless of their political opinion, or their helpless status - as in the case of the aged, young children and babies. Hence the categorisation of the massacres as genocide or crime against humanity. At the same time, however, opposition Hutus viewed as moderate or ethnically non-sectarian became also victims of these mass killings. These included the Provisional Government Prime Minister, Mrs. Agathe Uwilingiyimana, who

was killed with her 10 UNAMIR escorts from the Belgian battalion.

Following the murder of the Belgian soldiers and threats to Belgian nationals generally, the Government of Belgium decided to withdraw its battalion from UNAMIR. Some other Governments expressed the same wish. UNAMIR found it impossible to carry on with its original mandate. Within a few days from the start of the massacres, the RPF had resumed fighting against the Government troops. On 20 April 1994, the Secretary-General reported to the Security Council that UNAMIR personnel **"cannot be left at risk indefinitely when there is no possibility of their performing the tasks for which they were dispatched"**.

The Secretary-General presented three alternatives to the Security Council:

- immediate and massive reinforcement of UNAMIR and a new mandate to coerce opposing forces into a cease-fire;
- a small group under the Force Commander to act as an intermediary for a cease-fire agreement;
- complete withdrawal of UNAMIR.

On 21 April 1994, the Security Council decided in its resolution 912 (1994) to reduce UNAMIR to 270 troops as proposed by the Secretary-General in his second alternative. It adjusted UNAMIR's mandate so that it would act as an intermediary between the Government forces and the RPA in a bid to secure a cease-fire. UNAMIR was also to assist in the resumption of humanitarian relief operations and to monitor the developments in Rwanda, including the safety and security of civilians who sought refuge in its area.

On 29 April 1994, the Secretary-General reported to the Security Council that the situation had further deteriorated in Kigali and other parts of Rwanda. Another report was presented to the Security Council by the Secretary-General on 13 May,

pointing out that a "major humanitarian crisis" had developed, with nearly 2 million people having been displaced. With the establishment of UNREO to coordinate relief activities in Rwanda, it was essential that UNAMIR be empowered to ensure the security of relief organisations involved.

This required setting up UNAMIR II, with an expanded mandate to provide security for displaced persons and other civilians at risk as well as protection for humanitarian agencies. The endorsement came in Security Council resolution 918 (1994) of 17 May, which, in addition, imposed an arms embargo on the country. The recommendation to expand UNAMIR II to 5 500 troops was approved in the same resolution, but only for the first phase which entailed redeployment of 179 military observers from Nairobi to Rwanda and bringing up to full strength the infantry battalion left in Kigali. In its subsequent resolution 925 of 8 June 1994, the Security Council adopted the Secretary-General's recommendations for the deployment of an expanded UNAMIR, invited the international community to contribute generously to the Trust Fund for Rwanda and demanded that all parties to the conflict cease hostilities.

In a letter to the President of the Security Council, dated 19 June, the Secretary-General reiterated the need for an urgent and coordinated response by the international community to the genocide which had engulfed Rwanda. Indicating the slow response to troop mobilisation for UNAMIR II, he asked the Security Council to consider the offer of the Government of France to undertake a French-commanded multinational operation, with intervention mandate under Chapter VII of the Charter, to assure the security of displaced persons and civilians at risk in Rwanda. The operation, code-named *Turquoise*, would only last until UNAMIR is brought to the necessary strength to take over from the multinational force. By its resolution 929 of 22 June 1994, the Security Council welcomed the proposal and decided that the operation would be limited to two months following the resolution, unless the Secretary-General determined before then that an expanded UNAMIR was able to carry out its mandate.

The French initiative was launched on 23 June. From the start, close cooperation at all levels was established between UNAMIR and Operation Turquoise, with frequent contacts between both Force Commanders. Although the French mandate was to run up to 21 August, the Prime Minister of France informed the Security Council on 11 July that the French force would commence its withdrawal on 31 July. In the meantime, the RPA had captured the capital, Kigali, and the country's second major city of Butare in the south as well as the administrative towns of Kibungo, Byumba, Gitarama and Ruhengeri. The town of Gisenyi fell on 17 July.

The swift RPA advance had the effect of causing large numbers of fleeing civilians, whose displacement was largely due to inflammatory broadcasts from radio stations controlled by elements of the former Government. Operation Turquoise shielded the remaining districts of Cyangugu, Kibuye and Gikongoro, where thousands of displaced persons flocked into make-shift camps. While expressing its strong opposition to the French move, the RPF did not seek confrontation with French forces which, on their side, avoided provocation.

By 18 July 1994, fighting was over and a new Broad-Based Government of National Reconciliation was formed on 19 July. Meanwhile, on 22 July, the Secretary-General had launched a US\$ 434.8 million consolidated inter-agency appeal for the Rwandese crisis. The immediate priority was to take care of the refugees who had left the country and to provide humanitarian assistance for those who were still in Rwanda. The Secretary-General noted that clandestine radio broadcasts which were fanning the hatred and fear had aggravated an already dramatic situation. He also observed that retreating soldiers of the former Government had urged and forced whole populations to leave their homes and follow them in exile. In some cases, massacres had even been perpetrated in order to create situations of panic, chaos and fear. More than 2 million people had fled to neighbouring countries, especially to Zaire and Tanzania. In addition, as many as 2 million internally displaced persons were estimated to be in "the humanitarian protected zone" in South-West Rwanda.

To prevent an outflow of this group into Zaire, it was necessary to ensure the capacity of UNAMIR to take over responsibility in the area and to increase the humanitarian presence and activities there. The new Government had indicated its commitment to encourage refugees to return home, to ensure their protection and to permit full access to all those in need throughout the country. In discussions with UNAMIR, the new Rwanda Government had shown that it would not insist on taking control of the humanitarian zone immediately, provided that UNAMIR would ensure its stability. Another area of concern was the North-Western region, where UNAMIR deployed a company along the border near Goma, Zaire, to encourage the return of refugees. The UNAMIR presence in that region helped build confidence among the refugees wishing to return home.

UNAMIR began deploying troops in the Humanitarian protected zone on 10 August 1994 and on 21 August, the closing date for Operation Turquoise, it assumed full responsibility for the zone. UNAMIR troops established a presence throughout the region, ensuring stability and security and providing support for humanitarian relief operations. The Government also launched a campaign to reassure the population. As a result of these combined efforts, a new major exodus of refugees to Zaire was averted. UNAMIR troops were deployed in all parts of the country in order to promote security and to create a climate conducive to the safe return of refugees and displaced persons to their communities. Another major goal was to support humanitarian operations. In the meantime, UNAMIR's civilian police, whose role had been to maintain liaison with the local civilian authorities on matters of public safety, initiated a training programme for the national Gendarmerie. This was done at the request of the Government. The CIVPOL continued also to assist UNAMIR military observers and troops in dealing with police matters.

Reporting to the Security Council on 25 November 1994, the Secretary-General said that UNAMIR had reached its full authorised strength of 5,500 all ranks. The troops and military observers were deployed in six sectors: Sector 1 (north-east), Sector 2 (south-east), Sector 3 (south), Sector 4 (south-west), Sector 5 (north-west) and Sector 6

(Kigali City). UNAMIR continued to assist with the transport of refugees and internally displaced persons returning voluntarily to their homes, while maintaining protection for populations at risk in various areas and at displaced persons' camps in Rwanda. At the same time, the Mission was working with the humanitarian agencies and the Government of Rwanda to develop and implement a strategy to close the internally displaced persons' camps gradually, by ensuring the return of IDPs to their homes. And for more confidence-building, UNAMIR troops intensified their monitoring, observation and troops patrol duties, to reassure civilians who feared a backlash of revenge killings.

On 30 November 1994, the Security Council, with the full approval of the Rwanda Government, extended the mandate of UNAMIR to 9 June 1995. Security Council resolution 965 (1994) set for UNAMIR the following tasks:

(a) Contributing to the security and protection of displaced persons, refugees and civilians at risk in Rwanda;

(b) providing security and support for the distribution of relief supplies and humanitarian relief operations;

(c) Exercising its good offices to help achieve national reconciliation within the frame of reference of the Arusha Peace Agreement;

(d) Contributing to the security in Rwanda of personnel of the International Tribunal for Rwanda and human rights officers;

(e) Assisting in the establishment and training of a new, integrated national Gendarmerie.

The last two points were new additions to the mandate of UNAMIR II. Presenting his report to the Security Council for the mandate renewal on 18 November 1994, the Secretary-General had observed that the new Government of Rwanda must be assisted in creating conditions inside the country under which large-scale repatriation and reintegration of refugees and internally displaced persons could take place. The Government had indicated its commitment to creating such

conditions and requested assistance from the international community for that purpose.

With the new six-month mandate in December 1994, UNAMIR embarked on a screening exercise to enhance security in the Kibeho and Ndago displaced persons camps, where disruptive elements denied fellow IDPs the freedom to return home. The operation was undertaken from 13 to 15 December, in the presence of human rights monitors and ICRC representatives. A total of 44 people were caught and handed over to the Rwandese authorities. UNAMIR discovered and confiscated caches of grenades, machettes and spears. The success of this operation helped to create a favourable climate for the launching of "Operation Retour" on 29 December.

This was an inter-agency initiative aimed at facilitating the safe resettlement of IDPs. Activities included provision of security for safe travel home, as well as provision of medical, food, water, sanitation and other basic assistance in the home communes. Some 25 000 people returned home in January. But due to propaganda from some extremists within the camps, the momentum came to an end. After showing some considerable patience, the Government decided to close the Kibeho Camps. The resulting crisis became the subject of an international commission of enquiry, whose report has had wide international coverage. But even before the publication of that report, UNAMIR was a stabilizing factor and a neutral party that helped build confidence bridges, until all displaced persons left Kibeho for home, in a UNAMIR-led inter-agency operation.

On 9 June 1995, the mandate of UNAMIR was renewed for another six months through resolution 997, which was adopted unanimously. The new mandate took into consideration the fact that there were no more displaced persons in Rwanda and left the protection of Rwandese citizens to the sovereign Government of Rwanda. It further authorized a reduction of the force level to 2300 troops within three months and to 1800 troops within four months. The number of military observers and civilian police was maintained as it was. It was felt that the reduction of troops reflected the improved situation of security in

Rwanda. The new mandate will expire on 8 December 1995. Its renewal will largely depend on the wish of the Rwanda Government.

2. New mandate: Resolution 997 (1995) adopted unanimously on 9 June 1995

The Security Council,

Recalling all its previous resolutions on the situation in Rwanda, in particular its resolution 872 (1993) of 5 October 1993 by which it established the United Nations Assistance Mission for Rwanda (UNAMIR), and its resolutions 912 (1994) of 21 April 1994, 918 (1994) of 17 May 1994, 925 (1994) of 8 June 1994, and 965 (1994) of 30 November 1994, which set out the mandate of UNAMIR,

Having considered the report of the Secretary-General on UNAMIR dated 4 June 1995 (S/1995/457),

Recalling also its resolution 955 (1994) of 8 November 1994 establishing the International Tribunal for Rwanda, and its resolution 978 (1995) of 27 February 1995, concerning the necessity for the arrest of persons suspected of certain offences in Rwanda,

Stressing the importance of achieving genuine reconciliation among all members of Rwandan society within the frame of reference of the Arusha Peace Agreement,

Noting with great concern reports of military preparations and increasing incursions into Rwanda by elements of the former regime and underlining the need for effective measures to ensure that Rwandan nationals currently in neighbouring countries, including those in camps, do not undertake military activities aimed at destabilizing Rwanda or receive arms supplies, in view of the great likelihood that such arms are intended for use within Rwanda,

Underlining the need for increased efforts to assist the Government of Rwanda in the promotion of a climate of stability and trust in order to facilitate the return of Rwandan refugees in neighbouring countries,

Emphasizing the necessity for the accelerated disbursement of international assistance for the rehabilitation and reconstruction of Rwanda,

Calling again upon all States to act in accordance with recommendations adopted by the Regional Conference on Assistance to Refugees, Returnees and Displaced Persons in the Great Lakes Region, held in Bujumbura in February 1995,

Recognizing the valuable contribution that the human rights officers deployed by the High Commissioner for Human Rights to Rwanda have made towards the improvement of the overall situation,

Acknowledging the responsibility of the Government of Rwanda for the safety and security of all UNAMIR personnel and other international staff serving in the country,

Reaffirming the need for a long-term solution to the refugee and related problems in the Great Lakes States, and welcoming, therefore, the intention of the Secretary-General to appoint a special envoy to carry out consultations on the preparation and convening, at the earliest possible time, of the regional Conference on Security, Stability and Development,

1. Decides to extend the mandate of UNAMIR until 8 December 1995 and authorizes a reduction of the force level to 2,330 troops within three months of the adoption of this resolution and to 1,800 troops within four months;

2. Decides to maintain the current level of military observers and civilian police personnel;

3. Decides, in the light of the current situation in Rwanda, to adjust the mandate of UNAMIR so that UNAMIR will:

(a) Exercise its good offices to help achieve national reconciliation within the frame of reference of the Arusha Peace Agreement;

(b) Assist the Government of Rwanda in facilitating the voluntary and safe return of refugees and their reintegration in their home communities, and, to that end, to support the Government of Rwanda in its ongoing efforts to promote a climate of confidence and trust through the performance of monitoring tasks throughout the country with military and police observers;

(c) Support the provision of humanitarian aid, and of assistance and expertise in engineering, logistics, medical care and demining;

(d) Assist in the training of a national police force;

(e) Contribute to the security in Rwanda of personnel and premises of United Nations agencies, of the International Tribunal for Rwanda, including full-time protection for the Prosecutor's Office, as well as those of human rights officers, and to contribute also to the security of humanitarian agencies in case of need;

4. Affirms that the restrictions imposed under Chapter VII of the Charter of the United Nations by resolution 918 (1994) apply to the sale or supply of arms and matériel specified therein to persons in the States neighbouring Rwanda, if that sale or supply is for the purpose of the use of such arms or matériel within Rwanda;

5. Calls upon the States neighbouring Rwanda to take steps, with the aim of putting an end to factors contributing to the destabilization of Rwanda, to ensure that such arms and matériel are not transferred to Rwandan camps within their territories;

6. Requests the Secretary-General to consult the Governments of neighbouring countries on the possibility of the deployment of United Nations military observers, and to consult, as a matter of priority, the Government of Zaire on the deployment of observers including in the airfields located in Eastern Zaire, in order to monitor the sale or supply of arms and matériel referred to above; and further requests the Secretary-General to

report to the Council on the matter within one month of the adoption of this resolution;

7. Takes note of the cooperation existing between the Government of Rwanda and UNAMIR in the implementation of its mandate and urges the Government of Rwanda and UNAMIR to continue to implement the agreements made between them, in particular the Status of Mission Agreement of 5 November 1993 and any subsequent agreement concluded to replace that Agreement in order to facilitate the implementation of the new mandate;

8. Commends the efforts of States, United Nations agencies and non-governmental organisations which have provided humanitarian assistance to refugees and displaced persons in need, encourages them to continue such assistance, and calls upon the Government of Rwanda to continue to facilitate their delivery and distribution;

9. Calls upon States and donor agencies to fulfil their earlier commitments to give assistance for Rwanda's rehabilitation efforts, to increase such assistance, and in particular to support the early and effective functioning of the International Tribunal and the rehabilitation of the Rwandan judicial system;

10. Encourages the Secretary-General and his Special Representative to continue to coordinate the activities of the United Nations in Rwanda including those of the organizations and agencies active in the humanitarian and developmental field, and of the human rights officers;

11. Requests the Secretary-General to report to the Council by 9 August 1995 and 9 October 1995 on the discharge by UNAMIR of its mandate, the humanitarian situation and progress towards repatriation of refugees;

12. Decides to remain actively seized of the matter.

XXXX

In a statement to the Council, the representative of Zaire called for an independent investigation to refute the claims that his country had been involved with the sale or supply of arms for use in Rwanda. He said it was up to the Government in Rwanda to create a favourable climate for the return of the refugees.

The representative of Rwanda, speaking after the vote, called for an end to the arms embargo against his Government and for an international commission to study the problem of the refugee camps. He added that the change in the UNAMIR mandate reflected the changed situation in his country.

The Members of the Security Council are:

Argentina, Botswana, China, Czech Republic, France, Germany, Honduras, Indonesia, Italy, Nigeria, Oman, Russian Federation, Rwanda, United Kingdom and United States.

Troop reduction

Since the adoption of the new mandate both the formed troops and military observers have reorganized, restructured and adopted the new tasks. Accordingly, all units have consolidated in company sized. The Concept of Operations developed by the Force Commander will see the 1800 personnel force restructured by early October as reflected on the attached map:

(a) Indian Battalion (Indbatt): 660 personnel in Kigali (Sector 1) for protection of UN facilities;

(b) Ghana company (Ghancoy): 135 personnel in Kigali for the protection of the offices of the International Tribunal and Human Rights Centre;

(c) Indian Force Signal Company: 75 personnel in Kigali and the four Sector Headquarters to provide communication support;

(d) Indian Force Engineer Company: 125 personnel in Kigali to provide engineering support and advice throughout Rwanda;

(e) The Canadian Mission Support Group: 85 personnel to provide the military element of the UNAMIR integrated logistics system;

(f) A Military Police Platoon of 45 internationals;

(g) A Headquarters Force consisting of 35 international staff officers;

(h) A second company (COY): 135 personnel from Ghana in Sector 2 located in Kibungo;

(i) Mali company (Malicoy): 135 personnel at Gikongoro in Sector 3;

(j) Malawi company (Malawicoy): 135 personnel at the Shangasha Tea Factory in Sector 4; and

(k) Nigeria company (Nicoy): 135 personnel in Nyundo in Sector 5.

The reduction of units has progressed very orderly and UNAMIR military strength is now at 2950.

3. Demining: Resolution 1005(1995) adopted by the Security Council on 17 July 1995

The Security Council,

Recalling its previous resolutions 918 (1994) of 17 May 1994, and 997 (1995) of 9 June 1995,

Noting with concern that unexploded landmines constitute a substantial hazard to the population of Rwanda, and an impediment to the rapid reconstruction of the country,

Noting also the desire of the Government of Rwanda to address the problem of unexploded landmines, and the interest on the part of other States to assist with the detection and destruction of these mines,

Underlining the importance the Council attaches to efforts to eliminate the threat posed by unexploded landmines in a number of States, and the humanitarian nature of demining programmes,

Recognizing that safe and successful humanitarian demining operations in Rwanda will require the supply to Rwanda of an appropriate quantity of explosives for use in these operations,

Acting under Chapter VII of the Charter of the United Nations,

Decides that, notwithstanding the restrictions imposed in paragraph 13 of resolution 918 (1994), appropriate amounts of explosives intended exclusively for use in established humanitarian demining programmes may be supplied to Rwanda upon application to and authorization by the Committee of the Security Council established by resolution 918 (1994).

Security Council approves US demining programme for Rwanda

The Security Council Committee on the Rwanda arms embargo held its third meeting on 19 July and approved a request from the United States to supply demining explosives to Rwanda.

The Committee was established pursuant to resolution 918 (1994) of 17 May 1994, which declared an arms embargo on the then Rwanda Government and the Rwandese Patriotic Front.

The embargo on the Rwanda Government has been maintained in subsequent resolutions that renewed the UNAMIR mandate on 30 November 1994 and on 9 June 1995.

Following bilateral arrangements for a demining assistance programme in Rwanda, the US Government requested the Security Council to waive part of the embargo in order to allow American supply of explosives and related materials for demining operations throughout Rwanda.

The approval follows the unanimous decision of the Security Council on 17 July 1995 through resolution 1005 (1995) to grant the US request, subject to the authorization of the

Committee set up to monitor the arms embargo imposed on Rwanda.

At the Committee's session on 19 July 1995, the Committee adopted its guidelines for internal procedures and decided to convey them to all UN member States.

4. Report on the proposed deployment of MINLOBs in the Great Lakes' Region

In his report dated 9 July 1995 (S/1995/552) on the implementation of the arms embargo imposed against Rwanda and Rwandan factions in neighbouring countries by Security Council resolution 918 (1994), the Secretary-General of the United Nations describes the results of consultations held between his Special Envoy and the countries neighbouring Rwanda on the proposed deployment of United Nations military observers in their respective territories, including at the airfields located in eastern Zaire, to monitor the sale or supply of arms and matériel. The report states that although Rwanda and Burundi welcomed the proposal, there was strong opposition in some countries to the deployment of United Nations observers.

The report is issued in accordance with resolution 997 (1995) of 9 June which affirmed the Council restrictions imposed under Chapter VII of the Charter by resolution 918 (1994) applied to the sale or supply of arms and matériel to persons in the States neighbouring Rwanda, if they were for use within Rwanda. The resolution called upon those States to take steps to ensure that arms or matériel were not transferred to Rwandan camps within their territories. It also requested the Secretary-General to consult with the neighbouring governments and to report to the Council on the matter within one month.

The Secretary-General's Special Envoy visited Rwanda and its neighbouring countries from 20 June to 28 June. He found that all countries reiterated their support for efforts to prevent the resumption of armed conflict in Rwanda and stressed the link between stability in Rwanda and the situation in the subregion generally. They showed a growing recognition not only of the gravity of the risks confronting them but also of the need for them to take individual and collective

measures to address the dangers. While many took the view that the primary responsibility lay with the Government of Rwanda, there was general acknowledgement of the value of action at the regional level.

The Special Envoy emphasized the Council's concern over increasing reports of military activities that threatened to destabilize Rwanda. All of the neighbouring countries reiterated their support for efforts to prevent the resumption of armed conflict and to ensure the return and settlement of its refugees and to promote lasting reconciliation. They agreed that a broader approach, with the involvement of Rwanda and its neighbours and the support of the international community, would offer better opportunities for a lasting solution to the crisis.

Officials in Rwanda welcomed the proposed deployment of military observers in neighbouring countries but emphasized the need to bring to justice those who had masterminded the genocide in 1994. The Government of Burundi welcomed the Security Council's initiative.

In contrast, the Government of the United Republic of Tanzania refused to consider the deployment of military observers in its territory, suggesting instead that the United Nations strengthen its military presence in Rwanda to ensure the safe return of refugees. It stated that the main obstacle to their return was in Rwanda itself.

According to the report, Uganda neither objected to nor showed enthusiasm for the Council's proposal. It stressed that the Council should address the causes of the crisis and identify the countries that were providing support for the delivery of weapons and military training to the former Rwandan government forces.

The Government of Zaire, while expressing support for any effective action that could prevent the destabilization of Rwanda, again denied accusations that it was aiding the former Rwanda government forces with arms and training to enable them to attack Rwanda. It recalled that it had called for an inquiry, under United Nations auspices, to investigate those allegations. It pointed to the millions of refugees from Rwanda and Burundi it

had welcomed despite the resentment of its own population.

5. General Assembly approves budget for International Tribunal for Rwanda

The United Nations General Assembly approved on 20 July 1995 an appropriation of US\$ 13,467,300 for the International Tribunal for Rwanda. This budget will cover the Tribunal's initial phase through 31 October 1995.

The International Tribunal for the former Yugoslavia received US\$ 43,991,600 for the period 1 January 1994 to 31 December 1995.

The General Assembly authorized over US\$ 1.377 billion gross for the United Nations Protection Force (UNPROFOR), the United Nations Angola Verification Mission (UNAVEM III) and the United Nations Mission for the Referendum in Western Sahara (MINURSO), according to the terms of three of the 18 resolutions and decisions it adopted, all without a vote.

Also approved is the budget for the United Nations Protection Force (UNPROFOR), the United Nations Confidence Restoration Operation in Croatia, the United Nations Preventive Deployment Force and the United Nations Peace Forces headquarters, totalling US\$ 1.177 billion for the period 1 April to 30 November 1995.

In another development, the Assembly deferred to its next regular session consideration of the financing and liquidation of the United Nations Operation in Cambodia and the financing of the United Nations Operation in Somalia.

6. UNAMIR Humanitarian Assistance as of mid-May 1995

Transportation:

UNAMIR vehicles provided for:

- (a) Return of 57,000 IDP's and thousands of refugees;

(b) Movement of thousands of orphans to orphanages;

(c) Movement of thousands of tons of foodstuffs and seeds to ensure proper settlement of returnees at home;

(d) Nationwide distribution of exam papers;

(e) Nationwide distribution of new Rwandese currency;

(f) Re-allocation of 2,400 prisoners to less crowded prisons;

(g) Evacuation of serious casualties to hospitals;

(h) Supply of coffins for genocide anniversary ceremonies;

(i) Gift of ten vehicles to the Rwanda Government.

Preventive Medical Services:

(a) Preventive medical clinics conducted at Kigali, Muyumbu and Rilima;

(b) Bacterial water analysis, waste disposal advice, vector control programmes for orphanages throughout Rwanda;

(c) Larvae and fly control, water analysis, waste disposal;

(d) Supervision of mass burials and disinfection of grave sites at Kibeho and Gisenyi IDP camps;

(e) 6,000 children immunized against meningitis;

(f) 800 children immunized against measles.

Medical Treatment:

(a) 260,000 Rwandese treated as outpatients (approximately 1,000 a day);

(b) 2,500 Rwandese treated for dental problems;

(c) 2,000 Rwandese treated as inpatients for diagnostic, surgical and intensive care needs;

(d) 580 medical evacuations for Rwandese seriously injured by vehicle accidents, mine incidents and serious illness;

(e) 330 medical evacuations from Kibeho Camp.

Medical Training

(a) Education of Rwandese medical/nursing staff in dressing, sterilization, surgical and resuscitation procedures, nursing systems and x-ray equipment operation;

(b) Course development for training of 500 local nurse auxiliaries.

Demining

Demining activities conducted in Kigali, Rwamagana and Ndera.

Explosive Ordinance Disposal (EOD)

Hundreds of EOD tasks completed rendering many schools, orphanages, churches, Government buildings and ministerial residences safe from explosive, mine, mortar and rocket ordinance throughout Rwanda.

Roads and Bridges

Bridges constructed at Busoro, Gatuna and Nyamata and repaired at Nyamata and Mata.

Maintenance and Recovery

(a) Recovery equipment and expertise provided extensively throughout Rwanda to clear wrecked vehicles;

(b) Repair of essential Rwanda Government and RPA vehicles.

Communications Support

(a) Repair, maintenance and re-establishing of RwandaTel local lines, Radio duplexers and VHF radio repeater;

(b) Repair of Nyanza satellite equipment;

(c) Provision of field cables in home communes and generators on loan to the Rwandan Government.

Training

(a) CIVPOL trained more than 400 Gendarmes whose school was renovated at a cost of \$30,000;

(b) Training of RPA non-commissioned officers in drill and military music.

Agricultural Activities

UNAMIR troops have assisted farmers with the weeding, cultivating and harvesting of their crops.

Public Relations

(a) Video and still footage coverage of various government functions including International Women's Day and Genocide Anniversary ceremonies;

(b) Provided public address systems to local authorities during public activities like reburial ceremonies;

(c) Organized and participated in various sports competitions with the local population and the RPA;

(d) Band entertainment at various official functions.

Social Affairs Activities

(a) Aid, food, transport, water, electricity, clothing, toys, playground equipment, medical assistance, pest control and transport assistance provided to many Rwandese orphanages;

(b) Prisoner identification project initiated to register all prisoners.

Miscellaneous

(a) Restoration of water and electricity supplies in Kigali, Cyangugu, Byumba and Kibungu;

(b) Bulldozer taskings throughout Rwanda;

(c) Track construction and improvement at various sites;

(d) Reconnaissance of Nyanza, Kibuye, Gitarama, Gitagana and Nsinda prisons to determine how to improve conditions.

PART III: DEVELOPMENT

1. Round-Table Conference for Rwanda

In January 1995, the Rwanda Government presented its "Programme for National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-Economic Recovery" to the international donor community at a Round Table Conference organised by UNDP in Geneva. The Programme aimed to identify priority needs for rehabilitation of the country and restoration of the productive and social sectors. Donor countries responded favourably to the presentation of the programme, and US\$ 586 million was pledged to assist the Government in implementation, against expressed needs of US\$ 764 million. Participants at the Conference approved a proposal from the Government and UNDP, to hold an implementation review of the Round Table programme six months after the Geneva Conference.

Contributions pledged by the international donor community in support of Rwanda's national reconciliation and rehabilitation have risen from US\$ 586.8 million in January 1995 to US\$ 626.7 million in June. This figure includes pledges for initiatives for which implementation will go beyond 1995. Moreover, the Government has agreed with certain donors (Germany, the World Bank and the African Development Bank) to revive a number of large scale projects from the original 1994-1996 Public Investment Programme.

The flow of resources to the country has proceeded as well as can be expected under difficult circumstances during the first half of the year. However, in view of the fact that, as of June 1995, only 27.5 % of the Geneva pledges for the Round Table programme had been disbursed, and 16.5 % delivered in Rwanda, concrete delivery on the ground has lagged somewhat behind the expectations of the Government. This is partially due to the country's weak absorptive capacity following the civil war, as well as to delays in the procedures of donors and international agencies for the programming and disbursement of funds. In addition, the Kibeho incident interrupted momentum, as certain donors suspended part of their aid amid questions regarding the prospects for a peaceful solution.

In recent weeks, the flow of resources has resumed and in fact increased, due to the positive outcome of the enquiry on the Kibeho events, and to the completion of donor procedures for the release of certain funds.

2. Mid Term Review

Six months after the Geneva Conference, as scheduled, a mid-term review of the implementation of the Round Table programme was held in Kigali, on 6 and 7 July 1995. The rehabilitation and socio-economic recovery programme dealt with important topics such as: financial support, social reintegration of refugees and displaced persons, strengthening of the management and administrative capacity of the State, strengthening the capacity of the judicial system, rehabilitation of productive activities and environmental protection, infrastructure rehabilitation and social sectors. The latter item on the agenda comprises education, culture, health, women, youth and social affairs. The following **Final Communiqué** summarizes the contents and results of the Kigali meeting.

Final Communiqué

"1. In accordance with the decision taken at Geneva in January 1995, the Round Table Mid-Term Review for Rwanda was held in Kigali on 6th and 7th July. The delegation of the Republic of Rwanda was led by H.E. Faustin Twagiramungu, Prime Minister of the Government of National Unity. The delegation

also included the President of the National Assembly, all other members of the Government, senior representatives from each Ministry and representatives of civil society organisations. The Review was organised with the support of the United Nations Development Programme (UNDP). The UNDP delegation was led by Mrs. Ellen Sirleaf Johnson, Assistant Administrator and Director of the Regional Bureau for Africa. Mrs. Sirleaf Johnson and H.E. Twagiramungu acted as co-chairs of the Mid-Term Review.

2. The following countries sent delegations to the Review: Australia; Austria; Belgium, Canada; China; France; Germany; Ireland; Italy; Japan; the Netherlands; Russia; South Africa; Spain; Sweden; Switzerland; the United Kingdom; the United States of America. In addition, representatives of the following international organisations participated: the African Development Bank; the Commission of the European Union; the International Committee of the Red Cross; the International Monetary Fund; the International Organisation for Migration; the Organisation of African Unity; the World Bank; the World Food Programme; the UN Assistance Mission in Rwanda, the UN Centre for Trade and Development; the UN Children's Fund; the UN Department of Humanitarian Affairs, the UN Education, Science and Culture Organisation; the UN Environment Programme; the UN Food and Agricultural Organisation; the UN Centre for Human Settlement/HABITAT; the UN High Commission for Refugees; the World Health Organisation; the UN Fund for Population Activities; the UN High Commission for Human Rights; the UN Department for Development Support and Management Services; the UN Office for Project Support. 15 national and international non-governmental organisations participated as observers.

3. Mr. Juvénal Nkusi, the Speaker of the National Assembly, welcomed the participants to the Round Table. He expressed the wish to see a new progress-oriented society born from the tragic events experienced by Rwanda in 1994. He pointed out that reconciliation presupposes equitable and transparent justice. The Speaker of the National Assembly stressed the duty of Parliament to be fully involved in the

reconstruction process through the dynamic and swift reestablishment of national institutions.

4. The message from the Secretary-General, read by the Special Representative of the Secretary-General, H.E. Ambassador Shaharyar M. Khan, stated that considerable progress has been made by the Republic of Rwanda along the path of recovery and development, just one year after the end of the civil war and genocide. This is a testimony to the will and fortitude of the Government and of people of Rwanda. The new Round Table cycle, initiated in Geneva in 1995, has proved to be an effective mechanism to mobilise and coordinate resources for the country, facilitating the development of a consensus between Rwanda and the international community. The Mid-Term Review constitutes an occasion for all parties concerned to reconfirm the pledges made at the Geneva Conference. The international community, in close collaboration with the Government, has developed a great number of cooperation programmes which, once implemented, will assist in consolidating peace and development in the Republic of Rwanda and the entire sub-region. Finally, the Special Representative expressed his appreciation for the efforts made by Government and UNDP to hold the Review as scheduled. The conclusions from the Review will be brought to the attention of the Secretary-General of the United Nations on his forthcoming visit to the Republic of Rwanda.

5. Mrs. Johnson Sirleaf expressed her pleasure in noting the numerous signs of social and economic progress which had been achieved in a short period of time, but emphasised that much remained to be done in order to move from a situation of emergency relief to development. Recalling that the prosecution of the perpetrators of the genocide must be the first step in national reconciliation, she thanked the donor countries who have provided financial support to the International Tribunal and the Rwandese national justice system. She stressed that the refugee question remains a challenge to all parties, and poses threat to stability in the sub-region. Noting the close links between the strengthening of the national justice system and the return and resettlement of refugees, the Director urged the Government to prioritise these areas. She also confirmed UNDP's support for the request made

by the Government for additional donor support for the programme of refugee resettlement, which was severely underfunded at the Geneva Round Table. Other elements of the Round Table Programme present a better picture in terms of donor commitments, but this must be translated into concrete delivery on the ground over the coming months. In this regard, she urged the donor community to make use of more national expertise and resources in implementation of their programmes, and to increase support to local administrative structures as well as the central administration. The Director concluded by vowing to find a way to double the resources delivered within the country to \$200 million before the end of the year, to identify funds to address the refugee situation and to ensure that the aid provided by donor countries results in maximum value added within Rwanda.

6. The Prime Minister thanked the countries and organisations present for their support, in particular UNDP for the follow-up assistance provided after the Round Table in Geneva in January. His speech addressed progress made to-date, measures currently being implemented and constraints which the Government has faced in implementing the political programme presented at Geneva: 1) The return of refugees is still the primary objective of the Government; 2) The establishment of structures to increase internal security is in progress; 3) The reform of legislation to ensure the complete reinstitution of the rule of law remains an urgent concern to the Government; 4) Significant progress has been made to ensure that fundamental human rights are respected throughout the country; 5) In the spirit of the Arusha Accords, the first steps towards democratisation have been taken through the establishment of key political institutions; 6) The Government will continue to guarantee the property rights of all Rwandan citizens returning to the country; 7) The national armed forces are in the process of integrating military personnel from the previous army, where these are not accused of involvement in the genocide; 8) Encouraging steps have been taken towards national reconciliation, but this remains a long road; 9) The Government hails the adoption of the resolution to create the International Tribunal for Rwanda, and renews its appeal to the international community to facilitate the

arraignment of persons accused of the genocide and to strengthen the national system of justice. Having recalled the priority objectives of the "Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-economic Recovery", and the follow-up mechanisms agreed at the Round Table, the Prime Minister gave an overview of financial disbursements made to-date, in relation to the commitments made by donor countries in Geneva. He stated that, whilst significant progress has been made in a number of areas, certain support remains outstanding, in particular in the area of private sector recovery, the establishment of credit mechanisms and the restoration of social services.

7. In his opening statement, read by the Prime Minister, the President of the Republic expressed his appreciation of the support extended by the international community in the implementation of the programme presented at Geneva, and described the achievements made by the Government since the Geneva conference. He placed particular stress on the concerted efforts made to improve the economic situation and the management of resources in the country, to restore operational capacity to the State, and to re-establish the availability of basic services. However, the President also underlined the fact that the translation of the significant commitments made by donors in Geneva into concrete activities on the ground has lagged, and this has limited the pace of rehabilitation. He therefore expressed the hope that financial commitments would be translated more quickly into tangible implementation actions over the second half of the year. In addition, the President of the Republic underlined the need for non-governmental organisations to coordinate their initiatives with the priorities of the country and the national sectoral strategies.

8. Following the statement of the President of the Republic, the Minister of Planning, Mr. Jean Berchmans Birara, presented progress made on the Programme of National Reconciliation, Rehabilitation and Socio-economic Recovery. He recalled the degree to which the economy had been disrupted by the war by the time the Government of National Unity was inaugurated in July 1994: loss of human life; destruction of resources and collapse of production and public

services. He outlined actions taken in the different sectors of national life, both initiatives based on Rwanda's own resources and those based on aid from its development partners. He stated that strong progress has been made towards achieving pre-crisis levels of production and services in the road, water, energy and telecommunications networks, and with regard to agricultural production. In contrast, he stressed that the state of public finances remains a cause for concern, from the point of view of resources available, the public debt, and the weak progress made in restoring social service infrastructure, developing human resources and reinstating industrial production. He expressed regret that the programme for resettlement of refugees and displaced persons has to-date received very little support from Rwanda's partners in the international community. The Minister of Planning then summarised the priorities of the Government, which were to be discussed during the six conference working groups on financial support; the role and coordination of humanitarian aid; the strengthening of the justice system; State capacity building; refugee resettlement; and rehabilitation of infrastructure, production and social services. He concluded by expressing the hope that the Mid-Term Review would assist in decreasing Rwanda's isolation, through producing a more accurate appreciation of the situation within the country on the part of its development partners.

9. The working group on financial support offered an opportunity to the Minister of Finance, Mr. Marc Rugenera, to give a brief presentation of the economic situation in the country, focusing particularly on needs for budgetary and balance of payments support. To this end, the working group requested all donor countries who had announced their intention of providing financial support to Rwanda to provide the Government with a timetable for the disbursement of this support. From the information received, it appears that the Government is unlikely to experience treasury problems during 1995, provided that arrears owed to the African Development Bank are reimbursed. The working group expressed its satisfaction with the decision of the Government not to resort to an increase in the money supply in order to cover its budgetary needs, and recommended the adoption of a transparent budgetary policy and continued

budgetary restraint on the part of each Ministry. The working group recognised that the procedures which donors are required to follow before disbursing funds are long and complex, and cause disruption in the flow of resources to the country. Given the particular conditions prevalent within the country, a recommendation was made to minimise the conditions linked to the release of financial support to the Government. In conclusion, the working group noted its satisfaction with the technical assistance programme which will be launched in the second half of 1995 to strengthen the economic and financial management capacities of the State.

10. The United Nations Humanitarian Assistance Coordinator presented the humanitarian activities which have been supported by the international community in Rwanda since June 1994, and assessed the role and efficiency of humanitarian assistance. The working group recommended the establishment of regular coordination mechanisms between Government institutions and representatives of the international community, in order to increase the effectiveness of the assistance extended to the country. The working group also recommended State capacity building initiatives in the area of aid monitoring, and the distribution of regular information updates on resource mobilisation and the use of funds. The participation of local NGOs in the implementation of humanitarian programmes was supported. Continuity between rehabilitation activities and development must be strengthened, in a manner adapted to the situation in the country. Finally, the necessity to improve the coordination framework between the Government and NGOs was underlined, and the working group agreed that follow-up discussions should be held on the issue.

11. The working group on rehabilitation of the judicial system, chaired by the Minister of Justice, Mr. Alphonse Marie Nkubito, offered an opportunity for the Government to report on progress made to date in this sector, and to present the Government Plan of Action of the second half of 1995. The workshop participants stated that they hoped the law enabling foreign judges, to work in the country would be quickly adopted by the Government, in order that the trials of genocide suspects could begin as soon as

possible. It was also recommended that arrest procedures be improved so as to avoid arbitrary arrests and limit the overcrowding of the prisons. In this context, the strengthening of the role and the means employed by the Commissions de Triage was also recommended. Given the acute problems experienced by the judicial institutions at all levels, an appeal was made to the donors to support the operating budget of the Ministry and to make more resources available to the judicial institutions, especially at the level of the prefectures. Lastly, in order to maximize efforts made in this sector, and giving due consideration to the tremendous needs the Government is called upon to satisfy, the rapid establishment of structures for inter-ministerial coordination and for the coordination of external assistance within the Ministry of Justice was recommended.

12. In the workshop on State capacity-building, the "Directeur de Cabinet of the Ministry of Public Service, Mr. Gerard Gahima, presented the current situation and progress to-date in the civil service. The working group identified the priorities for the Sector as:

(a) to complete physical rehabilitation (buildings and equipment) and move towards a greater emphasis on human resource development, where no assistance has yet been provided;

(b) to build capacity in local administrative structures;

(c) to build peace and security through demobilisation of child soldiers and adult members of the armed forces, and through training of the civilian police forces;

(d) to build management and administrative capacity in the social sectors;

(e) to ensure that national officials are empowered to design and manage development projects.

Technical assistance policy was discussed, and it was agreed that more emphasis should be placed in future on using consultants and training institutions in the subregion, including government to government exchanges and

twinning of institutions. The working group agreed that strong coordination mechanisms should be established to coordinate training and technical assistance in the future, and it was agreed that follow-up discussions would be held between the Government and the international community in this regard. Certain donors announced their intention to commit funds to local development, and to make up the shortfall in funding for the economic, financial and human resources management project coordinated by UNDP.

13. In the workshop on refugee resettlement, the Minister of Rehabilitation and Social Integration, Mr. Jacques Bihozagara, reviewed the various initiatives taken by the Government over the past six months for the purpose of encouraging the return of the refugees. He then presented the plan of action for the repatriation, resettlement and social reintegration of refugees and displaced persons. The workshop also recognized that objective information on the situation in the country and in the communes was of key importance to the return of refugees. A collaborative effort between the State and those agencies present in the camps was advocated in the workshop in order to lend support to this process. Given the pressure now put on natural resources, the workshop recommended that policies be drawn up for environmental preservation and that development programmes be devised which provide for the promotion of urban centres. In order to avoid instability and conflicts over land tied to the temporary occupation of property, the workshop proposed that refugees be permanently settled and that an appropriate judicial framework be adopted. Given the size of the task, the workshop stressed the key importance of public participation and the need to support all forms of public services in order to guide the programme. The workshop adopted the plan of action and recognized its positive impact on the process of national reconciliation and on the revitalization of productive activities. Finally, given the exorbitant cost of humanitarian assistance extended to the refugee camps over the past 18 months, it was recommended that this assistance be redirected to the inside of the country.

14. The first part of the workshop dealing with the social and productive sectors was chaired

by the Minister for the Family and Promotion of Women, Ms. Aloysie Inyumba. The observations made by participants confirmed the priorities identified in other workshops: the acceleration of disbursements; better coordination; better harmonization of the activities of NGOs with the policies of the concerned departments; co-management of funds and the establishment of more rapid procedures; the development of human resources, as much at the higher levels as at the primary and secondary levels; and the development of the cultural environment, seen as a key element in reconciliation. Due to lack of time, the situation concerning infrastructure and the productive sectors was addressed only briefly by the Ministers of Agriculture, Mr. Augustin Iyamuremye, of Industry and Commerce, Mr. Prosper Higiro, of Environment and Tourism, Mr. Jean Népomuscène Nayinzira, of Public Works and Transport and Communications, Ms. Immaculée Kayumba. The workshop nevertheless stressed the enormous difficulties preventing the revival of many business as a result of an absence of credit and lack of qualified workers. The need to turn to relatively expensive credit for the rehabilitation of infrastructure was deplored. The lack of means of transport, both public and private, vital to economic recovery, was noted. Other subjects of discussion at the workshop were the low level of funds made available to the Rwandese authorities and problems of coordination within the Rwandese administration, among donors, and between the Government and the international community.

15. Concerning the mechanisms for the coordination of the implementation of the programme for the development and rehabilitation of Rwanda, the Review was of the opinion that the mechanisms adopted at the Geneva Conference which was since put into place by the Government and its partners should be maintained. Nevertheless, it was recognized that some of these mechanisms needed to be reinforced. The Steering Committee, presided by the Prime Minister and composed of ministers and leading donors, will continue to set overall policy. Four sectoral groups relating to the areas of State management, infrastructure, productive sectors, and social sectors will be guided by the ministries of Public Service, Public Works, Planning, and Family and Promotion of Women respectively.

The Ministers will periodically inform the Prime Minister of the progress made in these sectors. Such progress will be continuously followed, at the technical level, by teams comprising representatives of all the departments belonging to a particular sectoral group, working closely with the leading donors. The Permanent Technical Secretariat for the Round Table Follow-Up (STP) will continue to provide support and advice for the technical teams. It will gather information on progress made in programme implementation from all those involved and disseminate such information to the same parties. Executing agencies and donors will be asked to furnish such information on a regular monthly basis. The STP will identify any bottlenecks in the process and propose means of overcoming them.

16. The Review also provided an opportunity for the presentation of the Second Progress Report on the United Nations Trust Fund for Rwanda. This report describes the resources managed by UNDP within the context of the Fund, established by the Secretary-General of the United Nations in order to facilitate the mobilization of resources from the international community in support of Rwanda. Review participants have expressed their appreciation for the advantages offered by the Fund as an instrument which allows for a rapid response to the priorities of the Rwandese administration and Rwanda in general, as defined by the Government.

17. The donor community reaffirmed its support for the Programme of National Reconciliation and Socio-Economic Rehabilitation and Recovery, certain activities of which were discussed during the Review. Some donors also announced the resumption of their development programmes which had been suspended following the Kibeho incident. Most donors expressed their appreciation for the significant progress made to-date and said they hoped that common objectives could be determined more precisely with a view to establishing a "strategic" framework for cooperation between the country and the international community.

18. Over and above the pledges made in Geneva, the donors have indicated that US\$ 267.5 million will be made available over the 1995-97 period. A large part of these additional resources

will be allocated in support of Sub-Programme 2 (Social Reintegration of Refugees and Displaced Persons), thus covering the funding needs of the first phase of the new Plan of Action presented by the Rwandese authorities at the Review.

19. Concerning Financial Support (Sub-Programme 1), funding for which was secured in Geneva, the donors have drawn up an estimated schedule for monthly disbursements. This schedule reveals that the Rwandese Republic could receive US\$ 117.3 million during the second semester of 1995, sufficient to cover the outstanding needs of the 1995 national budget, while stabilizing the country's external accounts. These disbursement estimates depend on the settling of arrears owed to the ADB (approximately US\$ 6.5 million) and on the availability of funds to cover a reduction in the interest rate for funds accessed from the IMF CCFF, which several donors stated they were prepared to support.

20. In conclusion, Rwanda's development partners have expressed their appreciation to the Government and UNDP for the decision to hold and the excellent organization of the Review, conducted in an atmosphere of frank and constructive dialogue. The Government of the Republic of Rwanda made a special point of thanking all the participants for the open and constructive nature of the discussions. The Government thanked the international community once again for its additional financial assistance pledged, and its commitment to accelerate disbursements with a view to achieving reconciliation and socio-economic recovery in the Rwandese Republic. Pursuant to the recommendation of the Prime Minister, the participants confirmed that the next Round Table Conference would be held in Geneva in January 1996."